



HAL
open science

Jean Girvès : un grand chef militaire de la résistance héraultaise (1939-1945)

Cyprien Delobette

► **To cite this version:**

Cyprien Delobette. Jean Girvès : un grand chef militaire de la résistance héraultaise (1939-1945).
Histoire. 2024. dumas-04639862

HAL Id: dumas-04639862

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-04639862v1>

Submitted on 9 Jul 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Année universitaire 2023-2024

Jean Girvès

Un grand chef militaire de la résistance héraultaise

(1939-1945)



Présenté par **Cyprien Delobette**

Sous la direction de **Michel Fourcade**, (maître de conférences en histoire contemporaine)

le **14/06/2024**

Mémoire de Master 1^{ère} année

Mention : Histoire

Parcours : Histoires militaires et études de défense

Cyprien Delobette

Jean Girvès

Un grand chef militaire
de la résistance héraultaise (1939-1945)

Juin 2024 – Villeveyrac (Hérault)

Photo de couverture : Jean Girvès serrant la main à Jean de Lattre de Tassigny, le 2 septembre 1944
à Montpellier. *Droits réservés*

Introduction

Mais pourquoi diable m'intéresser à Jean Girvès ? Lorsqu'un étudiant choisit de travailler sur une figure locale de la Résistance, c'est souvent parce que des attaches familiales ou géographiques le relie à cette personne. Or, je ne possède pas le moindre lien de parenté avec ce personnage et, si j'habite certes dans le même département, je réside à plus d'une cinquantaine de kilomètres de son village de Puisserguier. J'avouerais même qu'avant le mois de septembre 2023, j'ignorais jusqu'au nom et à l'existence de cet illustre résistant. C'est en feuilletant l'ouvrage *Hérault de guerre 39/45. Un département au cœur du conflit* (2021), rédigé par les archives départementales de l'Hérault¹ que j'ai découvert pour la première fois le nom de Jean Girvès. Une brève notice biographique lui était consacrée, rappelant son parcours dans la Résistance, la suite de sa carrière militaire et indiquant que ses archives personnelles venaient d'être numérisées tout récemment. Étudiant en première année de master d'histoire militaire, en quête d'un sujet de mémoire pour le second semestre, je n'ai pas manqué de me rendre sur le site internet des archives afin d'en savoir un peu plus. J'ai alors découvert un fonds exceptionnel, contenant des correspondances, des notes secrètes, et quantité d'autres documents permettant de retracer la vie d'un homme dont j'ignorais encore l'existence une heure auparavant.

En quelques minutes, j'appris que Jean Girvès était un Saint-Cyrien de la promotion 1939-1940, contraint au congé forcé en 1942 et engagé dans la Résistance dès le début de l'année suivante. Se prénommant Latourette dans la clandestinité, il dirigea à vingt-quatre ans le maquis du même nom à l'été 1944 dans le nord-ouest de l'Hérault. Chef de bataillon FFI, il partit combattre au front en Allemagne à l'hiver et au printemps 1945 avant de reprendre sa carrière d'officier à l'automne suivant. Ce personnage et son parcours durant la Seconde Guerre mondiale m'apparurent intéressants à plusieurs titres. Tout d'abord, Jean Girvès est une figure relativement peu connue de l'histoire de la résistance héraultaise. Il occupa pourtant de grandes responsabilités, commandant à plusieurs centaines d'hommes durant l'été 1944 ! Son nom est souvent éclipsé par des personnalités plus politiques, qui ont continué après-guerre à occuper des fonctions dans le département ou au niveau national, comme Jean Bène ou Joseph Lanet. J'appris également qu'aucun travail académique ne lui avait été consacré, ce qui correspondait aux critères assignés par l'université pour le choix d'un thème de mémoire. Mais ce sujet m'intéressait aussi par-delà le motif, bien légitime, de mettre en lumière une personnalité éminente de la Résistance. A l'occasion de ma troisième année de licence, j'avais été sensibilisé, lors du cours d'histoire contemporaine de M. Fourcade, par

¹ Toutes les références des ouvrages mentionnés dans l'introduction sont indiquées dans la bibliographie située à la fin de ce mémoire.

la question des individus et de leurs consciences durant la Seconde Guerre mondiale. Le professeur avait souligné combien le conflit de 1939-1945 fit sauter bien des repères et détruisit nombre de certitudes. Les notions de patriotisme ou de trahison, si claires entre 1914 et 1918 par exemple, devinrent beaucoup plus floues vingt ans plus tard. Les institutions traditionnelles – État, Églises, partis politiques – étaient trop décrédibilisées ou réduites au silence pour indiquer aux citoyens le chemin du devoir, et c'est seul face à sa conscience que tout un chacun devait décider de la voie à emprunter. Devait-on obéir au pouvoir légal, au pouvoir légitime ? Que signifiait servir son pays ? L'exemple de Jean Girvès s'inscrivait à merveille dans cette perspective. Soldat de l'armée du maréchal Pétain jusqu'à sa dissolution en 1942, il s'engagea dans la Résistance alors que son père occupait encore le poste de maire de Puisserguier, en épaulant toutefois son fils dans ses activités clandestines. Le jeune homme de vingt-quatre ans, qui était passé par la prestigieuse école de Saint-Cyr, se retrouva à la tête de soldats de fortune, souvent issus de milieux sociaux différents du sien. Alors que ses camarades étaient encore de simples lieutenants, lui connut une ascension fulgurante et se retrouva acclamé comme l'un des grands chefs de la résistance héraultaise, ayant l'honneur de serrer la main du maréchal de Lattre de Tassigny à Montpellier, le 2 septembre 1944 ! Il fit face ensuite aux désillusions de l'après-guerre, fut rétrogradé lieutenant en 1945 avant de plonger dans les affres de la guerre d'Indochine. Jean Girvès ne fut pas le seul à avoir connu ce destin d'officier devenu résistant par la force des choses, et il est d'autant plus intéressant de se pencher sur ce type de parcours qu'ils ont fait, jusqu'à aujourd'hui, l'objet de relativement peu d'études.

Toutes ces raisons m'ont donc poussé à proposer ce sujet de mémoire au professeur Fourcade, qui a accepté de le diriger pendant plusieurs mois. Je l'en remercie vivement. La première étape de ce travail fut d'effectuer un tour d'horizon des différentes études ayant trait à mon sujet (l'état de la question, comme disent les historiens). Comme indiqué, aucune ne traite spécifiquement de Jean Girvès, mais beaucoup évoquent son action à la tête du maquis. C'est évidemment le cas de Gérard Bouladou, ancien résistant devenu historien. Il est entre autres l'auteur d'une thèse intitulée *Les maquis du massif central méridional*, soutenue en 1974 et d'une synthèse, *L'Hérault dans la Résistance : 1940-1944* (1992). Ces deux ouvrages furent pour moi d'un précieux secours, tout comme celui de Patrick Néolas *La Résistance dans les Hauts Cantons Héraultais* (1995). Éditées plus récemment, la thèse d'Alain Alquier intitulée *L'occupation allemande dans le département de l'Hérault* (2020) ou les synthèses sur le département dans le conflit, rédigées par Hélène Chaubin (*L'Hérault dans la guerre 1939-1945*, 2015) et les archives départementales de l'Hérault (*Hérault de guerre 39/45, Un département au cœur du conflit*, 2021) constituèrent des bases de travail fort intéressantes. On notera tout de même qu'excepté le livre de Patrick Néolas et la thèse de Gérard Bouladou, ces ouvrages portent tous sur le département de l'Hérault dans son ensemble et ne

traitent par conséquence du maquis Latourette que dans un cadre beaucoup plus général. La plongée dans les sources n'en fut donc plus que nécessaire pour étudier la vie de Jean Girvès. A commencer bien sûr par ses archives personnelles, propriétés de sa nièce, mais qui ont été numérisées par les archives départementales de l'Hérault. Le fonds contient également 440 feuillets de notes passionnantes signées Georges Girvès, le père de Jean. Datées, dactylographiées, elles s'étalent de 1943 à 1949. L'une d'entre elles, rédigée le 23 décembre 1944, évoque le parcours de Jean depuis l'entrée en guerre. Bien qu'écrite à chaud et alors que son fils est au front, elle constitue une source indispensable pour démêler les fils de l'existence du résistant jusqu'à la Libération. J'aurai l'occasion à de nombreuses reprises de m'appuyer sur les écrits de Georges Girvès et j'indiquerai alors la date de la note, excepté pour celle ayant trait au parcours de Jean et se rapportant donc aux feuillets en date du 23 décembre. J'en profite pour signaler au lecteur que, sauf mention contraire, les écrits du père de Jean cités dans ce mémoire sont disponibles en ligne sous la cote 175 PRI 1. Outre plusieurs documents iconographiques, comme des photos de l'officier, de son brassard FFI ou du fanion du 2^{ème} bataillon de l'Hérault qu'il commanda à l'automne 1944, le fonds Girvès contient également de multiples correspondances. On peut y lire les nombreuses lettres envoyées par Jean à ses parents durant sa carrière, que ce soit depuis le Maroc, l'Indochine, Saint-Maixent (où il sera instructeur après-guerre)... et le maquis, ainsi que le front d'Allemagne. C'est évidemment ces deux dernières catégories qui m'ont intéressé et permis de cerner au mieux la personnalité et les péripéties du jeune homme.

Enfin, les archives départementales de l'Hérault ont mis à disposition du public des documents véritablement exceptionnels, tant par les informations qu'ils contiennent que par les circonstances de leurs découvertes. C'est en effet à l'occasion de travaux dans la maison Girvès à Puisserguier, dans les années 2000, que plusieurs papiers furent retrouvés sous le pavage d'une cour intérieure ! Malgré un état de conservation aléatoire, plusieurs feuillets demeurent lisibles et permettent de se plonger dans les arcanes de la résistance biterroise. Cela est d'autant plus intéressant que ces documents complètent souvent d'autres archives, celles de Joseph Lanet, le supérieur de Jean Girvès dans l'Armée secrète. Il s'agit du second fonds sur lequel je me suis appuyé pour l'élaboration de ce mémoire. Lui aussi est très fourni, plus encore que le premier, et contient nombre de papiers relatifs à la résistance biterroise, parfois même signés de la main de Jean Girvès. Ces documents sont évidemment indissociables des mémoires de Joseph Lanet, dans lesquelles celui-ci retrace son épopée dans la Résistance, mentionnant à de nombreuses reprises le nom de notre personnage. J'ai également étudié les souvenirs de Jean-Baptiste Durand, alias Roch dans la clandestinité. Engagé dans l'armée de l'Air avant-guerre, il devient responsable pour l'Armée secrète du secteur Poilhes-Capestang. Il a publié ses mémoires en 2021, accompagnées d'un CD sur

lequel est enregistré son témoignage audiovisuel, dans lequel il évoque plusieurs fois la figure de Jean Girvès, même s'il ne lui épargne pas ses critiques. Nous aurons l'occasion d'y revenir à de nombreuses reprises au cours de ce mémoire. Au titre des témoignages, on compte enfin la brochure publiée par la nièce de notre personnage, en partenariat avec l'association des Mémoires de Puisserguier, en 2014 (première édition en 2000) et qui reprend les écrits de Georges Girvès, en les complétant par ceux d'un autre résistant du maquis Latourette prénommé Jean Viste. Ce livret est très richement illustré et contient de nombreux documents annexes, comme des coupures de presse ou des rappels biographiques sur la carrière militaire de Jean Girvès.

C'est essentiellement sur ces différentes sources que je me suis appuyé pendant plusieurs mois pour élaborer cette étude. J'espère avoir ainsi pu rendre compte le plus fidèlement possible de l'existence de Jean Girvès durant la Seconde Guerre mondiale, et avoir répondu au mieux aux attendus d'un mémoire de master.

I. Le brillant parcours d'un jeune officier

A mi-chemin entre la Cerdagne, patrie de ses ancêtres paternels, et le bourg de Puisserguier où réside sa famille maternelle, Jean Girvès voit le jour le 10 janvier 1920 à l'ombre des remparts de Carcassonne. Comme tous les enfants de militaires, le jeune garçon vit en effet au gré des affectations successives de son père, expliquant cette naissance dans la cité audoise. Mais au cours de cette existence itinérante, Jean a la chance de s'appuyer sur de solides attaches familiales : côté paternel, il peut se prévaloir d'un prestigieux passé aristocratique tandis que la branche maternelle lui permet de se reposer sur la prospérité d'une riche famille de notables. La famille de son père fut célèbre en Cerdagne, propriétaire d'une grande bâtisse appelé « mas Girvès » sur la commune de Llo. La demeure avait été acquise en 1667 par l'ancêtre Salvador, un cultivateur aisé originaire des environs. Huit ans auparavant, la Cerdagne, comme tout le Roussillon, avait quitté l'orbite espagnole pour être rattachée au royaume de France, suite au fameux traité des Pyrénées. S'ouvre alors une période faste pour la famille Girvès, en témoigne le splendide retable baroque qui orna leur chapelle privée à Llo, et qui est aujourd'hui propriété du Département des Pyrénées-Orientales². La famille semble s'accommoder à merveille de la domination française puisqu'elle est même anoblie au XVIII^e siècle et se prénomme alors de Girvès ! Les ennuis commencent pour elle au siècle suivant et atteignent leur paroxysme dans ses dernières décennies. Les descendants se déchirent en effet autour de l'héritage de Sauveur de Girvès, décédé en 1882. La propriété est finalement mise en vente en 1907 et sort définitivement du patrimoine familial, dont certains héritiers ont entre-temps abandonné la particule.

C'est le cas du père de Jean, prénommé Georges, qui est un petit-fils de Sauveur de Girvès né à Béziers en 1883. Comme beaucoup de fils d'aristocrates de son époque, il choisit de s'engager dans la carrière militaire qui, outre le fait de procurer une situation financière stable, offre l'avantage de servir son pays sans se compromettre avec une république regardée avec méfiance. Contrairement à beaucoup de ses camarades, Georges Girvès n'intègre pas l'école de Saint-Cyr, mais plutôt Polytechnique, qui lui ouvre une carrière dans l'artillerie. Admis en 1904, le jeune homme voit son cursus couronné par une nomination au poste de sous-lieutenant dans le 38^{ème} régiment d'artillerie. Promu lieutenant en 1908, Georges Girvès suit alors une classique carrière d'officier, qui lui fait entre autres côtoyer Charles de Gaulle (« *Il était très fier de raconter qu'il s'était disputé avec lui !* » raconte sa petite-fille). En tant qu'artilleur, le déclenchement de la Première Guerre mondiale lui fait occuper une place primordiale, au vu de l'importance grandissante que prend cette

² Voir le catalogue d'exposition intitulé *Autour d'une œuvre restaurée. Le retable baroque du mas Girvès de Llo*, édité par le Département des Pyrénées-Orientales en novembre 2020.

arme au cours du conflit. Nommé capitaine en 1915, il est affecté plusieurs fois auprès d'états-majors de corps d'armée, avant de rejoindre le Grand Quartier général en décembre 1918. Décoré de la Croix de guerre puis de la Légion d'honneur, Georges Girvès fait un passage dans les services de renseignement de l'armée durant les années 1920 avant de revenir poursuivre sa carrière dans l'artillerie. Mais ce riche parcours ne fait pas oublier au Biterrois sa région natale, puisqu'il se rend régulièrement dans la petite commune de Puisserguier, située à une vingtaine de kilomètres au nord-ouest de Béziers. Depuis 1911, il est en effet marié à Marguerite Desfours, fille d'une des plus honorables familles du village.

Si les Girvès incarnent la noblesse désargentée prise dans les tourments du siècle, les Desfours appartiennent plutôt à la riche bourgeoisie de province. Sous Napoléon III, l'aïeul de Marguerite a ouvert une pharmacie dans le village. Forte de cette honorable situation, la famille possède également de nombreux vignobles ainsi qu'un mas prénommé « Les Magnagues ». Deux enfants naissent de cette union : Gabrielle en 1912 et Jean en 1920, qui grandissent dans une atmosphère catholique et patriotique. Les Girvès vivent au gré des déménagements inhérents à la vie militaire, entrecoupés de séjours à Puisserguier, véritable port d'attache pour la famille. Plus âgée que Jean, sa sœur se marie à la fin des années 1930. On sait peu de choses sur la scolarité du jeune homme, jusqu'à son entrée à l'école militaire de Saint-Cyr en 1939. Quelles furent les motivations qui le poussèrent à choisir la voie militaire ? Sans doute l'influence du milieu familial, mais on ne dispose guère d'informations sur l'état d'esprit de Jean. Quoi qu'il en soit, son séjour à Saint-Cyr va s'avérer singulièrement raccourci par le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. L'élève-officier est en effet reçu à l'école le 20 septembre 1939, quelques jours seulement après le déclenchement des hostilités ! Moins de six mois plus tard, Jean Girvès achève sa formation au classement très honorable de 17^{ème} sur 580. Nommé sous-lieutenant, il est affecté au dépôt n° 92 de chasseurs portés à Tours. Père et fils sont alors emportés dans la tourmente de l'année 1940. Georges Girvès, devenu colonel, commande le 309^{ème} régiment d'artillerie à Strasbourg. Il semblerait, selon sa petite-fille, qu'il ait participé aux combats contre les Italiens dans les Alpes en juin 1940. Son fils se morfond, quant à lui, dans la cité tourangelle avant de se replier avec son unité à Périgueux. La fin des hostilités entraîne pour l'un, le départ à la retraite, pour l'autre le retour sur les bancs de l'école. La convention d'armistice signée entre la France et l'Allemagne prévoit en effet la limitation de l'armée française à 100 000 hommes sur le territoire métropolitain. Âgé de cinquante-sept ans, le colonel Girvès est mis en congé comme bon nombre d'autres officiers et rejoint alors Puisserguier. Son fils Jean reprend pour sa part le fil de ses brèves études militaires. Même réduite, l'armée de Vichy se doit de former à nouveau des cadres prêts à conduire les maigres troupes restantes.



Jean Girvès (à gauche sur la photo)
en 1939-1940

*Archives départementales de l'Hérault,
175 PRI 2 (en ligne)*



Georges Girvès au travail.

Droits réservés

L'école de Saint-Cyr étant située en zone occupée, l'établissement militaire est transféré à Aix-en-Provence. Du fait d'une période d'instruction bâclée, Jean est rappelé en novembre 1940 en tant qu'aspirant pour suivre une nouvelle formation de quatre mois. Comme auparavant, il est crédité d'un très bon classement à sa sortie puisqu'il est noté 16^{ème} sur 280. Le sous-lieutenant est alors affecté en Afrique du Nord, au 8^{ème} régiment de tirailleurs marocains à Meknès. Comme l'essentiel de l'empire colonial français, le Maroc est sous la souveraineté du gouvernement de Vichy. L'État français y entretient de nombreuses troupes en plus de celles cantonnées en métropole. L'Afrique du Nord constitue un enjeu majeur des tractations entre Pétain et les Allemands, car tous ont conscience que cette région peut servir de plateforme à une éventuelle reprise des combats de l'armée française. Il n'est donc pas anodin que les autorités allemandes interdisent alors au gouvernement de Vichy tout départ d'officier pour l'Afrique du Nord, empêchant ainsi Jean Girvès de rejoindre son affectation ! En attendant un éventuel assouplissement de ces conditions, le sous-lieutenant est donc provisoirement affecté au 8^{ème} régiment d'infanterie de Montpellier en mai 1941. Il est très rapidement détaché à Sète où un bataillon du régiment est cantonné. L'officier mène durant un mois une vie paisible, qui lui offre l'opportunité de se rendre régulièrement à Puisserguier retrouver sa famille. La situation se débloque enfin pour Jean au début du mois de juin 1941 : l'attaque de l'armée britannique contre les possessions françaises en Syrie entraîne la levée de l'interdiction de l'envoi d'officiers en partance pour l'Afrique du Nord. Le 12 juin, Jean est convoqué à Montpellier en vue d'un départ imminent pour l'Outre-mer. Dans ses notes, Georges Girvès évoque l'inquiétude qui saisit sa famille à l'idée que Jean soit envoyé en Syrie. Le jeune officier pourrait en effet participer à un combat fratricide face aux troupes de la France libre, qui épaulent les soldats britanniques ! Mais le sous-lieutenant quitte finalement Marseille le 15 juin pour son affectation initiale à Meknès au Maroc. Une fois sur place, Jean découvre la vie d'officier en Afrique du Nord, qu'il décrit longuement dans les lettres adressées à ses parents. Il change régulièrement de cantonnement, et à la fin du mois d'octobre, est hospitalisé à Casablanca pour cause de paludisme. Le sous-lieutenant espère obtenir une permission pour le mois de février, mais une épidémie de typhus à Meknès l'oblige à annuler son voyage à la dernière minute. Jean ne partira donc pas en permission à la fin de l'hiver 1942, mais plutôt à l'automne. Ce détail apparemment anodin va bouleverser sa vie, comme le notera par la suite son père dans ses écrits :

Cet événement devait avoir pour notre fils des conséquences importantes. Pendant quelques jours, il a pu espérer un rétablissement des permissions et un départ pour la métropole avant le commencement des déplacements qu'effectuaient dès le printemps les garnisons du Maroc. S'il était parti à ce moment, il se serait trouvé de retour au Maroc quand les Alliés ont débarqué en

novembre. Comme tous ses camarades, il aurait été coupé de la France et aurait fait campagne comme eux en Italie, en Provence et en Alsace. La Providence en a décidé autrement.

Mais en ce début d'année 1942, l'officier est loin d'imaginer le cours singulier que va prendre son existence. Jean est plutôt absorbé par ses activités militaires et ses perspectives d'avancement, qui se concrétisent le 20 mars lorsqu'il est promu au grade de lieutenant. Durant le printemps et l'été, il participe à de nombreuses manœuvres et défilés, tout en espérant pouvoir bientôt rentrer se reposer à Puisserguier auprès de sa famille qu'il n'a pas revue depuis un an. Son vœu finit par être exaucé et le lieutenant obtient enfin une permission de 45 jours. Il quitte donc Meknès le 1^{er} octobre 1942, sans imaginer que son parcours de jeune officier va encore une fois être percuté par le cours de l'histoire.

II. Quand Georges Girvès présidait aux destinées de Puisserguier

Seize mois après son départ pour l’Afrique du Nord, c’est avec un soulagement non feint que Jean Girvès retrouve les paysages de la plaine héraultaise. Le lieutenant va enfin pouvoir profiter de quelques semaines de repos bien mérité dans son cher village de Puisserguier, qui représente pour lui un véritable havre de paix. Mais le jeune homme ignore alors que le bourg et ses environs vont devenir pour lui le théâtre d’un des épisodes les plus marquants de sa carrière, celui de son engagement dans la Résistance. En ce mois d’octobre 1942, cela est pourtant loin d’être une évidence : depuis maintenant un an et demi, c’est en effet son père Georges qui remplit la fonction de maire du village, sous les ordres directs de l’administration de Vichy ! Penchons-nous donc un instant sur Puisserguier et ses habitants, toile de fond d’une bonne partie de notre étude. Située à mi-chemin entre Béziers et Saint-Chinian, la commune est composée de grandes plaines parsemées de quelques collines recouvertes de garrigue. Le bourg est bâti autour d’un noyau historique fortifié, construit sur un léger relief. A l’instar de la maison familiale des Desfours, nombre d’habitations sont édifiées à même le mur d’enceinte de la localité, qui était auparavant entouré d’un profond fossé. Les ruelles du village sont étroites et mènent au château de Puisserguier, un des nombreux témoignages de l’histoire millénaire de la commune. Celle-ci nous est d’autant mieux connue qu’elle a fait l’objet, entre autres, de plusieurs écrits de Georges Girvès³ qui manifestait un réel intérêt pour l’histoire, comme nous le verrons à plusieurs reprises dans cette étude. Mais le colonel en retraite ignorait que le passé du village remontait jusqu’à des âges aussi lointains que le milieu du premier millénaire av. J.-C., puisque ce n’est qu’en... 2003 que des fouilles préventives mirent au jour une importante nécropole celtique composée de plus de 250 sépultures ! Le site de Puisserguier est en effet propice à l’activité humaine, notamment du fait de sa source située à proximité de l’emplacement du monument aux morts, à l’extérieur du village médiéval. Ce point d’eau a probablement favorisé une continuelle occupation des lieux, car on a retrouvé de nombreux vestiges témoignant d’une intense activité à l’époque romaine, puis durant le haut Moyen Âge.

Mais les troubles de la période médiévale ont sans doute décidé la population à investir une colline voisine, plus propice à être défendue, appelée *Pueg Serguier*, et qui a donné tout à la fois son nom et son emplacement au village actuel. Les premiers écrits qui nous sont parvenus mentionnant le château de Puisserguier remontent au XI^e et au XII^e siècles. A la veille de la croisade contre les

3 Les écrits de Georges Girvès sur l’histoire de Puisserguier ont été rassemblés dans un livret et imprimés par Mario Zorzin sous le titre *Histoire de Puisserguier d’après les notes du colonel Georges Girvès*.

Albigeois, on sait qu'il est la propriété des Bérenger, une des plus puissantes familles de la région. Apparentés aux seigneurs de Minerve, peut-être même aux Guilhem de Montpellier⁴, les Bérenger contrôlent les routes commerciales partant à l'est de Béziers vers Marseillan et à l'ouest vers Narbonne. Puisserguier est par ailleurs situé sur le chemin du pèlerinage de Saint-Jacques-de-Compostelle, qui prend de l'ampleur au XII^e et au XIII^e siècles. Passant par l'abbaye de Fontcaude, le trajet offre une halte au nord de la commune dans la commanderie templière de Milhau. Le paisible développement du village va être bouleversé par la croisade déclenchée en 1209 par Innocent III contre les « hérétiques » du Languedoc. Alors que Raymond de Toulouse se soumet à l'autorité pontificale, Raymond-Roger Trencavel, vicomte d'Albi, de Carcassonne et de Béziers, décide de faire face aux envahisseurs venus du nord. Puisserguier va alors devenir le théâtre d'un épisode marquant du conflit, qui nous est raconté par la célèbre chronique de Pierre des Vaux de Cernay⁵. Celui-ci énonce qu'au lendemain du sac de Béziers, Giraud de Pépieux, un chevalier du Minervoïs rallié à la croisade, change brusquement de camp et investit avec ses hommes le château de Puisserguier, alors aux mains des croisés. Alerté, Simon de Monfort accourt combattre les rebelles mais doit lever le siège faute de troupes suffisantes. Giraud de Pépieux juge néanmoins la situation périlleuse et décide d'abandonner le château qui finit par retomber dans l'escarcelle des croisés. Cet épisode marquant pour le village fait remarquer à Georges Girvès que « *depuis 1209, Puisserguier a donc connu une paix profonde et il a fallu l'occupation totale de la France par les armées d'Hitler pour que les soldats ennemis parussent sous nos murs*⁶ ». En guise de punition, le village, comme un certain nombre d'autres localités de la région, sera frappé d'interdit par le pape en 1222, une décision qui empêche tous ses habitants de recevoir des sacrements ! Mais Puisserguier est désormais situé en dehors des principales zones de combats et restera en paix durant le reste de la croisade.

Comme le précise le colonel, il semblerait que la commune fut par la suite épargnée par les sanglants conflits de la guerre de Cent Ans et des guerres de Religion, mais on ne peut l'affirmer avec certitude, faute de sources. Entre-temps, le village est passé sous l'obédience directe des vicomtes de Narbonne. La vicomté est rachetée en 1447 par Gaston IV de Foix et restera dans cette famille jusqu'au début du XVI^e siècle, ce qui explique la représentation du comte Jean de Foix sur un magnifique plafond peint, sauvé de la destruction voici quelques années dans la maison dite du

4 Un Bérenger est mentionné sur le testament de Marie de Montpellier, comme on peut le lire sur l'article de José-Maria Lacarra et de Anton Luis Gonzalez : « Les testaments de la reine Marie de Montpellier » dans *Annales du Midi, revue archéologique, historique et philologique de la France méridionale*, tome 90, n°137, 1978. pp. 105-120. Certaines hypothèses avancent l'idée d'un mariage entre un Bérenger et une fille des seigneurs de Montpellier mais aucune preuve n'a été retrouvée à ce jour.

5 Voir la traduction en ligne sur Gallica, disponible avec le lien suivant : gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1122310. L'épisode mentionnant Puisserguier se trouve aux pages 77 à 79.

6 *Histoire de Puisserguier d'après les notes du colonel Georges Girvès*, p. 6.

« viguier » dans le centre historique. Cette pièce très rare datant de la fin du XV^e siècle a fait l'objet d'un classement par la DRAC, une partie restaurée étant devenue visible par le public dans une salle du château. Au gré des héritages, celui-ci change encore plusieurs fois de mains jusqu'à échoir dans celles de la famille Bermond, propriétaire des lieux jusqu'à la Révolution française. Comme dans beaucoup d'autres communes du sud de la France, les Puisserguierains n'ont pas attendu la période révolutionnaire pour s'organiser de façon autonome. Des consuls sont élus régulièrement par les habitants du bourg et administrent les affaires de la commune. Un tableau très intéressant de Puisserguier à la veille de la Révolution française a été dressé par Georges Girvès à partir des archives communales. Avec un certain talent, il tente de reconstituer la vie politique, économique et sociale du village avec un penchant favorable pour la société d'Ancien Régime, même s'il ne manque pas de souligner ses criantes injustices. Comme partout ailleurs, cette organisation sociale va être bouleversée par la Révolution. Georges Girvès évoque les malheurs du marquis de Bermond, resté en France mais victime de l'émigration de son fils qui entraîne la confiscation et la vente de ses biens, à commencer par l'emblématique château. Néanmoins, le colonel semble indiquer que les tourments révolutionnaires ne furent pas particulièrement virulents à Puisserguier, puisqu'il explique que lorsque le comité de Salut public biterrois réclama des mesures de rigueur contre les nobles de la commune en 1793, les édiles locaux protestèrent de la fidélité de ces derniers à la Constitution. Ils seraient même allés jusqu'à tirer un des leurs de prison, M. de Lescure, qui deviendra ensuite maire du village sous le Premier Empire.

Mais pour Puisserguier, la véritable révolution n'est pas encore advenue. Elle surviendra en effet quelques décennies plus tard et ne concernera pas la politique mais... l'agriculture ! Les terres cultivées – qui se partageaient jusque-là essentiellement entre champs de céréales et plantations d'oliviers et de vignes – se couvrent à partir du milieu du XIX^{ème} siècle d'un immense vignoble. Le phénomène est accentué par le développement du chemin de fer qui permet une exportation accrue du vin et fait entrer Puisserguier, comme une grande partie du département de l'Hérault, dans l'ère de la monoculture. Encore épargné par les grandes maladies qui ravageront le vignoble à la fin du siècle, le Biterrois connaît alors un développement économique exceptionnel. Des fortunes se bâtissent en quelques récoltes comme en témoignent les nombreuses « folies », ces fastueuses demeures édifiées par de riches propriétaires. Le dynamisme démographique de Puisserguier prouve qu'il est bien entraîné par ce tourbillon qui saisit la plaine héraultaise au XIX^e siècle : la commune, qui comptait environ 1200 habitants au début du siècle, en recense près de 4000 à son terme ! Cette expansion conduit à un agrandissement du village qui déborde maintenant des fortifications avec la construction de larges rues aux bords desquelles s'élèvent de grandes maisons vigneronnes. Plus tardive à l'ouest du département que dans le Montpelliérain, l'arrivée du phylloxéra à partir des

années 1870 provoque une terrible crise économique qui est heureusement rapidement surmontée grâce à la greffe de plants américains résistants aux attaques du puceron. La replantation massive qui s'ensuit va néanmoins engendrer une surproduction chronique de vin à partir du début du XX^e siècle, entraînant la révolte viticole de 1907 puis des tentatives d'organisations des viticulteurs, comme en témoigne l'inauguration de la cave coopérative de Puisserguier en 1936. Comme pour beaucoup de communes avoisinantes de l'ouest de l'Hérault, la culture de cet immense vignoble nécessite une importante main-d'œuvre. Par ricochet, cette forte communauté ouvrière favorise l'ancrage d'une culture politique de gauche, déjà présente dans le Biterrois depuis plusieurs décennies, comme le prouvent les soulèvements républicains contre le coup d'État du 2 décembre 1851 ! Puisserguier s'inscrit pleinement dans ce « Midi rouge », notamment lorsque la mairie décide la construction d'une grande statue de Marianne en 1886, toujours visible de nos jours. Cette culture politique est renforcée à partir du début du XX^e siècle par l'arrivée de nombreux travailleurs espagnols, qui émigrent dans un premier temps pour fuir la misère de leur pays, puis pour échapper à la répression franquiste à la fin des années 1930. Pourtant, à côté d'une majorité de « rouges » cohabite un noyau de « blancs », comme on qualifie les hommes de droite dans le Midi. Ces familles, souvent royalistes, se rendent régulièrement à la messe ou en pèlerinage au prieuré de Saint-Christophe, situé sur une colline de Puisserguier.

Par leur situation sociale, leurs convictions religieuses et politiques, Georges et Marguerite Girvès sont indéniablement plus proches de cette mouvance. Là résident sans doute les raisons de la nomination du colonel à la fonction de maire de Puisserguier entre mars 1941 et mai 1943. On sait peu de choses sur ce mandat de vingt-six mois. Je n'ai malheureusement pas pu consulter les archives de la commune, mais il semble, au vu de l'inventaire que j'ai pu me procurer, qu'elles ne contiennent pas énormément de documents datant de cette période. De même, les notes de Georges Girvès numérisées par les archives départementales de l'Hérault débutent justement après sa démission et l'on doit se contenter, dans les écrits disponibles, de brèves allusions à son passé d'édile. Cela n'empêche tout de même pas de s'interroger sur la manière dont le colonel s'est retrouvé désigné premier magistrat de la commune, alors qu'il dirigeait encore un régiment d'artillerie l'année précédente ! On peut raisonnablement penser que le maire précédent, Georges Pujol, fut révoqué pour ses opinions politiques. Nous le retrouverons d'ailleurs dans la Résistance. Dans ces cas-là, l'administration vichyssoise cherchait, pour remplacer l'élusé évincé, un notable de la commune en phase avec les idéaux de la Révolution nationale. C'est sans doute par une procédure semblable que Georges Girvès s'est vu désigné maire de Puisserguier. A-t-il sollicité le poste, ou bien l'a-t-il accepté par sens du devoir ? On l'ignore. Toujours est-il que le colonel admet lui-même avoir adhéré de bonne foi au nouveau régime, ainsi qu'on peut le lire dans sa note du

28/30 septembre 1943 : « *Comme la plupart de mes compatriotes, j'ai cru moi aussi à une rénovation possible sous l'égide du maréchal. Au cours de mes vingt-six mois de mandat municipal, j'ai agi loyalement dans le sens gouvernemental et c'est sans arrière-pensée que, à la première séance du conseil municipal constitué par mes soins, j'avais fait voter une adresse de dévouement et de fidélité au chef de l'État français.* » Néanmoins, pour Georges Girvès, soutien au maréchal Pétain ne rime pas avec collaboration. Preuve en est les grandes affiches de propagande allemande conservées pendant des décennies par les descendants du colonel. Celui-ci refusait en effet de soumettre ses administrés aux slogans du nouvel ordre européen et accumulait chez lui les documents envoyés par l'administration ! A la tête de la commune, son action semble accaparée par les aspects matériels, comme il l'écrit lui-même dans sa note du 15/20 août 1943 qui fournit un flot d'informations sur le ravitaillement dans l'Hérault : « *J'ai personnellement essayé, au début de mes fonctions de maire, d'entraver de mon mieux ce que l'on appelle le « marché noir » ; j'espérais que, grâce à un concours de bonnes volontés, le Ravitaillement Général arriverait à dominer la situation et à organiser des distributions justes et régulières. J'ai été rapidement détrompé et je reconnais maintenant que le marché clandestin est une nécessité.* » Au-delà de la question du ravitaillement, la tonalité générale des quelques passages consacrés par Georges Girvès à ses vingt-six mois de mandat laisse transparaître un sentiment d'amertume. Si le colonel pensait pouvoir participer au relèvement de la France, il fut vite détrompé, comme en témoigne sa note rédigée le 27 mai 1943, immédiatement après sa démission :

Me voilà libre de toute occupation. Je m'étais donné avec ardeur à ma tâche de Maire, espérant, dans ces modestes fonctions, rendre encore quelques services à la chose publique. Si j'ai pu, sans trop de difficultés, m'entendre avec mes administrés, il n'en a pas été de même avec l'autorité supérieure. Le formalisme et la centralisation à l'échelon préfecture rendent impossibles toute action efficace. D'autre part, le Gouvernement, fort de sa police et surtout des baïonnettes allemandes, a pour l'opinion publique un tel mépris qu'administrer sous une pareille autorité devient intolérable pour un homme libre et sincèrement patriote.

J'étais maire depuis le 22 mars 1941 ; j'ai essayé une première fois de me dégager dans le courant de janvier dernier ; je suis revenu sur une démission déjà donnée, sur les instances de la préfecture. Mais une stupide affaire de secrétaire de mairie révoqué, après m'avoir opposé plusieurs fois à l'autorité supérieure, m'a conduit à démissionner définitivement pour protester contre un acte de favoritisme que je jugeais inadmissible.

1943

I

27 Mai. - Me voilà libre de toute occupation. Je m'étais donné avec ardeur à ma tâche de Maire, espérant, dans ces modestes fonctions, rendre encore quelques services à la Chose Publique. Si j'ai pu, sans trop de difficultés, m'entendre avec mes administrés, il n'en a pas été de même avec l'Autorité Supérieure. Le formalisme et la centralisation à l'échelon Préfecture rendent impossible toute action efficace. D'autre part, le Gouvernement, fort de sa police et surtout des baïonnettes allemandes, a pour l'opinion publique un tel mépris qu'administrer sous une pareille autorité devient intolérable pour un homme libre et sincèrement patriote.

J'étais maire depuis le 22 Mars 1941; j'ai essayé une première fois de me dégager dans le courant de Janvier dernier; je suis revenu sur une démission déjà donnée, sur les instances de la Préfecture. Mais une stupide affaire de secrétaire de mairie révoqué, après m'avoir opposé plusieurs fois à l'Autorité Supérieure, m'a conduit à démissionner définitivement pour protester contre un acte de favoritisme que je jugeais inadmissible. La démission a été cette fois acceptée; depuis le 20 Mai, je ne suis plus maire. Sous-Préfet, Préfet et Préfet Régional ont accepté de jeter le désordre dans l'administration communale pour faire plaisir à leur collègue du Var, qui patronnait le secrétaire en question. Le Conseil Municipal est également démissionnaire. Je ne vois pas comment l'administration communale pourra être réorganisée; mais la chose est indifférente aux Autorités: il leur suffit d'avoir fait plaisir à un camarade.

Sous le régime ~~du~~ du Front Populaire, quelques articles insérés dans la Presse d'opposition auraient pu faire réfléchir les dirigeants. Mais aujourd'hui?

Note de Georges Girvès sur sa démission du poste de maire de Puisserguier.

Archives départementales de l'Hérault, 175 PRI 1 (en ligne)

Bien que le colonel assure avoir pu « *sans trop de difficultés, [s']entendre avec ses administrés* », il semble tout de même avoir ressenti un certain agacement face aux multiples doléances des habitants du bourg. Sinon, comment expliquer les mots très acerbes employés quelques semaines plus tard lorsqu'il rédige un portrait sans concessions de la population du village ? Les Puisserguierains y sont décrits comme pusillanimes, ignares et uniquement préoccupés de leurs intérêts matériels. Pour lui, cet état des choses s'explique par l'absence d'une élite intellectuelle qui pourrait servir de guide au reste des habitants. C'est donc sans regrets que Georges Girvès jette l'éponge au mois de mai 1943. Le colonel a définitivement acté que le relèvement de la France ne passerait pas par la participation au nouveau régime et ce d'autant plus que son fils Jean a, depuis quelque mois, emprunté un autre chemin pour contribuer au salut du pays : celui de la Résistance.



Alors que son père (à droite sur la photo) était encore maire de Puisserguier, Jean Girvès (deuxième en partant de la gauche) décida d'entrer en résistance (ici photo des années 1950-1960).

Archives départementales de l'Hérault, 175 PRI 2 (en ligne)

1943

II

6 Juin. - Nous avons écouté hier à 20h à la radio le lamentable discours du Président Laval.

Toute son argumentation revient à ceci :

Quand les germano-italiens seront vainqueurs, ils procéderont à une réorganisation de l'Europe; que les Français se hâtent de contribuer, suivant leurs moyens, à cette ~~v~~victoire pour qu'une place leur soit faite dans l'Europe réorganisée sous l'égide allemande.

Quel pauvre raisonnement !

Cette réorganisation promise ne peut avoir lieu que si les Allemands obtiennent une victoire incontestée mettant hors de cause leurs adversaires. Comment admettre, à l'heure actuelle, que les Puissances de l'Axe mettront un jour à leurs genoux la Russie, l'Angleterre, les U.S.A. et la Chine?

Qu'à la rigueur ces Puissances puissent, grâce à une paix de compromis, éviter la défaite totale que prétendent leur infliger les Alliés, cela est admissible. Les Allemands peuvent ~~espérer~~ espérer que leurs adversaires, trouvant "le morceau encore trop dur", accepteront de transiger.

Mais les Alliés, non complètement battus et ayant par conséquent leur mot à dire au Congrès de la paix, les laisseront-ils organiser à leur gré l'Europe sans que soient pris en considération leurs intérêts et leurs prétentions? C'est purement absurde.

Quant à l'hypothèse d'une victoire incontestée de l'Axe, on se demande comment une tête raisonnable peut actuellement l'envisager? L'Angleterre ne s'est pas effondrée en 1940; la Russie, après de terribles échecs, a ramené les forces allemandes de la Volga au Don et au Dniepr; les Anglo-Saxons sont maîtres de l'Afrique; les Chinois font reculer les Japonais; la supériorité aéro-navale des Alliés s'affirme chaque jour davantage; l'efficacité de la guerre sous-marine menée par l'Axe est en constante diminution; les dissidents français mettent sur pied dans le Maghreb une armée de cinq

Note de Georges Girvès rédigée en juin 1943 et relative à la politique de Vichy. (1/2)

Archives départementales de l'Hérault, 175 PRI 1 (en ligne)

cent mille hommes; les pays occupés s'agitent et certains, comme la Yougo-Slavie, mènent contre leurs oppresseurs une dangereuse guerre de partisans. Comment, dans ces conditions, battre d'abord les Russes, leur imposer la paix, occuper leur immense pays, se tourner ensuite contre l'Angleterre, passer la Manche et imposer à Londres la paix aux Anglais, puis attaquer les U.S.A. à travers 5.000km d'océan?

C'est cependant sur cette inconcevable hypothèse que se base tout le raisonnement de Laval.

Note de Georges Girvès rédigée en juin 1943 et relative à la politique de Vichy. (2/2)

Archives départementales de l'Hérault, 175 PRI 1 (en ligne)

III. Du congé forcé à l'entrée en résistance

Par ses innombrables mouvements, la diversité des engagements, ses différentes tendances politiques et ses colossaux enjeux mémoriels, la Résistance possède une histoire complexe qu'il est parfois difficile d'appréhender dans sa globalité. Même pour une étude biographique comme celle-ci, il est nécessaire de cerner les contours du phénomène dans lequel s'inscrit l'action de Jean Girvès. Pour des raisons évidentes, on s'abstiendra d'évoquer la résistance extérieure, matérialisée dès l'été 1940 par la France libre, ainsi que certaines actions menées par des membres de l'armée régulière française jusqu'en 1942. Nous nous concentrerons sur les réseaux clandestins de la zone libre auxquels appartient notre personnage. Comme lui, la plupart des résistants sont, non pas des rebelles isolés, mais bel et bien des membres d'organisations établies, aux buts politiques et militaires de plus en plus précis. Partons donc du général – le développement de la Résistance en zone libre – pour nous diriger vers le particulier, à savoir l'entrée de Jean Girvès dans l'armée des ombres.

Été 1940. Henri Frenay, un jeune capitaine de l'armée française fait prisonnier par les Allemands, s'évade et rejoint sa famille en Provence. Réintégré en garnison à Marseille, le militaire décide de lutter contre l'ennemi en vue d'une revanche ardemment souhaitée. Pour cela, il fonde le Mouvement de libération nationale (MLN, à ne pas confondre avec l'organisme du même nom qui verra le jour en 1944 dans le but d'unifier la Résistance) pour préparer la libération du territoire. Henri Frenay n'affiche à ses débuts aucune hostilité envers le régime du maréchal Pétain. En effet, même s'il est influencé par sa compagne Berty Albrecht, une militante antifasciste, le capitaine est issu d'un milieu catholique et conservateur, acquis aux idéaux de la Révolution nationale. Le MLN se concentre donc dans un premier temps sur des actions de propagande contre le seul occupant, et à la quête de renseignements en lien avec les services d'espionnage français, auxquels Henri Frenay appartient un temps. Mais écœuré par l'esprit qui règne à Vichy, il décide de demander sa mise en congé au début de l'année 1941, tout en gardant de nombreux contacts au sein de l'armée française. Le mouvement grandit alors rapidement sous l'impulsion de son fondateur qui organise minutieusement différents groupes sur tout le territoire national. Son réseau est néanmoins décapité par les Allemands en zone occupée et le MLN se concentre essentiellement à partir de la fin 1941 sur le sud du territoire. Mais Henri Frenay est-il le seul à tenter de rassembler toutes les bonnes volontés hostiles à l'occupant ? Non, évidemment. A Lyon par exemple, deux réseaux ont vu le jour depuis l'automne 1940. Il s'agit de Libération-sud et de Franc-Tireur, qui rassemblent tous deux plutôt des hommes venus de la gauche. A Montpellier, c'est autour de la faculté de droit que voit le

jour un mouvement de résistance, baptisé Liberté. Il est animé par des professeurs comme François de Menthon ou Pierre-Henri Teitgen, de tendance chrétien-démocrate. Eux aussi refusent d'abord de condamner l'action du maréchal Pétain, et concentrent leurs efforts dans le domaine de la propagande contre l'Allemagne nazie, grâce à la large diffusion d'un journal éponyme. A l'automne 1941, le MLN d'Henri Frenay et Liberté décident de fusionner pour donner naissance au célèbre mouvement Combat. Confié à l'avocat Jacques Renouvin, sa branche armée, appelée « Groupes francs », prend de plus en plus d'ampleur en organisant des attentats aux explosifs, limités dans un premier temps à des cibles matérielles emblématiques de la collaboration. C'est à cette époque que se situe la rupture définitive entre Combat et le régime de Vichy, après qu'Henri Frenay ait accepté de rencontrer au début de 1942 le ministre de l'Intérieur Pierre Pucheu. Face aux critiques émises par certains membres du réseau, son fondateur décide alors de déclarer publiquement son hostilité au nouveau régime dans les colonnes de son journal. Mais la répression contre Combat s'intensifie réellement à partir de novembre 1942 quand le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord entraîne l'occupation de la zone libre par les troupes allemandes.

C'est également au même moment que se déroule le processus d'unification des réseaux de résistance qui aboutit à la création des Mouvements unis de la Résistance (MUR) en janvier 1943. Cette fusion résulte des efforts de Jean Moulin, envoyé en mission en France par le général de Gaulle. A la tête de la France Libre depuis l'été 1940, celui-ci tente en effet de fédérer en un seul bloc la résistance intérieure et de lui faire reconnaître son autorité, même de façon symbolique. Cela constituerait un argument déterminant dans sa lutte pour le pouvoir en Afrique du Nord contre le général Giraud. Après maintes tractations, qui opposent notamment Jean Moulin et Henri Frenay, les MUR sont enfin créés au début de l'année 1943. Cette nouvelle entité regroupe les mouvements Combat, Libération-Sud et Franc-Tireur. Un peu plus tôt, à la fin de l'été 1942, avait vu le jour l'Armée secrète, toujours sous l'impulsion de Jean Moulin. Anticipant la formation des MUR, cette organisation constitue son versant guerrier en fusionnant les branches militaires des différents réseaux dans le but d'organiser une véritable armée clandestine pour participer à la libération du territoire. C'est dans les rangs de cette Armée secrète que Jean Girvès fera son entrée dans l'armée des ombres. Nous y reviendrons. Mais en dehors de cette résistance unifiée sous l'autorité de la France libre cohabitent quantité d'autres organisations luttant contre l'occupant. C'est le cas par exemple des réseaux travaillant exclusivement avec les services secrets britanniques. Bien que leur action ait été parfois déterminante, leur rôle sera souvent minoré après la Libération du fait de l'accent mis par le pouvoir politique sur la résistance gaulliste et communiste. D'autre part, suite à la dissolution de l'armée française en novembre 1942, un certain nombre d'officiers se regroupent afin de constituer l'Organisation de résistance de l'armée (ORA, l'histoire a retenu ce nom bien que

l'appellation du réseau ait varié durant la guerre). Ce mouvement se caractérise par son obédience giraudiste et reste attaché aux principes de la Révolution nationale.

Reste enfin une dernière grande branche et non des moindres, celle de la résistance communiste ! Je ne retracerai pas ici l'histoire tourmentée du parti communiste durant la Seconde Guerre mondiale. Je me contenterai de rappeler en quelques lignes les modalités de son engagement. L'entrée du PCF dans la Résistance débute en juin 1941 suite à l'invasion de l'URSS par Hitler. Son engagement prend forme à travers deux organisations, le Front national et les Francs-tireurs et partisans (FTP). La première prétend rassembler l'intégralité des patriotes en dehors de toute appartenance politique, mais demeure en réalité entre les mains du parti communiste, tandis que la seconde regroupe les militants engagés dans l'action directe. Certains considéreront que cette division résulte d'une stratégie du parti communiste visant à gonfler artificiellement son poids dans la Résistance, divers militants étant parfois membres des deux mouvements simultanément. Le PCF décidera au cours de la guerre de considérer les FTP comme la branche armée du Front national. Quoi qu'il en soit, la fracture entre résistance communiste et non-communiste constitue un point essentiel de l'histoire de l'armée des ombres. La première ne fait pas partie de l'Armée secrète et organise sa branche armée distinctement, obéissant seulement aux ordres du parti. En revanche, les communistes participent au Conseil national de la Résistance fondé par Jean Moulin en 1943 dans le but de regrouper les mouvements de résistance, les syndicats et les partis politiques hostiles au régime de Vichy. Au printemps 1944, l'unification de l'Armée secrète, des FTP et de l'ORA est tout de même réalisée dans le but de fédérer au mieux les forces armées du territoire. Celles-ci prennent le nom de Forces françaises de l'intérieur (FFI) et sont placées sous le commandement du général Koenig. Cette fusion sonne-t-elle pour autant la fin des tensions entre les multiples tendances de la Résistance ? Le regroupement sera parfois difficile sur le terrain, les différences se perpétuant jusqu'à la Libération. Dans le domaine politique, le PCF est accusé de vouloir noyauter les MUR par le biais de personnes n'appartenant pas officiellement au parti mais en réalité sympathisantes, comme Gilbert de Chambrun dans le Languedoc. Les luttes de pouvoir seront féroces durant le premier semestre 1944 alors que se profile la délivrance du territoire et l'installation d'un nouveau pouvoir sur les décombres de l'administration vichyssoise.

Mais nous sommes encore bien loin de la Libération à l'heure où les Allemands envahissent la zone libre, empêchant Jean Girvès de rejoindre ses camarades en Afrique du Nord. L'Armée secrète, le réseau de résistance que va intégrer le jeune officier, vient à peine de voir le jour et commence à se structurer. Nous avons vu en effet un peu plus haut que le mouvement naît à la fin de l'été 1942 des volontés de la France libre de regrouper les branches militaires de Combat, Libération-Sud et Franc-Tireur. Un temps pressenti, Henri Frenay est écarté par les autres dirigeants qui décident de nommer

une personnalité jusque-là extérieure aux instances dirigeantes de la Résistance, le général Delestraint. En retraite, celui-ci a effectué une brillante carrière militaire et demeure farouchement hostile à l'Allemagne. Nommé officiellement par le général de Gaulle, il prend ses fonctions en novembre 1942. En bon officier supérieur, Charles Delestraint organise son état-major en quatre bureaux sur le modèle de l'armée française. Se concentrant dans un premier temps sur la zone libre (qui ne l'est plus à partir du 11 novembre), le général se calque sur le découpage régional de Vichy en nommant à la tête de chaque région un représentant de l'Armée secrète, sous les ordres desquels travaillent des chefs départementaux, assistés eux-mêmes de plusieurs adjoints. Dans le cadre de notre étude, c'est la région R3 qui va retenir notre attention. Celle-ci regroupe les départements du Gard, de la Lozère, de l'Hérault, de l'Aveyron, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales. C'est Raymond Chauliac, militant socialiste et membre de Combat, qui devient chef de l'organisation pour cette région. C'est à lui que revient la lourde charge d'édifier patiemment un réseau clandestin sur l'ensemble de ce territoire, et donc dans la partie qui nous intéresse, l'ouest de l'Hérault. Pour étudier la formation de l'Armée secrète dans ce département, nous avons la chance de posséder, comme indiqué dans l'introduction, de nombreux documents relatifs à l'un de ses dirigeants locaux, Joseph Lanet. Mais qui est exactement ce personnage, que l'on retrouvera à de nombreuses reprises dans notre récit ?

Né en 1912 à Puisserguier, il effectue une partie de sa scolarité à Saint-Benoit d'Ardouane avant de suivre des études de droit à la faculté de Montpellier. Proche des idées de l'Action française, comme il l'avoue lui-même dans ses mémoires⁷, le jeune homme effectue son service militaire entre 1934 et 1935. Il épouse ensuite Raymonde-Roger de Battisti à Perpignan avant de s'installer à Béziers pour y fonder un cabinet d'assurance. Mobilisé en 1939, Joseph Lanet est fait prisonnier en juin 1940 mais il simule une grave sciatique qui lui permet d'être rapatrié pour raisons sanitaires un an plus tard. Il s'engage alors dans la Résistance, devenant un dirigeant local de l'Armée secrète, puis des MUR. Durant cette période, il entre en conflit à de nombreuses reprises avec la résistance communiste. A la sortie de la guerre, le combattant de l'ombre entame une carrière politique, devenant d'abord conseiller municipal de Béziers avant d'être élu député de la Seine en 1951 sous l'étiquette UDSR, un parti de centre-gauche anticommuniste dont les principales personnalités sont René Pleven et François Mitterrand. L'ancien responsable de l'Armée secrète continue son ascension politique au niveau national, ce qui le mènera au poste de secrétaire d'État à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports dans le gouvernement de Pierre Mendès France entre juin 1954 et février 1955. Battu aux élections de 1956, Joseph Lanet siège ensuite au

7 Joseph Lanet, *Mémoires de Résistance*, éditions Delatour, 2010, p. 25.

Conseil de la république (équivalent du Sénat sous la IV^e République) de 1958 à 1959, mais échoue à conserver son mandat.



Joseph Lanet a effectué après la Seconde Guerre mondiale une longue carrière politique.

Photo Vargasro

Il réintègre ensuite la chambre haute de 1967 à 1968, mais décide de ne pas se représenter. En parallèle de ses activités politiques, l'ancien résistant poursuit une carrière dans les affaires, en étant notamment président de la compagnie générale africaine. Victime d'une crise cardiaque en 1973 lors d'un voyage officiel au Mexique, il est rapatrié en France et décide d'entreprendre l'écriture de ses mémoires en renouant contact avec les membres de son réseau. Mais Joseph Lanet décède le 6 septembre 1974 alors qu'il a déjà rédigé son manuscrit jusqu'à la période de juin 1944. C'est seulement des décennies plus tard que son récit sortira de l'ombre grâce aux efforts entrepris par son neveu Guy Roger et Francis Jouvin, un ancien membre de l'Armée secrète biterroise. Une édition scientifique est alors établie par Annabelle Lebarbé et l'ouvrage est publié en 2010 avec le soutien du conseil général de l'Hérault. Dans son village natal, le personnage ne semble cependant pas faire l'unanimité parmi les Puisserguierains.

Joseph Lanet raconte dans ses mémoires qu'il fut contacté à la fin de l'hiver 1941-1942 par son ami l'avocat socialiste Pierre Malafosse afin « *d'organiser dans ce département [l'Hérault] l'Armée secrète*⁸ ». A première vue, cette affirmation semble intrigante, puisque cette organisation n'a vu le jour seulement qu'à la fin de l'été 1942. Néanmoins, le mouvement Combat avait commencé depuis plusieurs mois à se servir de la même dénomination pour qualifier sa branche armée. Joseph Lanet ne parle ainsi dans ses écrits que de l'Armée secrète et avoue même n'avoir appris appartenir au mouvement Combat qu'au fil de ses conversations avec ses camarades résistants ! Pour lui, la formation de la véritable Armée secrète, celle commandée par le général Delestraint, semble constituer un événement anodin s'inscrivant complètement dans la continuité de son engagement. Mais n'anticipons pas et notons simplement que le jeune homme accepte la proposition de son ami Pierre Malafosse. Sa mission lui est alors clairement notifiée quelques jours plus tard lors d'une entrevue avec le chef régional Raymond Chauliac. Celui-ci lui explique de quelle manière est bâtie l'organisation. Toujours selon le récit de Lanet, le dirigeant de Combat lui confie alors le poste de chef départemental. Mais, précise-t-il dans le récit, le département de l'Hérault étant un département bicéphale avec deux villes importantes (Montpellier et Béziers), il est convenu « *qu'étant donné le fait que le chef régional résidait à Montpellier, le département qui me serait confié comprendrait la moitié ouest de l'Hérault à partir de Sète, en englobant Béziers, Bédarieux et Saint-Pons ; une autre commune du département de l'Aude n'étant pas encore pourvue d'un responsable, la ville et l'arrondissement de Narbonne seraient rattachés à Béziers*⁹. » L'entretien se termine quand Raymond Chauliac livre à son nouveau subordonné l'adresse de sa boîte aux lettres située à Montpellier, au nom de Ricome, ce qui correspond effectivement au patronyme d'un agent de liaison de l'Armée secrète¹⁰.

Au fil de ses mémoires, Joseph Lanet évoque ses efforts de recrutement entrepris au printemps et à l'été 1942, majoritairement auprès de personnes issues de la gauche. Il écrit avoir reçu sa première circulaire de l'Armée secrète, datée du 11 janvier, au mois de mai. Cette instruction rappelle l'obéissance de l'organisation envers le général de Gaulle et le double aspect de l'organisation, « *militaire et insurrectionnelle*¹¹ ». Au bout de quelques mois, le développement du réseau déborde le cadre de la ville de Béziers pour s'étendre à tout l'ouest de l'Hérault. C'est le cas par exemple à Saint-Pons-de-Thomières où l'organisation recrute Emile Fontès, un industriel franc-maçon bien implanté dans le bourg. A Hérépian, c'est François Durand, un commandant en retraite, qui prend en charge le secteur de Bédarieux. Au cours du second semestre 1942, Joseph Lanet raconte être

8 *Ibid.*, p. 29.

9 *Ibid.*, p. 33.

10 Voir les documents relatifs à Joseph Ricome déposés aux archives départementales de l'Hérault, disponibles sous la cote 1 J 1609.

11 Joseph Lanet, *Mémoires de Résistance*, éditions Delatour, 2010, p. 37.

convoqué à Montpellier par Raymond Chauliac pour faire la connaissance d'un dirigeant national de l'Armée secrète. Celui-ci n'est autre qu'Henri Aubry, qui lutte aux côtés d'Henri Frenay depuis l'époque du MLN. Le premier révèle alors à Lanet que le second tiendra bientôt une réunion dans la ville afin de rencontrer les chefs départementaux de la R3. Notons au passage qu'autant pour Aubry que pour Frenay, le responsable biterrois ignore dans un premier temps leur identité véritable, et ne les connaît guère que sous leurs pseudonymes. La réunion se tient début novembre à Montpellier dans un immeuble bourgeois, résidence de la mère de Raymond Chauliac. Outre celui-ci et Joseph Lanet, trois autres personnes sont présentes, selon les dires du Biterrois : Henri Frenay bien sûr, Gilbert de Chambrun, diplomate, fils du sénateur de centre-droit Pierre de Chambrun, et qui est responsable de l'Armée secrète en Lozère. Reste enfin Léon Freychet, le dirigeant pour l'Aveyron et qui n'est autre... qu'un des directeurs des caves de Roquefort ! Lanet précise dans ses écrits que l'Aude, ainsi que les Pyrénées-Orientales, ne sont pas encore structurées. Il n'évoque pas le cas du Gard. Le responsable biterrois raconte avoir immédiatement noué des rapports cordiaux avec Léon Freychet, mais pas avec Gilbert de Chambrun. Celui-ci « *s'exprimait avec une certaine préciosité et restera relativement discret et silencieux pendant notre réunion. [...] Mais nos relations ne tardèrent pas à s'aigrir quand, plus tard, il eut des responsabilités régionales, car son action politique nous le fit apparaître comme un allié systématique des communistes, ce qui devint totalement évident dès le 6 juin 1944, au moment du Débarquement*¹². » Après avoir fait un point sur le développement de l'Armée secrète, les dirigeants locaux interrogent Henri Frenay sur la livraison d'armes pour les effectifs de l'Armée secrète. Celui-ci ne promet rien mais indique avoir transmis des demandes à Londres. Il indique également aux quatre hommes présents la nécessité d'identifier dans chaque secteur des zones dédiées à la réception de parachutages, condition nécessaire à l'obtention d'armes et de munitions tant recherchées.

A la même époque, Joseph Lanet raconte entrer en contact avec Jean Bène par l'intermédiaire de François Raynaud, un ingénieur des ponts et chaussées adjoint du Biterrois dans la clandestinité. Né en 1901, Jean Bène fut maire socialiste de Pézenas entre 1932 et 1941, date à laquelle il est révoqué par Vichy. Comme nous le verrons par la suite, l'homme politique jouera un rôle important dans la résistance héraultaise. Il continuera après la guerre sa carrière politique au niveau local et national jusque dans les années 1970. Toujours d'après les mémoires de Lanet, l'arrivée de l'ancien édile pose problème car l'organigramme départemental de l'Armée secrète est déjà bien rempli. Il est finalement décidé qu'au vu de son expérience politique, Jean Bène sera chargé de faire la liaison entre la R3-1 (Montpellier) et R3-2 (Béziers). Dans ses écrits, Lanet se félicite de l'implication de l'ancien maire de Pézenas, qui amène de nombreux membres dans les rangs de l'organisation. Il

¹² *Ibid.*, p. 49.

écrit : « *La collaboration qui s'établit entre Bène et moi fut toujours très loyale et très confiante, même si, bien souvent, Bène, comme cela était logique, avait des préoccupations politiques alors que, dans l'immédiat, mon souci essentiel était l'organisation de l'Armée secrète dont j'avais été chargé*¹³. »

Mais le patient travail de Joseph Lanet va brusquement changer de dimension... En effet, le 8 novembre au matin, les Anglo-Américains effectuent un débarquement surprise en Afrique du Nord. Les Allemands réagissent alors immédiatement en envahissant la zone libre trois jours plus tard. Ces nouveaux événements affaiblissent encore un peu plus Vichy, maintenant à la botte de l'occupant. Pour beaucoup de résistants, le discrédit du régime et le succès des Alliés confirment la justesse de leur combat et leur fait espérer une libération prochaine du territoire. Mais en attendant, cette situation nouvelle entraîne surtout un accroissement du danger, avec la présence directe des forces de répression allemandes sur le sol héraultais ! C'est donc avec toujours plus de précautions que l'Armée secrète continue de tisser sa toile sur le territoire. Joseph Lanet s'attache à implanter l'organisation à Narbonne par le biais d'un marchand de journaux de la ville. Toujours à la fin de l'année 1942, Le Biterrois raconte prendre connaissance par une nouvelle circulaire de la fusion des « *AS [armées secrètes] de Combat, de Franc-Tireur et de Libération* », ce qui ne lui pose pas problème car « *Franc-Tireur n'existait pas dans notre département et Libération ne se manifestait qu'à travers certains éléments du parti socialiste qui travaillaient déjà en liaison avec nous*¹⁴ ». Il avoue néanmoins dans ses mémoires que le manque d'effectifs oblige encore les mêmes personnes à assurer différents postes : « *il nous avait été recommandé de nous organiser avec les 1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e bureaux calqués sur l'organisation militaire. En fait, nous assurions pratiquement toutes ces charges, car nous étions au départ trop peu nombreux*¹⁵. » Comme beaucoup de mouvements de résistance, l'Armée secrète manque en réalité cruellement de cadres. D'ailleurs, Lanet indique qu'une circulaire enjoint les responsables locaux à prendre contact avec les officiers de l'armée française – qui vient d'être dissoute – qui pourraient rejoindre leurs rangs, ou au moins livrer les armes et les munitions qui furent cachées à l'été 1940 pour préparer une éventuelle reprise des combats. Au vu de son expérience militaire, l'officier de carrière est une denrée rare, recherchée par toutes les organisations de résistance. C'est donc avec joie que Joseph Lanet fait entrer dans ses rangs Fernand Nourrigat, un lieutenant d'aviation habitant à Montagnac qui prend le pseudonyme de Charvet. Le responsable biterrois accueille également à bras ouverts un nouvel officier qui n'est autre... que Jean Girvès ! Voici le récit de la rencontre des deux hommes, tiré des mémoires de Lanet :

13 *Ibid.*, p. 55.

14 *Ibid.*, p. 56.

15 *Ibid.*, p. 55.

A peu près au même moment, Bénézech m'indiqua le nom d'un autre lieutenant qui cherchait à rejoindre la Résistance. Il s'agissait d'un jeune saint-cyrien nommé Girvès. Il se trouvait qu'il habitait le village où j'étais né et que je connaissais fort bien ses parents. Je n'avais gardé de lui que le souvenir d'un gamin de quatorze ou quinze ans : il devait en avoir vingt ou vingt et un en ce mois de janvier 1943. Il m'était difficile de prendre contact avec lui sous mon nom de guerre qui était Lacaze à ce moment-là, car il m'aurait de toute façon reconnu. Je décidai donc de le recevoir sous ma véritable identité. Notre entrevue fut très cordiale ; il était lui aussi désireux de se battre contre les Allemands et il accepta d'enthousiasme toutes les responsabilités dont je le chargeai.

Puisque nous venions de confier à Nourrigat le secteur est du département [le terme « département » renvoie à la zone R3-2, c'est-à-dire seulement la moitié ouest de l'Hérault et l'arrondissement de Narbonne], il fut entendu que Girvès aurait la responsabilité du côté ouest. De Béziers jusqu'à Saint-Pons et aussi jusqu'à Narbonne.

Je demandai à Girvès s'il avait pensé à un nom de guerre, il me répondit sans hésiter ni réfléchir : « Je veux m'appeler Latourette », comme s'il avait déjà pensé à la question et fait ce choix depuis longtemps.

Nous avions donc, dans le courant de ce mois de janvier, fait deux recrues intéressantes et de grande qualité. Ils se révélèrent tous deux, bien qu'avec des tempéraments différents, des organisateurs remarquables. Et l'un comme l'autre payèrent toujours de leur personne, soit à l'occasion de parachutages, soit au moment des combats qui précédèrent la Libération¹⁶.

Le récit de Joseph Lanet est l'unique témoignage qui nous soit parvenu sur les modalités de l'entrée en résistance de Jean Girvès. Son père Georges se révèle en effet moins prolixe sur les contacts de son fils avec la Résistance, mais nous livre de précieuses informations sur la période comprise entre le débarquement de novembre et le début des actions clandestines du jeune officier :

Or, le 8 novembre, nous apprenions le débarquement des anglo-saxons en Afrique du Nord. Devant l'impossibilité de rejoindre son régiment, il [Jean] se mettait en relation avec le commandement de la 16^e DI à Montpellier et était invité à attendre à Puisserguier une affectation dans un régiment d'infanterie de la région. Le 16 novembre, il recevait l'ordre de se rendre le 20 au 8^e RI à Montpellier. La ville était occupée par les boches : elle présentait cette curieuse particularité d'avoir à la fois une garnison française et à la fois une garnison allemande ; Français et Allemands usaient du même champ de manœuvre et défilaient, musique en tête, à travers la ville.

¹⁶ *Ibid.*, pp. 59 et 60.

Une situation aussi anormale ne pouvait évidemment pas durer. Le 27 novembre, Hitler décidait la démobilisation totale et pratiquement la suppression de l'Armée française. Avec leur brutalité habituelle, ce jour-là même, les Allemands envahissaient les casernes et en expulsaient les officiers et la troupe. Nous apprenions vers 17h30 ces inquiétantes nouvelles et je téléphonais à Montpellier pour avoir, si possible, quelques renseignements complémentaires. Je craignais surtout que les officiers ne fussent considérés comme prisonniers de guerre et envoyés en Allemagne. Je recevais heureusement des nouvelles plus rassurantes. Jusqu'au 8 décembre, Jean restait à Montpellier, logé chez une de nos amies, occupé à liquider une situation délicate, sans toutefois être inquiété par les boches. Il était de retour ici le 8 décembre vers 18h45 ; il arrivait avec une permission de trente jours, qui devait, au bout de ce temps, se transformer en un congé d'armistice d'un an. Le gouvernement de Vichy avait promis de reclasser dans divers services civils tous les militaires de carrière licenciés. Jean recevait, de temps à autre, des offres d'emploi, mais évitait de s'engager, ce en quoi je l'approuvais. Il craignait, et je craignais pour lui, qu'au moment d'un débarquement allié en France, les officiers placés dans un poste officiel ne fussent aisément saisis par les Allemands et envoyés dans des camps de concentration. Pendant deux mois, Jean a vécu auprès de nous, parfaissant son instruction générale, particulièrement en histoire. Il faisait des absences fréquentes : chez sa sœur, chez nos cousins à Poilhes et à Cuxac, chez un des ses camarades à Nîmes ; du 13 au 23 janvier 43, il est allé faire du ski à l'Alpe d'Huez près de Grenoble.

Mais le départ pour l'Allemagne des premiers assujettis au S.T.O. (6 mars 43) allait donner à la Résistance un élan décisif. Jean ne tardait pas à prendre contact avec certains comités organisés à Béziers. Par l'intermédiaire de ces comités, il entrait au service des renseignements et s'occupait particulièrement de la région côtière entre Sète et Béziers.

Plusieurs précisions s'imposent après la lecture de ces deux récits. On remarquera que Joseph Lanet indique avoir été mis en contact avec Jean Girvès par l'intermédiaire de Bénézech. Celui-ci, sous le pseudonyme de Poitevin, avait été chargé par Lanet de « l'organisation des villages¹⁷ ». On peut donc imaginer que c'est en implantant la Résistance à Puisserguier que Bénézech a pris contact avec le jeune officier. Les mémoires de Lanet nous apprennent par ailleurs qu'il existe dans la commune un groupe de résistants dirigé par l'ancien maire Georges Pujol, auquel Georges Girvès a succédé en 1941. Quels étaient les liens existants entre le lieutenant et l'édile déchu ? On l'ignore, mais l'on sait grâce à une lettre adressée par Jean Girvès à ses parents en 1945 que celui-ci n'appréciait guère Georges Pujol, puisqu'il se réjouit de sa défaite aux élections municipales. Comment analyser cet engagement ? Il apparaît avant tout que ce choix n'est pas prémédité mais bien le fruit de

17 *Ibid.*, p. 36.

circonstances, comme on le comprend aisément en lisant le récit rédigé par son père. Le jeune homme aurait sans doute rêvé de rejoindre ses camarades en Afrique du Nord et reprendre la lutte au sein des unités régulières de l'armée française. Pour tout officier, cette trajectoire s'inscrit beaucoup mieux dans l'idée qu'il se fait du métier des armes, plutôt qu'une entrée dans un réseau clandestin. Sa qualité de lieutenant aurait d'ailleurs plutôt dû pousser le jeune homme à intégrer l'ORA, qui regroupe les anciens officiers démobilisés. Pourquoi n'a-t-il donc pas suivi cette voie ? En poste au Maroc jusqu'à la veille du débarquement allié en Afrique du Nord, Jean Girvès possède peut-être moins de liens dans l'armée métropolitaine, alors que beaucoup de chefs de l'ORA recrutent justement au sein de leurs anciennes unités. Mais Jean Girvès a peut-être tout simplement porté son choix vers l'Armée secrète car ce réseau était très bien implanté dans l'ouest de l'Hérault. Adhérer à l'Armée secrète nécessite en revanche une nette prise de position idéologique. L'historien de la résistance méridionale Gérard Bouladou cite dans l'un de ses ouvrages une directive de l'organisation, adressée à ses chefs départementaux et en date du printemps 1943 dans laquelle on peut lire :

Nous préférons toujours un ouvrier républicain chef de trentaine à un officier Vichyssois. Ceux, qui au titre des Mouvements, furent recrutés dès la première heure et mènent avec nous le combat depuis deux ans présentent les garanties nécessaires. Pour eux, la libération et la révolution correspondent à une égale nécessité.

Il n'en est pas de même de ceux qui vont venir avec nous. Il en est certes parmi eux que notre recrutement n'avait pas atteint et dont l'esprit est semblable au nôtre. Il en est beaucoup d'autres, particulièrement dans les milieux militaires ou bourgeois qui haïssent l'occupant mais restent attachés par des liens sentimentaux plus ou moins solides au régime de Vichy ou à la personne du maréchal.

Malgré les dangers qu'offre le recrutement dans la période actuelle, il est nécessaire de renforcer notre encadrement. Les précautions suivantes seront prises :

1° On ne recrutera que sur parrainage d'un membre des Mouvements ou de l'Armée Secrète.

2° Ne sera accepté que celui qui portera sur la personne du Maréchal et sur son œuvre une condamnation définitive et sans appel¹⁸.

Il est frappant de constater dans cette directive combien le portrait tracé correspond à celui de Jean Girvès. « *Milieux militaires et bourgeois* », « *liens sentimentaux plus ou moins solides au régime de Vichy ou à la personne du Maréchal* », tout cela rappelle furieusement le jeune officier qui a

18 Cité dans : Gérard Bouladou, *L'Hérault dans la Résistance : 1940-1944*, éditions Lacour, 1992, pp. 83 et 84.

quitté les rangs de l'armée française contraint et forcé, et dont le père est encore maire de Puisserguier. Nous avons vu en effet combien Georges Girvès, s'il est résolument anti-allemand, a dans un premier temps adhéré sincèrement aux principes de la Révolution nationale. Rien ne nous permet d'indiquer que son fils soit en opposition avec les opinions de son père, lui qui ne semble avoir eu aucuns états d'âme à servir dans les rangs de l'armée du maréchal Pétain. Jean Girvès serait-il donc entré dans l'Armée secrète en effectuant un spectaculaire virage idéologique ? Il semble plutôt que l'intégration du lieutenant dans le réseau soit le résultat d'un accommodement des deux parties. A rebours des consignes officielles, l'Armée secrète fait parfois passer l'efficacité militaire devant les considérations idéologiques, tandis que de leur côté, certains officiers sont prêts à tirer une croix sur les idéaux de la Révolution nationale pour participer à la lutte contre l'occupant. Dans son ouvrage intitulé *Les vichysto-résistants*, Bénédicte Vergez-Chaignon souligne avec clarté cet aspect de l'engagement de nombre de militaires : « *Des officiers, dont le moins que l'on puisse dire est qu'ils étaient aux antipodes des positions politiques de l'Armée secrète, préfèrent se tourner vers elle dès lors qu'ils eurent l'impression que c'était là que se déroulait vraiment la lutte contre l'Allemagne. Faute de cadres, l'AS revenait en effet de ses préventions et démarchait les officiers subalternes pour trouver des dirigeants départementaux*¹⁹. » En l'absence de sources mentionnant explicitement les motivations de Jean Girvès, l'hypothèse la plus vraisemblable reste que le jeune homme se soit davantage engagé pour des raisons militaires que politiques. Forcé de rester sur le territoire métropolitain, Jean Girvès a sans doute estimé qu'au-delà des considérations idéologiques, son devoir était de s'engager aux côtés de ceux qui luttaient le plus activement contre l'occupant dans sa région, c'est-à-dire l'Armée secrète. En manque de cadres, Joseph Lanet, qui connaissait la famille Girvès, a alors sans doute appliqué avec souplesse les consignes nationales relatives aux positions politiques des nouveaux membres de l'organisation et s'est porté garant de l'engagement sincère du jeune lieutenant.

Pour clore ce passage relatif à l'entrée en résistance de Jean Girvès, il me faut signaler ce qui me semble bien constituer une anomalie. A la fin de l'édition des *Mémoires de Résistance* de Joseph Lanet, plusieurs notices biographiques, rédigées à l'occasion de la publication de l'ouvrage en 2010, sont consacrées aux principaux personnages du récit. Dans les quelques lignes décrivant l'action de Jean Girvès, il est indiqué que celui-ci entre « *dans le réseau de renseignements franco-britannique (Military Cross), démantelé fin 1943*²⁰ ». Si Jean Girvès fut bien titulaire de la médaille *Military cross*, je n'ai trouvé nulle trace de cet engagement, et le réseau mentionné semble lui-même être très mal documenté. Par ailleurs, pourquoi Jean Girvès aurait-il travaillé concomitamment pour cette

19 Bénédicte Vergez-Chaignon, *Les vichysto-résistants*, Perrin, 2008, p. 354.

20 Joseph Lanet, *Mémoires de Résistance*, éditions Delatour, 2010, p. 212.

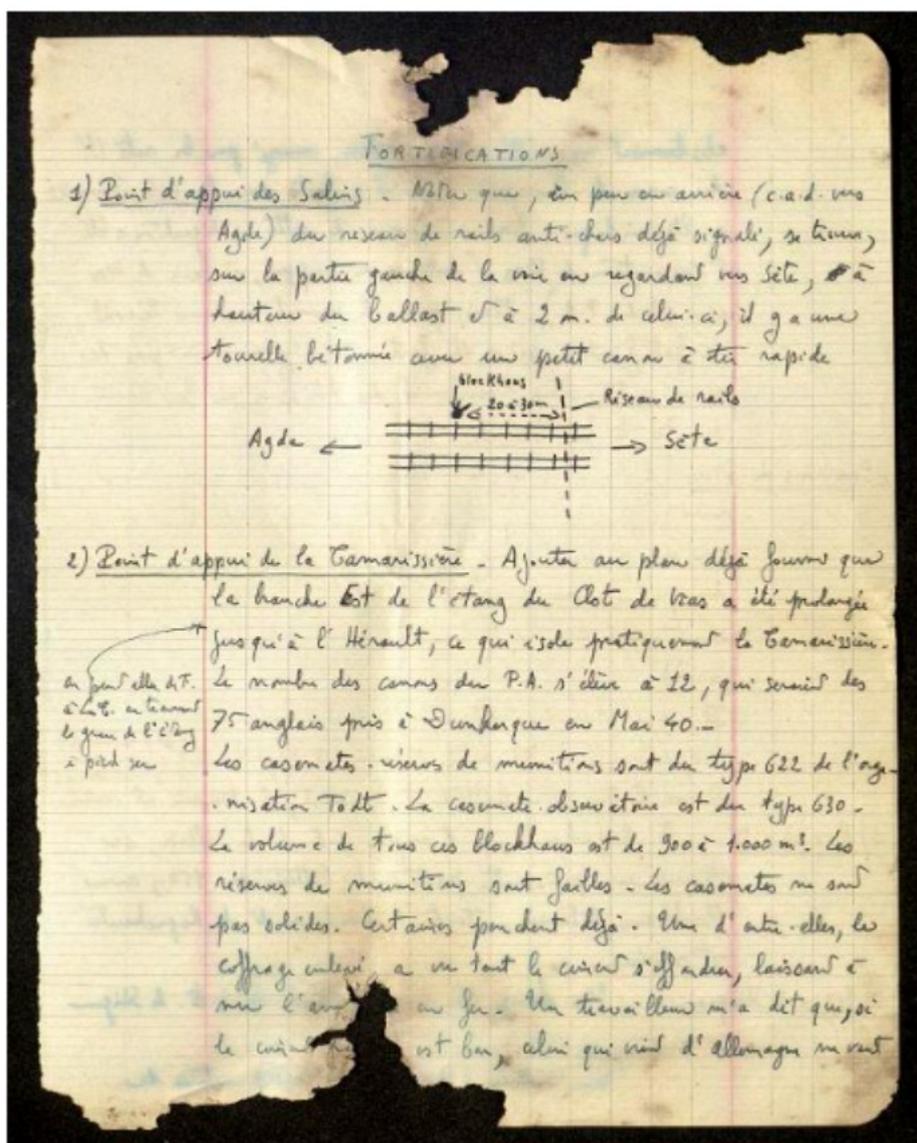
organisation, alors qu'il se voit confier des responsabilités dans l'Armée secrète dès le début de 1943 ? Toutes ces raisons me laissent donc très sceptiques quant à cette affirmation.

IV. Au cœur de l'armée des ombres : renseignement, organisation, action directe

Propagande, renseignements, action armée, cache de proscrits... La Résistance recouvre des formes d'engagements très variés. Quelles furent celles de Jean Girvès ? La plus spectaculaire est évidemment la direction du maquis Latourette à l'âge de 24 ans pendant l'été 1944, mais elle ne saurait occulter les responsabilités assumées par l'officier dans l'Armée secrète entre janvier 1943 et juin 1944. Il m'a semblé plus commode de diviser son action durant ces dix-huit mois en trois parties : renseignement, organisation et action directe.

En tant que militaire, Jean Girvès est évidemment prédisposé à remplir des fonctions de renseignement. Bien qu'il n'ait pas lui-même appartenu à des services d'espionnage dans l'armée, on peut penser que l'expérience de son père, passé par le 2^e bureau, a pu lui être précieuse, même si les activités de Jean sont différentes du fait de la clandestinité. Nous avons la chance de posséder des sources uniques sur ce travail, notamment grâce aux fameux documents retrouvés il y a quelques années sous le pavage de la maison familiale de Puisserguier à l'occasion de travaux²¹ ! Certains papiers demeurent bel et bien lisibles, comme par exemple une brève note indiquant l'état des forces de la garnison allemande située à Poilhes. On y apprend ainsi que la commune abrite trois officiers, 25 sous-officiers, 160 hommes de troupes, dont « *Beaucoup d'Autrichiens* » et une vingtaine de Russes. Mais le document le plus intéressant est sans conteste le rapport détaillant l'ensemble des fortifications allemandes entre Vias et Agde. Les feuillets ne sont pas signés mais il paraît vraisemblable qu'il s'agisse d'une synthèse établie par Jean Girvès. Croquis à l'appui, l'auteur livre des renseignements très précis au fil des cinq pages manuscrites. Lorsqu'est décrit le point d'appui militaire de la Tamarissière, qui est toujours visible de nos jours, on peut lire par exemple qu'il comprend 12 canons, « *qui seraient des 75 anglais pris à Dunkerque en Mai 40* ». A l'évidence, l'auteur de ces lignes bénéficie de la complicité des travailleurs locaux qui œuvrent pour le compte de l'occupant, comme lorsqu'il écrit : « *Les casemates ne sont pas solides. [...] Un travailleur m'a dit que si le [mots illisibles] est bon, celui qui vient d'Allemagne ne vaut rien. Il est [mots illisibles] mangé par les rats !!! Au cours de l'inspection qu'il a faite sur la côte, Rommel a été indigné.* » Après avoir évoqué le littoral, l'auteur conclut son rapport en s'interrogeant sur l'éventuelle mise en place par les Allemands d'une deuxième ligne de défense sur les premiers contreforts du massif Central dominant la plaine héraultaise.

21 Tous les documents retrouvés sous le pavage et qui ont été numérisés par les archives départementales de l'Hérault sont disponibles en ligne sous la cote 175 PRI 6.



Première page du rapport détaillant les fortifications allemandes entre Vias et Agde, retrouvé sous le pavage de la maison des Girvès à Puisserguier.
Archives départementales de l'Hérault, 175 PRI 6 (en ligne)

Une carte de l'Institut géographique national portant sur la côte méditerranéenne, comprise entre le grau d'Agde et celui de Vendres, ainsi qu'un plan de Béziers, ont également été retrouvés sous le pavage. Toutes ces informations sont à mettre en relation avec le court récit que fait Georges Girvès des activités résistantes de son fils :

Alors a commencé pour notre fils une existence fort active ; il partait presque chaque jour à bicyclette ou par le train pour Sète, Vias, Agde, pour toutes les localités de la côte. Il était en

contact avec de nombreux agents, qui lui fournissaient des plans et des croquis. Il reportait ces renseignements sur des cartes et je l'aidais parfois dans ce travail. J'ai le souvenir d'un immense plan de la gare de Béziers que nous avons mis plusieurs jours à calquer et qui a certainement servi pour le bombardement allié du 5 juillet 44. Les renseignements, recueillis et mis au net, étaient portés aux « boîtes aux lettres », qui les expédiaient tous les mois à Londres par avion. Jean a porté ces renseignements d'abord à Perpignan, puis à Narbonne. Je craignais terriblement ces déplacements, quand il était sur les routes et surtout dans le train avec ses poches bourrées de documents. Le train, où les agents allemands étaient particulièrement actifs, m'inspirait une crainte spéciale.

Ces lignes sont très intéressantes dans la mesure où elles corroborent et complètent les documents retrouvés sous le pavage plusieurs décennies après l'écriture de ce récit. On apprend que Jean Girvès ne recueillait pas lui-même tous les renseignements, mais qu'il s'appuyait sur un véritable réseau d'agents. Il semble que le lieutenant, avec l'aide de son père, était surtout chargé de synthétiser l'ensemble de ces informations afin de renseigner les Alliés, tâche qui convenait peut-être mieux que d'autres aux deux hommes, du fait de leur passé militaire (pour son aide, Georges Girvès obtiendra d'ailleurs en 1948 une attestation d'appartenance aux Forces françaises combattantes au titre d'agent occasionnel). On découvre également que Jean Girvès avait pour mission le transport de ces documents sur de longues distances, puisqu'il prend le risque de voyager par train, qui comme le signale son père, est un moyen de transport très surveillé par les Allemands !

Mais contrairement à ce que laisse penser le récit de Georges Girvès, axé essentiellement sur les activités de renseignements de son fils, il ressort au contraire de notre plongée dans les archives que les principales activités de Jean soient davantage relatives à l'organisation de l'Armée secrète. On constate que le lieutenant rédige beaucoup, participe à des réunions, et planifie les actions futures du réseau. Il semble par exemple que l'officier soit préposé à l'état du matériel, c'est-à-dire au recensement de tout ce qui est à la disposition de l'Armée secrète – notamment les armes et les munitions. Preuve en est les différents exemplaires retrouvés dans les archives de Joseph Lanet. Sur le premier²², daté de la fin 1943 et signé « *Latourette* », on peut lire : « *état du matériel parachuté, à la date du 11 décembre 1943* ». Est détaillée ensuite sur trois feuillets dactylographiés la liste précise des objets : on y apprend que l'Armée secrète a récupéré 19 mitraillettes, 78 bombes incendiaires, 14 boîtes de détonateurs, 14 rouleaux de mèche lente... Si elles constituent la

22 Ce document a été numérisé par les archives départementales de l'Hérault. Il est disponible en ligne sous la cote 177 J 7, vues 42-44.

principale partie du stock, les armes et les munitions sont également accompagnées de produits médicaux, comme par exemple 15 paquets de pansements. Pour la résistance biterroise, il s'agit d'un véritable exploit : il a fallu en effet transporter le matériel depuis Saint-Gaudens en Haute-Garonne où il a été parachuté ! Le second état du matériel de Latourette conservé dans le même fonds d'archives est quant à lui intitulé : « *état du matériel stocké à Hérépian, le 28 mars 1944*²³ ». Il semble vraisemblablement issu du parachutage effectué au Bousquet-d'Orb, qui est évoqué par Joseph Lanet dans ses mémoires²⁴. Le dépôt contient entre autres 36 mitraillettes et plusieurs dizaines de pistolets. A une période où la concurrence est rude entre les différents groupes de résistance pour obtenir du soutien matériel de la part des Alliés, ce bilan n'est pas négligeable. Il est à mettre en parallèle avec les effectifs de l'Armée secrète tels qu'ils nous sont donnés par Joseph Lanet dans son récit : « *En gros, l'Armée secrète pouvait probablement compter sur cinq cents membres dans ce département de l'Hérault [seulement sa partie occidentale], et de trois cents environ dans la région de Narbonne*²⁵. » Chiffres auxquels il faut ajouter, toujours selon Lanet, une centaine de membres issus du service d'action sociale ou du NAP (noyautage des administrations publiques). Pour cette mission d'inventaire, on peut penser que le profil militaire de Jean Girvès a poussé ses supérieurs à lui attribuer la mission de recensement, ne serait-ce que pour bien identifier la nature et le mode d'emploi des armes parachutées ! C'est ce qu'indique Lanet lorsqu'il écrit, après avoir évoqué l'inventaire de décembre 1943 (effectué selon lui par les soins de « *Latourette et de Durand* ») : « *Girvès, Nourrigat, Linarès et Durand [...] devaient, chacun, servir d'instructeur de Groupes francs ou de sabotage*²⁶. »

Toujours dans le domaine de l'organisation, il ressort de nos recherches que le lieutenant démobilisé ne se contente pas d'être un simple rouage recevant les ordres de ses supérieurs, mais qu'au contraire, il seconde efficacement Joseph Lanet dans son rôle de dirigeant du réseau clandestin en R3-2. Jean Girvès participe aux réunions, dirige des équipes et prend contact avec énormément d'autres membres de l'organisation. Alors qu'il évoque dans ses écrits les différents réseaux de l'Armée secrète entre Béziers et Saint-Pons-de-Thomières, Joseph Lanet ajoute : « *Latourette assurait la liaison entre tous ces groupes dont il était directement le chef et le responsable. Il poussait en même temps sa prospection dans le département de l'Aude, à la frontière de l'Hérault, et avait obtenu de bons résultats*²⁷. » Beaucoup plus loin, il écrit, alors que lui-même vient d'être condamné à mort avec Jean Bène par un chef départemental FFI communiste : « *la mesure ne nous intimida guère car nous avions en mains toute l'organisation de la résistance par le canal de*

23 *Ibid.*, vues 101 et 102.

24 Joseph Lanet, *Mémoires de Résistance*, éditions Delatour, 2010, p. 141.

25 *Ibid.*, p. 121.

26 *Ibid.*, p. 117.

27 *Ibid.*, p. 64.

Latourette et de Charvet [Nourrigat, le lieutenant d'aviation de Montagnac]²⁸. » Lorsqu'il détaille l'organigramme de la résistance en R3-2²⁹, Lanet indique qu'il est nommé chef départemental des MUR tandis qu'il est remplacé à la tête de l'Armée secrète par Bénézech (il récupéra par la suite ce poste) qui est assisté de Girvès et de Nourrigat. On constate donc que l'officier occupe une place prépondérante dans la résistance biterroise. La preuve de cette implication nous est donnée par le biais d'un rapport retraçant ses visites dans différentes communes du littoral, daté de la fin 1943. De par son intérêt, il est nécessaire de citer ce document dans son intégralité :

Rapport de Latourette au sujet des visites faites à Agde, Vias, Sérignan et Valras

(Nota : je désignerai les trois catégories d'AS par GF, ASM, ASI).

AGDE. - Vu Prudent et surtout Roger. Ce dernier a l'air d'avoir organisé son affaire beaucoup mieux que nous le pensions. Mais il faut tout de suite noter que, à Agde, si nous voulons faire une action, soit de GF, soit d'ASM, il est indispensable que nous utilisions les communistes, qui sont prêts à agir. Ils se disent prêts à marcher avec nous sans restrictions. Ont-ils l'idée de nous forcer la main plus tard ? Je n'en sais rien. Mais je sais que, si nous ne les utilisons pas, il n'y a rien à attendre à Agde.

Vu également, par Roger, un garde, qui est à la caserne (qui est assez à l'extérieur de la ville) un dépôt de cent cinquante mille cartouches de 7 mm et de 8 mm et dix mille litres d'essence en fûts de deux cents litres. Tout cela est surveillé par trois ou quatre gardes, parfaitement disposés à se laisser faire une douce violence. Le garde que j'ai vu se charge, le jour où nous voudrons, de ne mettre en sentinelle que des hommes sûrs. Si nous avons des camions et un emplacement pour décharger ce matériel, nous pourrons facilement prendre ce que nous voudrons.

Le garde en question a été envoyé à Agde parce que, lors d'opérations contre les réfractaires en Corrèze, il a mis en joue un gendarme qui s'appêtait à tirer sur un jeune du maquis. L'affaire ayant fait quelque bruit, son capitaine l'a envoyé se faire oublier à Agde. Il s'appelle Siphre.

Il m'a également amené à son lieutenant qui est en permission ici. Celui-ci m'a confirmé que tout son escadron, y compris le capitaine, est prêt à faire cause commune avec nous dès que nous voudrons. Ces escadrons sont très bien armés et disposent de nombreux camions. On ne saurait donc sous-estimer l'intérêt qu'il y a à pouvoir prévenir ces gens suffisamment à temps pour qu'ils ne soient pas désarmés par les Boches et qu'ils puissent prendre part à une action avec nous. Il s'agit du 6e escadron du 3e régiment, à l'heure actuelle en Corrèze, à Meymac. Je verrai d'ailleurs son

28 *Ibid.*, p 175.

29 *Ibid.*, p. 72.

capitaine sous peu. À ce propos, il serait bon de rappeler en haut-lieu, et particulièrement aux communistes, qu'envoyer des menaces à ces gens, qui ne demandent qu'à marcher avec nous, est stupide et même dangereux, surtout quand on n'est même pas capable d'écrire en français. J'ai lu une de ces menaces. Comme chef-d'œuvre de bêtise et de manque de psychologie, on ne fait pas mieux.

En somme, Agde au point de vue de l'AS, peut donner des résultats intéressants. Mais à condition expresse de prendre les communistes avec nous. Dans une huitaine, je pourrai vous donner des résultats plus précis.

VIAS. - Par contre, Vias est complètement désorganisé. Giral fait toujours ce qu'il peut, mais ne peut s'occuper de l'AS d'une manière très suivie. Quant à Luzy, il ne saurait en être question. Il est entièrement embarqué dans l'histoire Lajulle-Varouna et ne veut pas entendre parler d'autre chose. Lajulle nous a fait beaucoup de mal à Vias. Il passe son temps à décrier l'AS et, grâce au manque de précision dans nos directives et aussi à notre manque de liaisons, il a réussi à prendre une partie de nos hommes. Les cadres des Sénégalais qui travaillent à Vias et qui étaient bien disposés sont aussi sous l'obédience de Lajulle.

J'ai chargé Giral de trouver un nouveau chef et de combattre avec énergie l'influence de Lajulle. Pour le moment, Vias est à remettre entièrement sur pied.

SÉRIGNAN. - J'ai vu Combescure. Il m'a promis de s'occuper de suite de la nouvelle organisation. Je ne crois pas qu'il trouve beaucoup de monde dans les catégories GF et ASM.

VALRAS. - Il y aura vraisemblablement mieux à faire à Valras où Viet est un bon chef. Je ne puis encore donner des renseignements précis sur ces deux villages. Dans l'ensemble, ils fonctionnent assez bien. Par contre, on se plaint à Sérignan et à Valras qu'on les laisse un peu de côté, notamment au sujet de la PD qui, incontestablement, y fonctionne mal. Les Combat arrivent très en retard par rapport à Libération, et aux journaux communistes. Ce qui nous fait passer pour une association mal organisée.

En résumé, tout le monde a paru heureux de voir qu'on passait à une réorganisation que l'on sentait nécessaire. Dans une quinzaine de jours, je pense que cette réorganisation sera suffisamment entrain pour que je puisse convoquer les chefs de sizaines d'ASM et les GF et leur montrer le maniement d'une mitrailleuse. Je demande donc que, d'ici une quinzaine de jours, on mette trois mitrailleuses à ma disposition pour que je puisse en montrer le fonctionnement et la

laisser huit jours pour que, à leur tour, les hommes des sizaines d'ASM puissent s'exercer un peu. Ce sera également d'un effet moral excellent.

NOTA - Dans la région d'Agde sont seulement organisés Florensac et Marseillan.³⁰

Là encore, un document passionnant ! On y mesure l'implication de Girvès et son rôle de médiateur entre la base de l'Armée secrète et les échelons supérieurs. On y trouve une nouvelle confirmation de ce que le passé militaire de l'ancien lieutenant en fait l'individu idoine pour la formation militaire des nouvelles recrues. On constate combien les barrières entre résistants et fonctionnaires s'avèrent parfois beaucoup plus tenues que l'on ne l'imagine. On apprend ainsi qu'un lieutenant en permission est prêt à passer du côté de la Résistance, mais qu'il faut se dépêcher avant qu'il ne soit désarmé par l'occupant ! On peut penser que le statut d'officier de Jean Girvès – si tant est que celui-ci dévoile sa véritable identité – facilite le contact avec les militaires de carrière. Ceux-ci éprouvent en effet souvent une certaine répugnance à s'engager aux côtés des soldats de l'ombre, que la propagande vichyssoise présente comme un ramassis de brigands révolutionnaires. Comme l'indique ce rapport, ces fonctionnaires aux ordres de Vichy sont d'ailleurs régulièrement menacés par les communistes, ce qui peut avoir pour conséquence néfaste de les éloigner encore un peu plus de la Résistance. Ce document révèle par ailleurs la multiplicité des mouvements en lutte contre l'occupant et la concurrence féroce qu'ils se livrent parfois entre eux. La méfiance est immense entre l'Armée secrète et les communistes, comme on le comprend aisément à la lecture du rapport. La collaboration dans la lutte contre l'ennemi commun est envisagée mais on sent que les arrières-pensées politiques sont omniprésentes, d'un côté comme de l'autre. Plus surprenant encore, la diffusion des journaux semble aussi être un enjeu entre les différents titres de chaque réseau ! On constate qu'il existe une véritable compétition entre les organisations pour se disputer le contrôle des militants. Ceux-ci sont parfois bien éloignés des querelles d'appareils et orientent leur engagement vers le mouvement qui leur semble être le plus apte à mener la lutte. Jean Girvès signale qu'il est important de montrer aux résistants que l'Armée secrète dispose d'armes, et qu'il faut donner la possibilité aux hommes de s'entraîner, car cela sera « *d'un effet moral excellent* ». Ce rapport constitue donc un document capital pour comprendre l'organisation de l'Armée secrète dans ce secteur, mais même au-delà pour saisir la complexité et les multiples facettes de l'action d'un dirigeant local de la Résistance.

Dans le cadre de ses responsabilités, Jean Girvès se charge également de préparer les opérations prévues pour la libération du territoire, conformément aux instructions de ses supérieurs. Celles-ci

30 *Ibid.*, pp. 103 et 104.

prescrivent la création de centres de repliement destinés à accueillir les membres actifs de l'Armée secrète. Dans ses mémoires, Joseph Lanet raconte les efforts de prospection de ses subordonnés, et Latourette est bien entendu de la partie :

Trois points de ralliement devaient être trouvés dans notre département. Le premier se situait au hameau de la Fraise, près de la route allant de Béziers à Saint-Pons. Il était relié à cette route par un petit chemin carrossable qui partait au pont de Poussarou, entre Saint-Chinian et Saint-Pons, et allait jusqu'au village de Ferrières.

Le terrain de parachutage de Camprafaud, qui se trouvait à quelque kilomètres de là, convenait parfaitement. La reconnaissance et la détermination de ce point de ralliement furent faites par Latourette, accompagné de Pitman, un jeune aspirant qui était venu nous rejoindre, le tout sous la direction de Jalabert, ingénieur des Ponts et Chaussées et responsable de notre secteur de Saint-Chinian. Le hameau de la Fraise comportait quelques maisons à peu près inhabitées, mais il y avait de l'eau et une seule route, facile par conséquent à garder et à contrôler, y conduisait. [...] D'après le rapport que m'en fit Latourette avec les croquis à l'appui, il nous parut correspondre à tout ce qui nous était demandé sur le plan de la sécurité, de l'accessibilité et des possibilités de stockage d'un ravitaillement pour une dizaine de jours, ainsi que du logement des hommes, car plusieurs granges ou hangars pouvaient servir de dortoirs.

Il fut donc retenu. Il devait recevoir tous les éléments de l'AS de la région de Narbonne, de Béziers et du secteur de Capestang, Saint-Chinian, ce qui représentait environ une centaine d'hommes.³¹

On peut mettre en relation le récit de Joseph Lanet avec certains documents retrouvés sous le pavage de la maison de Puisserguier. Intitulés « *Circulaire sur les points de ralliements*³² », ils en définissent les caractéristiques et rappellent les règles essentielles de « *sécurité et de discipline* ». Une note décrivant le point de ralliement du hameau de la Fraise a également été retrouvé (voie d'accès, points d'eau...). Un peu plus loin, Lanet continue d'évoquer les prospections de Jean Girvès lors du printemps 1944 :

Nous reçûmes aussi un poste de radio émetteur-récepteur, qui devait nous permettre de faire communiquer entre eux les points de ralliement, de façon à coordonner l'action de nos troupes le moment venu.

31 *Ibid.*, pp. 136 et 137.

32 Ce document a été numérisé par les archives départementales de l'Hérault. Il est disponible en ligne sous la cote 175 PRI 6.

Je partis un jour avec Latourette dans une région que je connaissais bien, à Saint-Etienne-d'Albagnan, pour rechercher dans les montagnes un point d'installation de ce poste radio.

J'avais en effet fait mes études secondaires à l'école libre Saint-Benoit d'Ardouane qui n'était qu'à quelques kilomètres de Saint-Étienne-d'Albagnan. Au cours de nos promenades du jeudi ou du dimanche, nous avons souvent parcouru ces chemins de montagne qui m'étaient restés familiers et où il me paraissait facile de trouver un emplacement pour ce poste radio.

La reconnaissance que nous fîmes, nous permit de trouver une vieille bergerie très isolée qui nous parut parfaitement utilisable à cet usage. Nous la repérâmes sur la carte d'état-major et chargeâmes une équipe spéciale de Saint-Etienne-d'Albagnan de veiller à ce que ce bâtiment soit disponible pour le jour où nous aurions à installer notre poste émetteur récepteur³³.

Suit dans le récit la copie du compte-rendu des opérations, signé Latourette. On y apprend que l'Armée secrète a transporté le poste de radio dans le bâtiment désaffecté. La camionnette transportant le matériel ne pouvant accéder jusqu'au lieu, celui-ci est transféré discrètement dans une banale charrette. Une fois installé dans la bergerie, un technicien radio effectue des essais qui s'avèrent concluants. Le poste est alors « replié, remis en caisse » et les portes de la bergerie renforcées et munies de serrures neuves. Girvès précise également que 75 litres de carburant vont y être amenés pour assurer le fonctionnement d'un groupe électrogène. Deux croquis accompagnent ce rapport, l'un montrant l'aspect général de la bergerie tandis que le second esquisse une coupe verticale du bâtiment dévoilant l'intérieur du lieu ainsi que l'emplacement du poste de radio et du groupe électrogène. Ces éléments nous prouvent encore une fois combien Jean Girvès tient un rôle central dans l'organisation de l'Armée secrète biterroise et bénéficie de l'entière confiance de son chef, Joseph Lanet. Mais dans ce tableau des activités clandestines, quid de l'action directe ? Attaque à main armée, sabotage de voie ferrée, ce sont pourtant ces opérations spectaculaires que la mémoire publique a souvent retenues à propos de l'armée des ombres. En réalité, la majorité des activités de la résistance française, du moins jusqu'à l'été 1944, furent bien moins flamboyantes, mais non moins efficaces. Jean Girvès n'a pas échappé à la règle, même s'il a mené certaines actions dans les mois qui précédèrent le Débarquement. De plus, l'Armée secrète biterroise est prudente et craint de provoquer des représailles. C'est en tout cas ce qu'explique Joseph Lanet dans ses mémoires lorsqu'il reproduit un dialogue qui l'a opposé à un chef communiste, lors d'une rencontre fin 1943. Le chef biterrois répond à son interlocuteur qui lui explique que les représailles allemandes ne pourront que faire croître la haine contre les ennemis :

33 Joseph Lanet, *Mémoires de Résistance*, éditions Delatour, 2010, pp. 142 et 143.

– *C'est exact, lui répondis-je ; mais ils feront aussi tomber la responsabilité de l'exécution sur la Résistance. J'y vois donc un double risque : celui de faire fusiller des Français, et celui de faire tomber la responsabilité de cet acte sur la Résistance.*

- *Votre raisonnement ne me convainc pas du tout, me dit-il. Notre expérience nous montre que les Allemands arrivent à se faire haïr par un plus grand nombre de Français chaque fois qu'ils se livrent à des représailles. Et finalement, le mouvement de lutte et d'opposition à l'occupant peut ainsi se développer davantage. C'est en tout cas notre conception de la bataille, c'est une conception dynamique et offensive. Pour votre part, vous pratiquez l'attentisme.*

- *C'est faux, lui dis-je, puisque nous avons des Groupes francs chargés de ce que nous appelons l'action immédiate, attaque de voies ferrées, sabotages, attaques du Pavillon populaire à Montpellier, comme nous l'avons fait le mois dernier. Tous ces objectifs sont des objectifs militaires et n'ont pas entraîné de représailles sur la population civile. Et pourtant nous avons porté des coups à l'ennemi.*

Je ne me sens pour le moment ni le droit, ni l'envie de provoquer des prises d'otages et des exécutions de ceux-ci. Je vais cependant en référer à mes chefs si vous êtes d'accord pour que je fasse état de notre entrevue³⁴.

Le témoignage de Lanet doit néanmoins être appréhendé avec précaution du fait de son engagement politique après-guerre dans la gauche anticommuniste. Néanmoins, il est indéniable que l'Armée secrète biterroise reste relativement prudente sur le terrain de l'action directe jusqu'aux derniers mois de la lutte. Concernant Jean Girvès, il semble surtout qu'il ait participé à des actions de sabotage contre des lignes électriques. Les Alliés établirent en effet différents plans prévus pour les journées du Débarquement afin d'entraver le déplacement des troupes allemandes. La plus connue de ces instructions est sans doute le plan vert, qui concerne le sabotage des voies ferrées. Dans le Biterrois, c'est Francis Jouvin, alias Cabrol, qui en a la charge. Certaines actions furent déclenchées dès le printemps 1944 en vue d'inquiéter les troupes allemandes stationnées sur la côte méditerranéenne. Jean Girvès, quant à lui, semble avoir eu plutôt la charge du plan bleu, qui concerne donc les lignes électrifiées. Dans les archives de Joseph Lanet, on retrouve un rapport de l'officier daté du 11 mai 1944, relatant une opération de sabotage de lignes électriques³⁵. Il y raconte l'opération dans laquelle sept hommes ont posé des explosifs sur des pylônes électriques sur la route entre Maureilhan et Béziers, dans la nuit du 8 au 9 mai 1944. Le but de l'opération est de

³⁴ *Ibid.*, p. 109.

³⁵ Ce document a été numérisé par les archives départementales de l'Hérault. Il est disponible en ligne sous la cote 177 J 7.

priver de courant la propriété dénommée Lézigne, qui abrite une distillerie travaillant pour les Allemands. L'explosion est un succès selon Girvès qui écrit : « *3 pylônes coupés, qui ont provoqué un court-circuit et grillé complètement le transformateur qui alimente Lézigne. Il semble de plus que, un des pylônes étant tombé sur la route, un motocycliste allemand s'y est heurté et s'est blessé. Mais nous n'en avons pas la preuve absolue* ». Dans ses mémoires, Jean-Baptiste Durand, responsable de l'Armée secrète du secteur Poilhes-Capestang, évoque lui aussi une action de sabotage de lignes électrifiées menée avec Jean Girvès quelques jours auparavant.

Mais pour notre personnage, l'heure du combat armé n'est pas encore advenue en cette fin de printemps 1944. Ce n'est véritablement qu'à partir de la montée au maquis que vont commencer les choses sérieuses en matière d'affrontement militaire. Avant de nous y intéresser, remarquons qu'au cours de ses dix-huit mois de clandestinité, le jeune officier a réussi à passer au travers des mailles du filet des différents services de répression, aussi bien français qu'allemands. L'Armée secrète ne fut pourtant pas épargnée, à tel point que son chef départemental se voit obligé d'en appeler à un surcroît de prudence de la part des subordonnés. Joseph Lanet raconte avoir été victime à deux reprises de tentatives d'arrestation par la Gestapo, tout comme Malafosse et Tourenc à Béziers. D'autres n'ont pas eu cette chance comme André Dau, membre de l'organisation interpellé à Béziers en janvier 1944 et déporté en Allemagne. La répression contre la Résistance s'intensifie, notamment à la veille du Débarquement. A lire le récit de Georges Girvès, on comprend combien est vive la crainte de l'arrestation dans la famille : « *Nous avons prévu, dans la maison, toute une organisation pour lui permettre de s'échapper par des voies détournées en cas de descente de la Gestapo ou de la milice. [...] C'était toujours le cœur battant que je regagnais la maison à la fin des mes sorties quotidiennes ; mon cœur se dilatait d'aise quand, en arrivant sur notre terrasse, j'apercevais sa bicyclette appuyée contre le mur* ». Cette crainte est d'autant plus justifiée que le statut d'ancien officier fait de Jean Girvès une cible facilement identifiable par les services de sécurité, qui n'ignorent pas qu'un certain nombre d'anciens militaires ont rejoint la Résistance. Les incessants aller-retours de ce lieutenant sans affectation ne pouvaient d'ailleurs pas manquer d'intriguer nombre de Puisserguierains, d'autant plus que des soldats allemands ont à plusieurs reprises séjourné à Puisserguier. Selon sa nièce, la bonne opinion que se faisait la majorité des habitants de la famille Girvès a indéniablement protégé Jean de l'arrestation. L'argument est valable, quand on sait combien l'union – ou la désunion – d'une communauté villageoise a pu jouer sur le destin de nombre de clandestins durant la Seconde Guerre mondiale. C'est également ce qu'affirme son grand-père : « *Nos compatriotes – mêmes les collaborateurs – n'ont pas été méchants. C'est pourquoi je me suis toujours opposé, de toutes mes forces, à ce que qui que ce soit fut arrêté à Puisserguier en raison de ses sentiments vichysois.* » Force est de constater que le

lieutenant a pu en tout cas traverser la période sans se heurter aux sinistres agents de la Gestapo ou à leurs sbires. Âgé seulement de vingt-quatre ans, Jean Girvès était prêt, après dix-huit mois de clandestinité, à prendre la tête du maquis Latourette !

V. Veillée d'armes avant le départ pour le maquis

Au commencement de l'histoire des maquis était un terrible embarras. Celui causé à la Résistance par l'afflux soudain de milliers de jeunes gens, jetés dans la clandestinité pour échapper au travail forcé. Pour comprendre cette apparente contradiction, il est nécessaire de nous plonger l'espace de quelques lignes dans les méandres de la politique de collaboration entre Vichy et l'Allemagne. En effet, face à la pénurie de main-d'œuvre sur son territoire national – conséquence du départ de millions d'hommes vers le front de l'Est –, l'Allemagne nazie décide de mettre à contribution les populations soumises au cours des précédentes campagnes. En France, cela se traduit dans un premier temps par la « relève », ce dispositif visant à envoyer trois travailleurs volontaires contre le retour d'un prisonnier de guerre. Face à des résultats largement insuffisants, les nazis exigent une réquisition obligatoire que Laval traduit à l'automne 1942 par la mise en place d'un recensement des jeunes travailleurs, puis par la création du service du travail obligatoire (STO) au printemps suivant. Malgré quelques exemptions, des dizaines de milliers de jeunes Français sont alors sommés de partir outre-Rhin contribuer à l'effort de guerre du Reich. Face à cette perspective peu réjouissante, la fronde s'organise et nombreux sont ceux qui choisissent la clandestinité plutôt que le départ forcé. Certains trouvent refuge chez des parents, d'autres bénéficient de certificats médicaux de complaisance tandis qu'une partie... se réfugie dans des régions rurales et isolées. Ils forment alors les premiers maquis, même si certains résistants avaient déjà expérimenté cette forme d'organisation au cours des mois précédents, comme Georges Guingouin dans le Limousin.

Face à cet afflux de nouveaux rebelles, la Résistance est désemparée. Que faire de tous ces jeunes gens qui demandent désespérément son assistance pour échapper à la répression ? Le phénomène percute de plein fouet l'armée des ombres, alors que celle-ci était justement en train de s'organiser laborieusement sous la houlette de Jean Moulin. Celui-ci, comme le général de Gaulle, reste sceptique, tandis que d'autres comme Henri Frenay perçoivent l'immense potentiel des maquisards, comme on commence à les appeler. Mais les chefs nationaux sont de toute manière forcés de répondre à la multitude d'appels en provenance des résistants locaux en quête d'instructions pour accueillir en urgence les jeunes rebelles. En bouleversant son précaire équilibre, les maquis s'imposent petit à petit à la Résistance, au point que les deux finiront par devenir quasiment synonymes. Henri Frenay décide en avril 1943 la création d'un « service maquis » et d'une première école de cadres pour former ses chefs, située à Vaujany dans l'Isère. Avec la disparition tragique à la fin du printemps 1943 des deux personnalités qui freinaient le plus leur développement, Jean Moulin et de Charles Delestraint, les maquis sont alors pleinement intégrés

dans la grande lutte clandestine contre l'occupant. Mais face au phénomène, chaque formation de résistance adopte une stratégie différente. Les FTP, par exemple, donnent indéniablement à leurs groupements une dimension insurrectionnelle. Ceux-ci sont plus portés vers l'action directe, quitte à entraîner une intensification de la répression allemande. Cela a le double avantage pour les communistes d'apparaître à la fois comme les résistants les plus actifs dans la lutte contre l'occupant et en même temps de menacer la *Wehrmacht* sur ses arrières, alors que l'URSS livre contre elle un combat vital pour sa survie. D'autres organisations ont des attitudes différentes, comme l'ORA qui, du fait de son histoire, organise des maquis sur le modèle de camps militaires, en se préparant à une reprise des combats de manière conventionnelle, excluant la guérilla. Par ce dernier aspect, elle rejoint la philosophie de l'Armée secrète, qui elle aussi refuse de déclencher trop précocement la lutte, craignant le renforcement de la présence militaire allemande à la veille du Débarquement – ce qui pourrait entraîner son échec – et les représailles sur les populations civiles. L'Armée secrète regroupe pourtant des effectifs considérables et a pris en charge de nombreux maquis composés de réfractaires du STO. Mais l'organisation préfère attendre, encore et toujours, comme l'indique l'historien Stéphane Simon, auteur d'une remarquable synthèse sur l'histoire des maquis :

Dans le cadre de cette mission à mener en amont du Débarquement, que tous attendent avec impatience et à brève échéance, la constitution des groupes de combat en maquis n'est pas forcément la forme finale la plus aboutie. L'idée des responsables locaux de l'AS est certes de constituer le moment venu un corps de bataille susceptible d'être intégré au plan d'ensemble des Alliés, mais beaucoup de résistants de l'AS se livrent plutôt à un travail clandestin de préparation en vue de la mobilisation le Jour J. [...] Ils connaissent leurs chefs, les différents points de regroupements à rejoindre au moment de la mobilisation ainsi que les principales consignes à appliquer. Les armes qu'ils sont censés utiliser sont stockées dans des lieux connus dans l'attente du Jour J.³⁶

C'est évidemment à cette catégorie de maquis qu'appartient celui dirigé par Jean Girvès. Il est basé dans un premier temps au hameau de la Fraise, qui a été justement choisi par l'Armée secrète biterroise suite aux directives enjoignant la création de centres de repliement, comme nous l'avons vu précédemment. Il s'agit donc d'un maquis prévu pour prendre corps au moment du débarquement allié et non pas d'un regroupement de réfractaires au STO se transformant par la force des choses en groupe de résistants. En raison de ses immenses plaines viticoles, le sud de

36 Stéphane Simon, *Maquis et maquisards*, Belin, 2015, p. 228.

l'Hérault est en effet peu propice pour se cacher. Dans ses mémoires, Joseph Lanet évoque les contacts entretenus avec l'Armée secrète de l'Aveyron afin de permettre le transfert de réfractaires dans ce département beaucoup plus boisé et montagneux. Néanmoins, le relief de la partie la plus septentrionale de l'Hérault permet déjà à certains clandestins d'échapper aux forces de répression : selon l'historien Gérard Bouladou, la section locale de l'Armée secrète au Bousquet-d'Orb accueille des réfractaires, et l'on constate également la même situation à Boisset, non loin de Minerve³⁷. Un peu à l'Est, c'est le célèbre maquis Bir-Hakeim qui fait parler de lui dès la fin de l'été 1943 en affrontant les forces allemandes à Douch. Certains groupes communistes apparaissent également comme le maquis FTP du Vernazoubres, qui recrute entre autres dans la population ouvrière du Bousquet-d'Orb. Enfin, à la limite du Tarn et de l'Hérault est basé le fameux Corps-franc de la montagne Noire, dépendant des services secrets britanniques.

Mais l'imminence du Débarquement et de la Libération aiguisent les querelles de pouvoirs et les chefs de la résistance héraultaise vont se déchirer à la veille de la reprise des combats... On se souvient que durant le premier semestre 1944, les formations militaires de la résistance communiste et non-communiste fusionnent pour créer les FFI, destinées à épauler les Alliés pour chasser les Allemands du territoire. En R3, c'est Gilbert de Chambrun qui est placé à leur tête. Décision est prise alors de nommer Gérald Suberville chef FFI de l'Hérault. Tollé général du côté de l'Armée secrète biterroise, comme le raconte Lanet dans ses mémoires ! Celui-ci entretient en effet des rapports compliqués avec Suberville depuis les débuts de la lutte clandestine. Surtout, Gilbert de Chambrun et Gérald Suberville sont des personnalités proches du PCF. Pour Joseph Lanet et Jean Bène, il s'agit d'un véritable coup de force des communistes qui vont, par l'intermédiaire de ces deux personnages, commander à l'ensemble de la résistance locale. Au cours d'une réunion « *fort orageuse*³⁸ », Joseph Lanet raconte qu'il est condamné à mort avec Jean Bène par Gérald Suberville pour refus d'obéissance. La rupture est consommée et les deux responsables, fort de leur mainmise sur la résistance biterroise, décident alors de continuer le combat de façon autonome. Lanet écrit : « *Ainsi le pouvoir de Janvier [le nom de guerre de Suberville] n'était que théorique ; les cadres, les troupes, les armes étaient entre nos mains.*³⁹ » C'est donc en conflit ouvert avec leurs supérieurs hiérarchiques que les membres de l'Armée secrète de l'ouest de l'Hérault préparent les combats de la Libération. Dans cette perspective, les centres de repliement tiennent une place cruciale. Nous avons vu un peu plus haut comment Joseph Lanet avait ordonné à ses subordonnés, dont Jean Girvès, de repérer des sites propices à l'établissement de ces futurs maquis. Il précise dans ses mémoires que trois lieux furent finalement sélectionnés. Le premier est bien sûr celui du hameau de

37 Gérard Bouladou, *L'Hérault dans la Résistance : 1940-1944*, éditions Lacour, 1992, p. 91.

38 Joseph Lanet, *Mémoires de Résistance*, éditions Delatour, 2010, p. 175.

39 *Ibid.*, p. 176.

la Fraise, à Ferrières-Poussarou, qui donnera naissance au maquis Latourette. Il doit accueillir les combattants « *de la région de Narbonne, de Béziers, et du secteur Capestang, Saint-Chinian, ce qui représentait environ une centaine d'hommes⁴⁰* ». Le deuxième centre a été déniché par l'équipe de Nourrigat, le lieutenant de Montagnac. Il est situé dans le hameau de Plaussenous, sur la commune de Vieussan, et doit héberger les résistants des localités situées à l'est de Béziers. Enfin, Lanet précise que ce même Nourrigat prépare l'organisation d'un centre dans les environs de Neffiès, destiné aux Espagnols participant à la lutte. Le chef de la résistance biterroise détaille ensuite la procédure prévue pour déclencher la mobilisation des combattants vers les maquis :

Les centres de repliement ne devaient entrer en fonction qu'au moment où l'alerte serait donnée ou lorsque les opérations engagées dans la région par les éléments d'occupation mettraient en danger les membres de notre organisation.

Il était prévu que chaque chef de secteur recevrait une enveloppe à n'ouvrir qu'au moment des opérations ou dès que l'ordre en serait donné par le chef AS ou le directoire des MUR. Cette enveloppe donnerait l'itinéraire à suivre obligatoirement pour rejoindre des centres de repliement, et les mots de passe pour les agents de liaison chargés de jalonner la route à partir d'un certain point.

Les chefs de secteur devaient désigner des chefs d'équipe par village de préférence, qui recevaient eux aussi une enveloppe du chef de secteur, contenant les instructions pour rejoindre le point de rassemblement où convergeraient toutes les équipes de secteur.

A ces points de convergence, des agents de liaison, moyennant le mot de passe, indiqueraient la dernière portion de route à suivre pour atteindre le point de ralliement.

Il ne reste plus aux résistants héraultais qu'à attendre que les Alliés prennent pied sur le territoire français. Par l'intermédiaire des délégués militaires régionaux (DMR), ceux-ci ont communiqué aux chefs de la résistance intérieure la signification des messages codés qui seront transmis par la radio de Londres. « *A mon commandement, garde à vous* » prévient de l'imminence d'un débarquement sur les côtes françaises ; « *Mathurin aime les épinards* » enjoint de déclencher le plan vert pour saboter les voies ferrées ; enfin « *Il a rougi, le traître* » ordonne de rejoindre les maquis pour commencer la guérilla. Comme le précise Lanet, l'attente est d'autant plus forte que l'on ignore si les Alliés vont débarquer sur les côtes atlantiques ou méditerranéennes : dans un mélange d'angoisse et d'espoir, tous s'interrogent pour savoir si l'Hérault ne va pas être plongé dans le fracas de la guerre ! Aussi, lorsque les résistants biterrois entendent le 1^{er} juin au soir le speaker de

40 *Ibid.*, p. 137.

la radio de Londres proclamer « *A mon commandement, garde à vous* », une réunion est organisée dès le lendemain pour vérifier à nouveau que chacun ait bien assimilé les instructions. Lanet précise que pour des raisons de sécurité, seul un petit nombre de personnes sont mises au courant de la signification des deux prochains messages. Il ajoute :

Pour éviter toute indiscretion et afin d'assurer la sécurité du centre de résistance préalablement organisé, nous avons prévu notamment aux environs de Saint-Chinian pour le centre de résistance Ferrières-Poussarou, deux points de convergence ou de ralliement. L'un à Babeaux-Bouldoux, l'autre à Combejean. A ces endroits, Bacou et ses équipes devaient se trouver et après avoir échangé le mot de passe qui était « Vous avez de belles routes », ils indiquaient le chemin à suivre pour rejoindre le centre de résistance.

Il devait en être de même pour le centre de Plaussenous. Quant aux éléments de Pézenas, ils devaient se concerter avec Fontès de Laurens⁴¹.

Nous avons confirmation de ces directives grâce à un document retrouvé sous le pavage de la maison des Girvès à Puisserguier. Il s'agit d'instructions dactylographiées à destination des membres de l'Armée secrète de Sérignan :

SÉRIGNAN

Partez dès la tombée de la nuit avec votre équipe au point suivant : la sortie de Bouldoux en venant de Babeau.

Itinéraire à suivre : Vendres, Lespignan, Nissan, Poilhes, Caspetang, Quarante, Cruzy, Villespassans, route de Villespassans à Saint-Chinian. Un peu avant d'arriver à Saint-Chinian, prenez à gauche la route de Babeau ; Babeau traversé, prenez la route de Bouldoux. A la sortie de Bouldoux, vous trouverez un agent de liaison. Celui-ci vous dira : « vous n'avez pas de très belles routes ». Vous répondrez : « j'ai perdu le porte-monnaie ». L'agent de liaison vous dira alors ce que vous avez à faire.

RECOMMANDATIONS :

1°) Pour aller au point qui vous est indiqué, évitez toujours les grand'routes (si vous en avez à traverser, prenez des précautions) et les villages importants.

41 *Ibid.*, p. 180.

2°) *Emportez individuellement 3 jours de vivres (plus si vous le pouvez), une couverture, des vêtements solides (de teinte se confondant avec le sol, donc kaki de préférence), et de solides chaussures cloutées. Coiffure : béret.*

3°) *Prenez vos armes, si vous en avez⁴².*

Le bas du document est malheureusement endommagé, nous privant de la lecture de la partie finale du texte. On peut penser que les instructions pour les autres villages sont semblables, puisqu'on a retrouvé sous le pavage de la maison une sorte de brouillon sensiblement identique, où l'emplacement réservé au nom de la commune reste en blanc. Le texte de cette instruction confirme en tout cas les dires de Lanet, même si celui-ci se trompe légèrement sur le contenu de mot de passe. On imagine aisément l'attente fébrile qui s'empare alors des chefs locaux, figés à l'écoute de leur radio. Tous, à commencer par Jean Girvès, se remémorent inlassablement les consignes à exécuter, chacun à son échelon. Malheureusement, cette mécanique bien huilée va subitement dérailler et provoquer un des plus terribles drames de la résistance languedocienne...

42 Ce document a été numérisé par les archives départementales de l'Hérault. Il est disponible en ligne sous la cote 175 PRI 6.

VI. Jean Girvès dans la tourmente du drame de Fontjun

Encore aujourd'hui, l'embuscade de Fontjun et ses tragiques conséquences restent présentes dans les mémoires des différents villages mêlés au drame. Alors que beaucoup d'autres événements de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale dans l'Hérault sont définitivement tombés dans l'oubli, des commémorations du combat sont organisées chaque année. Des prises de parole, des articles de presse rappellent le déroulé des événements et permettent, le temps d'une journée, de mettre en lumière un pan de l'histoire de la Résistance dans notre région. Le résumé de l'affaire tient quant à lui en quelques mots. Le 5 juin est diffusé le message « *Il a rougi, le traître* » qui ordonne aux résistants de rejoindre les centres de repliement. Le lendemain au soir, un convoi part de Capestang pour rejoindre le maquis Latourette au hameau de la Fraise en empruntant la route nationale entre Béziers et Saint-Pons-de-Thomières, au lieu de circuler sur des routes moins fréquentées comme indiqué par les instructions de l'Armée secrète. Peu avant d'arriver à Saint-Chinian, au col de Fontjun, les résistants sont arrêtés par un barrage formé de soldats allemands et le combat s'engage. Certains parviennent à s'échapper, 5 meurent au cours des combats et 18 sont faits prisonniers, tandis que les Allemands comptabilisent également des pertes dans leurs rangs. Le lendemain, les détenus sont fusillés à Béziers, place du champ-de-Mars. Les nazis intensifient la répression en encerclant Capestang le 9 juin pour réquisitionner, au titre du STO, plus de 143 habitants qui sont envoyés en Allemagne, tandis qu'un Capestanais qui tentait de s'enfuir est abattu. Le bilan total de l'affaire de Fontjun est donc de 24 morts côté français, accompagné d'une interrogation lancinante depuis 80 ans : pourquoi ? Ce n'est pas l'objet de notre étude de tenter d'élucider ce mystère. Mais il nous est impératif, à double titre, d'évoquer ce tragique épisode. Tout d'abord, l'embuscade concernait des résistants qui souhaitaient rejoindre le maquis Latourette et constitue donc à l'évidence un élément de son histoire. Ensuite, et peut-être surtout, un acteur de l'affaire, Jean-Baptiste Durand, très engagé pendant des décennies dans la mémoire des combats de Fontjun, accuse implicitement notre personnage d'être responsable du désastre. Nous allons donc tenter de reconstituer le parcours de Jean Girvès durant ces heures tragiques. Pour cela, nous nous appuyerons essentiellement sur quatre témoignages que nous allons confronter les uns aux autres. Il s'agit de ceux de Joseph Lanet, de Georges Girvès, de Jean-Baptiste Durand et de Jean Viste, un résistant du maquis Latourette dont les souvenirs sont recopiés dans les deux brochures parues sur le maquis en 2000 et 2014.

Nous avons quitté les résistants biterrois alors qu'ils venaient de prendre connaissance du message radio les prévenant de l'imminence d'un débarquement allié. Les combattants de l'ombre guettent

alors fébrilement la proclamation des deux prochains messages. Ceux-ci sont diffusés le 5 juin au soir. Selon Georges Girvès, son fils « *dînait à Saint-Chinian* » à ce moment-là. Le colonel écrit : « *A l'émission de 22h15, j'entendais la phrase attendue. Jean l'entendait chez ses hôtes et revenait vers 22h30 en auto. Il faisait aussitôt le tour des villages intéressés et donnait l'ordre de montée au « maquis » pour la nuit suivante. Il gagnait cette nuit-même l'emplacement fixé pour recevoir son monde.* » Penchons-nous maintenant sur les mémoires de Lanet. On y lit qu'après avoir attendu toute la nuit du 5 au 6 juin pour savoir si le débarquement aurait lieu sur les côtes méditerranéennes, le chef de l'Armée secrète décide d'organiser une réunion à Béziers vers midi avec les principaux responsables de la résistance locale, dont Girvès. Il est prévu que celui-ci se rende à Saint-Chinian et qu'il y soit rejoint dans la soirée par Lanet et Bène. Troisième témoignage, celui de Jean Viste. Le résistant semble s'être emmêlé dans les dates puisqu'il explique que les deux messages furent diffusés à la radio de Londres le 4 juin ! Il écrit : « *Le 5 au matin, Latourette arriva à Saint-Chinian [...]. Le soir même je les amenai chez Cabrol Danton, responsable de la résistance à Capestang, où il donna des ordres de rejoindre le maquis dans la soirée du 6. Nous repartîmes avec un chargement d'armes*⁴³. » Enfin dernier récit, mais non des moindres, celui de Jean-Baptiste Durand. Dans un long passage tiré de ses mémoires, il raconte son arrivée à Capestang alors qu'il vient de terminer des opérations des sabotage sur des câbles téléphoniques :

Une jeunesse enthousiaste, prête à tout, inconsciente du danger occupe le trottoir et la cour du domicile de Danton Cabrol, chef de village.[...]

Je parviens à Cabrol qui m'entraîne dans son bureau :

- Calme-toi Jeannot. Cette situation m'insupporte aussi, un contretemps qui n'est pas de mon fait. Un camion qui devait précéder l'arrivée de mes hommes et qui n'arrive pas est à l'origine de ce rassemblement, une fournée de pain qui n'en finit pas de cuire.

-De la foutaise ! Rien ne correspond aux directives départementales qui nous ont été données. C'est de la fantaisie !

- Je vois que tu n'as pas été informé des nouvelles mesures. Nous avons eu une réunion imprévue, informelle la veille dans mon bureau, présidée par Latourette chargé de l'aménagement et de l'organisation de la Base-vie dans les hauts-cantons. Accompagné de deux hommes que je ne connais pas, l'un est resté à bord de la camionnette (Jean Viste), l'autre à ses côtés (Pitman).

Je lui ai demandé où est Durand, il m'a répondu : « il est à l'écoute des messages radio et n'a pu se libérer ».

43 Voir la brochure *HISTOIRE D'UN MAQUIS. Le Maquis Latourette*, Mémoires de Puisserguier, 2014 (première édition 2000), p. 24, disponible aux archives départementales de l'Hérault sous la cote 1 J 1962.

- *Encore de la foutaise. Dans cette situation tendue, mon père me remplace aisément [le père de Jean-Baptiste Durand est également membre de la Résistance]. Latourette s'est tout simplement affranchi de la voie hiérarchique. Je suis le chef de secteur et il a pris une grave décision sans m'en avertir !*

- *Il m'a ensuite demandé de me procurer dès le lendemain une fournée de pain, je lui ai répondu : « en si peu de temps ! ». Sa réponse fut sèche : « c'est impératif ».*

- *Non, Danton, à aucun moment le secteur n'a été contraint de se procurer de quelques manières que ce soit une fournée de pain. [...]*

- *Latourette a poursuivi : « demain un camion se rendra à votre domicile à l'heure H, vos hommes embarqueront. Vous gagnerez l'entrée de Puisserguier où un deuxième camion vous y rejoindra ». [...]* [dans son témoignage audiovisuel, Jean-Baptiste Durand indique que les hommes devaient initialement se retrouver à l'usine de Saint-Joseph, entre Capestang et Puisserguier.]

- *Où sont les armes ?*

- *A l'issue de la réunion, les armes ont été embarquées dans une voiture pour être acheminées sur le lieu de rassemblement ! Il ne reste que quelques mitraillettes Sten, quatre ou cinq dans les mains des tireurs se disant expérimentés.*

- *Cela signifie que c'est un convoi quasiment désarmé et incapable de soutenir un affrontement face à un ennemi éventuel. Nous allons droit au casse-pipe ! [...]*

Dès l'arrivée du premier camion au domicile de Danton, le personnel embarqué dans le camion et dans les deux camionnettes (72 résistants entassés), la fournée de pain récupérée chez M. Fau, je prends la route à destination de Puisserguier à bord de la voiture légère suivi du camion et des deux camionnettes.

Arrivés à l'entrée du village, à hauteur du domicile de Guy Lignon, nous attendons patiemment durant 45 minutes la venue du deuxième camion. Alors que le silence absolu est demandé, l'attente prolongée engendre chuchotements et marmonnements. Un soulagement dès son arrivée. J'en fais la remarque au chauffeur qui, comme le précédent à Capestang, me répond « j'arrive à l'heure qui m'a été fixée » [dans son témoignage audiovisuel, Jean-Baptiste Durand déclare que « les chauffeurs » répondent qu'ils ont suivi les ordres de Girvès]. [...]

Danton à mes côtés accompagné d'Antoine Colombié, de Jean Montagné et de Robert Durand, j'ordonne le départ direction Quarante, Cruzy, Villespassans, Assignan, Coulouma, etc. pour atteindre la partie nord du Pont de Poussarou.

- *Non, me dit Cabrol, nous devons prendre la route de Puisserguier, Cébazan, Saint-Chinian, Pont de Poussarou, lieu de notre rendez-vous. L'itinéraire exigé par Latourette.*

- *Danton, vous vous trompez, là n'est pas le trajet que nous devons emprunter.*

- *Si ! me dit-il.*

- *Sur votre tête, vous en répondez ?*

- *Sur ma vie, j'en réponds, sache que des résistants de Saint-Chinian viendront à notre rencontre, m'a dit Latourette⁴⁴.*

Jean-Baptiste Durand se range alors à l'avis de Danton Cabrol et le convoi s'élanche sur la route nationale... Avant d'évoquer l'embuscade, faisons un premier point sur ces différents témoignages. D'après Jean Viste et Georges Girvès, Jean se trouve à Saint-Chinian la journée du 5. Les deux récits précisent que le soir-même, il redescend en direction des villages de la plaine, s'arrêtant dans plusieurs communes selon Georges Girvès, seulement à Capestang d'après Jean Viste. Les deux témoignages indiquent ensuite que le jeune officier repart en direction de Saint-Chinian, tandis que Lanet explique de son côté que c'est seulement le 6 dans l'après-midi, après avoir assisté à une réunion à Béziers, qu'il rejoint cette commune. Il est tout à fait possible que Lanet ait raison, et que Jean Viste et Georges Girvès se soient trompés. Nous avons vu en effet que des erreurs se sont glissées dans les écrits du premier, tandis que le colonel a rédigé son récit « à chaud » en décembre 1944. Quoi qu'il en soit, malgré leurs contradictions sur les horaires, on observera que les quatre témoignages indiquent clairement que Jean Girvès est descendu de Saint-Chinian vers les communes de la plaine dans la nuit du 5 au 6. Il est tout à fait vraisemblable qu'il ait fait escale à Capestang. Mais a-t-il modifié les ordres relatifs à l'itinéraire à emprunter ? Seul Jean-Baptiste Durand l'affirme. Par contre, Jean Viste écrit lui aussi que l'officier et ses hommes repartent avec un chargement d'armes, sans préciser si celles-ci sont initialement dévolues aux résistants du convoi. Continuons maintenant de confronter les récits. Georges Girvès signale qu'une fois remonté à Saint-Chinian, son fils attendait les combattants venus rejoindre le maquis, tandis que se noue le drame de Fontjun :

Le lendemain soir [le 6 juin], les mouvements prescrits s'exécutaient, mais dans quel désordre et avec quelle imprévoyance ! A Capestang, les boulangers avaient cuit du pain pour trois jours afin d'en munir les partants ; les jeunes gens parcouraient le village aux cris de « Vive de Gaulle ! » ; des camions étaient requis pour effectuer les transports, tandis que les chefs responsables partaient pour la plupart en bicyclette. Or, à Capestang, se trouvaient quelques Allemands, ont-ils été mis au courant par quelque traître ? Ont-ils compris ce dont il s'agissait (ce qui du reste, n'était pas difficile) ? L'affaire n'a jamais été tirée au clair. Ce qui est sûr, c'est que, tandis que certains

44 Jean-Baptiste Durand, *ROCH chef de l'armée secrète en Biterrois*, Éditions CS PROD, 2021, pp. 178 à 182.

éléments parvenaient sans difficultés à Bouldoux où ils étaient pris par Jean et conduits à la Fraise, deux camions allaient connaître près de St-Chinian un tragique destin.

Suit le récit de l'embuscade de Fontjun, et des représailles allemandes. Tournons-nous maintenant vers Lanet. Le chef biterrois raconte qu'il se rend comme prévu à Saint-Chinian le 6 en début de soirée, accompagné de Jean Bène. Dans la commune, les résistants s'activent au grand jour et les premiers volontaires arrivés sont aiguillés vers le hameau de la Fraise. Vers vingt-trois heures, alors que quasiment tous les combattants ont quitté la commune en direction du maquis, ils ne sont plus que quatre membres de l'Armée secrète à Saint-Chinian, dont Lanet et son cousin Bourdel. Alors qu'ils s'appêtent à partir à leur tour rejoindre leurs camarades, le bourg est investi par les Allemands. Ce n'est qu'après une nuit d'angoisse, cachés dans la maison de Bourdel, que les quatre hommes finissent par s'échapper jusqu'au hameau de la Fraise. Sur le chemin, ils rencontrent un rescapé de Fontjun qui les met au courant du drame. Ils rejoignent enfin le maquis où ils retrouvent « *le père Durand, Bène, Latourette, Pitman en train de recenser les hommes et d'organiser notre troupe assez hétéroclite il faut le dire*⁴⁵ ». Ce témoignage est corroboré par celui de Jean Viste, au détail près... que celui-ci explique s'être réfugié avec Lanet dans la maison de son cousin Bourdel, et que c'est en leur compagnie qu'il rejoint le hameau de la Fraise ! Lanet ne mentionne pas sa présence mais plutôt celle de « *Rouanet*⁴⁶ ». Jean Viste aurait-il menti ? Il semble plus probable que lors de la rédaction de ses mémoires plusieurs décennies après les faits, Lanet ait fait erreur quant à l'identité d'un protagoniste. Quoi qu'il en soit, on constate que dans ce récit (comme dans celui de Viste), Jean Girvès est mentionné en train d'accueillir les volontaires au maquis. Dernier témoignage, celui de Jean-Baptiste Durand. Nous l'avons quitté alors que le convoi s'élançait sur la nationale en direction de Saint-Chinian. Conduisant une « *voiture légère* », il ouvre la route au convoi, composé de deux camions. Il écrit : « *Nous traversons Cébazan, puis passé le Col de Fontjun, ce ne sont pas les résistants annoncés par Latourette mais des soldats allemands en embuscade qui nous attendent*⁴⁷ » ! Jean-Baptiste Durand raconte alors avoir forcé le barrage et réussi à s'échapper, tandis que les Allemands engagent le combat avec les camions qui le suivent. Durand et les autres membres de la voiture s'arrêtent un peu plus loin, tirent quelques rafales de mitraillette pour faire croire aux soldats ennemis qu'ils sont pris à revers, tout en ne croyant guère à l'efficacité de ce procédé (« *C'était moral* », déclare-t-il dans son témoignage audiovisuel). Il explique ensuite avoir traversé Saint-Chinian, sans rencontrer « *les résistants annoncés par*

45 Joseph Lanet, *Mémoires de Résistance*, éditions Delatour, 2010, p. 187.

46 *Ibid.*, p. 184.

47 Jean-Baptiste Durand, *ROCH chef de l'armée secrète en Biterrois*, Éditions CS PROD, 2021, p. 183.

Latourette à Danton Cabrol ». L'équipage de la voiture continue sa route mais le véhicule tombe en panne, et le petit groupe rejoint le lieu de rassemblement à pied. Voici la suite du récit :

« Seul un bruit insolite, un froissement rompt le silence de la nuit. J'interpelle à haute voix : « je suis votre contact » et lance le mot de passe : « Pouvez-vous m'indiquer la route que j'ai perdue ? »

Apparaît avec prudence « François Tabouriech » [...].

Brièvement, je lui fais le récit de la situation. Il m'indique la route pour parvenir au point P.

Pas d'interpellation pendant le parcours. Arrivés à destination, aucune sommation !

Nous sommes en pays conquis ! Très fort, je crie : « Qui commande ici ? ».

Latourette apparaît, étonné de ma présence, et surpris de notre arrivée sans suite. Il m'interroge : « Quel itinéraire avez-vous emprunté » ? Je lui réponds : « Le tien, celui que tu as imposé à Danton Cabrol : Capestang, Puisserguier, Cébazan, Saint-Chinian, Ferrières-Poussarou (Hameau de La Fraise) ».

Je lui fais un récit succinct de notre mésaventure et lui fais part de notre étonnement de nous avoir dissociés du village de Capestang. Mon pourquoi reste sans réponse.

« Aucun de tes résistants n'est venu à notre rencontre ».

Sans un mot, sans la moindre compassion, il me conduit à l'intérieur du bâtiment.

Jean Bène, dit « Garaud », grand responsable de la résistance du département de l'Hérault, chef départemental des Mouvements Unis de la Résistance (MUR) est là et me demande de lui exposer notre accrochage avec les Allemands. Il y a de la tristesse sur le visage de cet homme, de la compassion. Il analyse rapidement la situation : « Allez vous reposez ! Plus tard vous me mettez noir sur blanc ce que vous venez de me dire ». Le 7 au soir, je lui remets mon rapport et attire tout particulièrement son attention sur les mesures prises par Latourette d'isoler Capestang. Sans mon intervention providentielle, imprévue au domicile de Danton Cabrol, seul Capestang serait tombée dans l'embuscade tendue par les Allemands ; alors que les résistants de Poilhes, Montady, Maureilhan, Colombiers et Nissan, rassemblés à l'usine Saint-Joseph, attendent la venue des camions qui les conduiront au point P, lieu de rassemblement des forces Vives de la résistance du département de l'Hérault. Cette situation dont je fais état dans mes récits aurait pleinement satisfait le Docteur Mitchell, responsable du STO qui, à la question posée par Mademoiselle Salazar au restaurant le Richelieu, a répondu « Capestang, Petite Russie » [Jean-Baptiste Durand fait ici référence à une anecdote qu'il mentionne plus loin et dans laquelle le docteur Mitchell explique que les repréailles ont eu lieu à Capestang car ce village était réputé être un bastion communiste]. Mon rapport disparaît mystérieusement, nous dit Lanet dans son livre « Mémoires de Résistants ».

Sorti du bâtiment, je suggère à Latourette de rassembler quelques hommes, nous compris, et de descendre sur Saint-Chinian où nous avons des amis résistants ; sur place nous serons en mesure de déterminer l'assistance que nous pourrions apporter à nos camarades d'infortune. La réponse est non, un non sans appel qui me laisse sans voix, dépité.

Ce n'est pas l'ami, le compagnon, qui m'a répondu, mais le Saint-Cyrien droit dans ses bottes. Henri Béziat, stupéfié, me dit à voix basse : « ça alors ! ».

Mon initiative aurait sans que nous le sachions permis de libérer les 18 prisonniers résistants confiés à la gendarmerie de Saint-Chinian.⁴⁸

Un peu plus loin, Jean-Baptiste Durand revient sur ses rapports avec Jean Girvès :

Dans les mois précédents, nous avons avec Latourette organisé et satisfait à des opérations importantes, difficiles, risquées mais réussies.

Nous avons le même objectif, nous allons dans la même direction, mais nous n'empruntons pas le même trottoir.

Dans le cas qui nous occupe, les positions prises par Latourette ne sont pas les miennes. [...] l'itinéraire emprunté ce soir-là n'était pas celui prévu initialement par Poitevin Franck [le supérieur hiérarchique de Durand dans l'Armée secrète] mais bien celui déterminé par Latourette ou celui qui fut indiqué par les autorités. [...] Il est à retenir qu'aucune observation, réprimande de quelques manières que ce soit, à aucun moment et d'où qu'elles viennent, ne m'ont été faites par les hautes autorités concernant l'itinéraire emprunté.⁴⁹

Outre les témoignages des acteurs impliqués dans le drame, il est également intéressant de se pencher sur les écrits des différents historiens ayant étudié Fontjun. En 1997, Joël Bonaric, un étudiant de l'Institut d'études politiques de Grenoble, rédige un mémoire d'une cinquantaine de pages intitulé *Fontjun 6 juin 1944. Une page de la Résistance dans le secteur Béziers-Saint-Pons*⁵⁰. Ayant eu la chance de rencontrer certains survivants de l'embuscade – dont Jean-Baptiste Durand –, il a tenté de reconstituer le déroulé du drame. A aucun moment dans son étude, il ne met en cause Jean Girvès. Par contre, d'autres raisons expliquant le drame sont avancées. Il signale par exemple l'existence d'un appel téléphonique de Capestang vers l'hôtel du Midi à Béziers, lieu de résidence des Allemands. C'est peut-être Jean-Baptiste Durand qui lui a donné cette information, car lui-

48 Jean-Baptiste Durand, *ROCH chef de l'armée secrète en Biterrois*, Éditions CS PROD, 2021, pp 187 et 188.

49 *Ibid.*, p. 191.

50 Joël Bonaric, *Fontjun 6 juin 1944. Une page de la Résistance dans le secteur Béziers-Saint-Pons*, IEP de Grenoble, 1990.

même évoque cet épisode dans ses mémoires en expliquant que c'est une de ses agents, employée au central téléphonique, qui a retrouvé la fiche de cet appel. Toujours selon Durand, la communication fut émise depuis un garage de Capestang où de nombreux habitants venaient profiter du fait que cet établissement était équipé du téléphone, encore rare à cette époque. Les propriétaires furent incapables par la suite de se souvenir de l'identité des personnes venues téléphoner au garage ce soir-là. Si délation il y eut, celle-ci a évidemment été facilitée par l'absence de discrétion des résistants en partance pour le maquis – aspect évoqué par tous les protagonistes de l'affaire – ainsi que par le retard accumulé. Autre point évoqué par Joël Bonaric, celui de l'arrestation d'une voiture et de ses occupants allemands par les résistants locaux à Capestang. Les soldats ennemis sont immédiatement faits prisonniers mais parviennent à s'échapper. Ce sont peut-être eux qui ont donné l'alerte, si l'on s'en tient bien entendu à la thèse prétendant que le barrage allemand attendait le convoi, et que la rencontre n'était donc pas fortuite. Curieusement, l'épisode des Allemands évadés n'est pas mentionné dans les mémoires de Durand. Parmi toutes ces hypothèses, aucune n'évoque en tout cas le rôle de Jean Girvès et de ses ordres relatifs au changement d'itinéraire. Pourtant, l'étudiant a interrogé Jean-Baptiste Durand. Joël Bonaric a-t-il refusé de répéter les accusations du rescapé de Fontjun envers Jean Girvès, ou bien Durand s'est-il tu ? Si l'on se penche maintenant sur le passage que consacre Gérard Bouladou à l'embuscade de Fontjun dans sa somme *Les maquis du massif central méridional*⁵¹, on constate que lui aussi ne met pas en cause l'officier devenu chef de maquis. A aucun moment, il n'indique en effet que Jean Girvès a ordonné de changer l'itinéraire du convoi.

Le monument commémoratif de Fontjun.

Photo Fagairolles 34



51 Gérard Bouladou, *Les maquis du massif central méridional 1943-1944*, famille Bouladou, 2001 (première édition 1975), pp. 476 et 477.

Concluons. Parmi tous les récits ou études relatifs à l’embuscade de Fontjun, un seul, celui de Jean-Baptiste Durand, accuse notre personnage d’être à l’origine du drame. Les autres n’accordent pas, même implicitement, la moindre responsabilité à l’officier. Où se situe la vérité ? Rien ne nous permet d’être convaincu par le témoignage de Durand, mais rien ne nous permet également de l’infirmier. Fontjun reste pour cet homme un mystère – « *ce n’est pas net* », énonce-t-il dans l’enregistrement audiovisuel. Lorsqu’il évoque la responsabilité de Girvès, il glisse : « *Je ne vais pas attaquer Latourette, il n’est pas là, ce n’est pas mon rôle. C’est aux gens de le voir en lisant le livre [ses mémoires] et de se rendre compte* ». Lorsque cet entretien est enregistré, plus de soixante-seize ans après les faits, l’homme livre-t-il ses derniers secrets ou bien profite-t-il au contraire d’être un des derniers survivants – qui plus est le gardien quasi-officiel de la mémoire de Fontjun – pour régler de vieilles querelles d’ego ? C’est ce qu’affirme la nièce de l’officier. De même, on pourrait par ailleurs pointer certaines faiblesses du témoignage de Durand, parfois assez confus. Pourquoi affirme-t-il que Lanet écrit dans ses mémoires que son rapport a disparu, alors qu’il est juste indiqué dans une note de bas de page, ajouté par les éditeurs du manuscrit, que « *les témoignages de Durand et Colombié [un autre rescapé de Fontjun] n’ont pas été transcrits par Lanet*⁵² » ? On pourrait aussi l’accuser de dresser un portrait peu objectif de Jean Girvès, qu’il est bien le seul à présenter comme un personnage foncièrement antipathique. De même, quelles raisons auraient amené l’officier à commettre un acte aussi abominable ? Durand livre une piste : l’anticommunisme de l’officier l’aurait poussé à faire en sorte que seulement les résistants de Capestang, bastion de « rouges », tombent dans l’embuscade. S’il est tout à fait vraisemblable que Jean Girvès ne portait pas les communistes dans son cœur, l’imaginer manigancer une telle infamie participe d’un tout autre registre...

Par ailleurs, l’accusation selon laquelle les résistants du convoi auraient été volontairement désarmés par l’officier peut être contredite par d’autres versions, à commencer par celle de Joël Bonaric. Autre éventualité, Jean Girvès serait un vulgaire « mouchard » des Allemands. Chantage, argent, il ne manque jamais de raisons de trahir, et la Résistance n’a hélas pas échappé à la règle. Mais nous n’avons aucun élément à avancer. La dernière hypothèse pourrait être l’erreur involontaire. Dans le bouillonnement de ces journées troubles, le jeune homme de 24 ans aurait pu négliger d’appliquer à la lettre les instructions données, ou bien les modifier par mégarde, et provoquer la terrible catastrophe. Mais pour tous ces scénarios, nous ne possédons pas l’ombre d’une preuve. Seul le témoignage de Jean-Baptiste Durand accable en réalité Jean Girvès. Il ne nous revient pas de déterminer la véracité des propos de cet homme. Mais nous nous en tiendrons en revanche au fameux adage latin « *Testis unus, testis nullus* » (témoin unique, témoin nul). Un

52 Joseph Lanet, *Mémoires de Résistance*, éditions Delatour, 2010, p. 187.

témoignage sans preuve ne suffit pas à accuser un homme. Encore aujourd'hui, personne ne peut affirmer avec certitude pourquoi le convoi de résistants héraultais a subitement changé d'itinéraire ce soir du 6 juin 1944...

VII. Chef de maquis à vingt-quatre ans !

En bon Saint-Cyrien, Jean Girvès n'ignorait certainement pas le célèbre adage de Napoléon : « *Malheur au général qui arrive au combat avec un système !* ». Le lieutenant a peut-être médité ce vieux précepte durant les journées tourmentées qui ont suivi la montée à Ferrières-Poussarou, si tant est qu'il en ait eu le loisir. Alors que l'organisation du maquis du hameau de la Fraise avait été minutieusement préparée depuis des mois par les responsables de l'Armée secrète, les combattants du Biterrois sont obligés de bouleverser leurs plans. Durant les deux mois qui vont suivre, c'est en effet plus de cinq lieux différents que Jean Girvès et ses hommes devront occuper !

Dès le lendemain du drame de Fontjun, de gros nuages noirs s'amoncellent au-dessus des nouveaux maquisards, comme en témoigne le récit de Georges Girvès : « *Ce soir du 7 juin, vers 23 heures, tandis que nous étions assis sur notre terrasse, nous voyions passer de gros camions allemands se dirigeant sur St-Chinian. Ces camions étaient bourrés de soldats en tenue de campagne. Nul doute qu'ils avaient pour mission d'attaquer et de détruire le « maquis » de Jean. Quelle nuit d'épouvante nous avons passée !* » Par chance, Georges Girvès raconte qu'une infirmière de la Croix-Rouge qui bénéficie de laisser-passer (Mme du Noday, selon Lanet) quitte Béziers en empruntant des routes détournées pour avertir les résistants de l'arrivée de la colonne allemande. Là encore, les versions diffèrent : selon Georges Girvès et Joseph Lanet, c'est dans la nuit du 7 au 8 juin que les maquisards déménagent ; d'après Gérard Bouladou, ce serait la nuit suivante ; Jean Viste, quant à lui, explique que c'est l'infirmière Claire Mauriac (la fille de l'écrivain, selon Lanet) qui est venue prévenir les résistants au « *troisième jour*⁵³ » ; le récit de Joël Bonaric, enfin, comporte lui de nombreuses anomalies car il précise par exemple que Mme du Noday était accompagnée de « *Mlle Maurras, fille du leader de l'Action Française*⁵⁴ »... lequel n'a jamais eu d'enfant ! Parmi toutes ces versions, celles de Georges Girvès et de Joseph Lanet nous semblent les plus vraisemblables, ne serait-ce que parce qu'elles racontent toutes les deux la même chose. Quoiqu'il en soit, tous s'accordent pour affirmer que le maquis s'est replié dans le hameau d'Euzède, situé à quelques kilomètres, sur la commune de Riols. Notons au passage que c'est à ce moment-là que s'interrompent les mémoires de Joseph Lanet ; néanmoins, grâce à des notes laissées par l'homme politique, un épilogue retraçant son action jusqu'à la libération de Béziers a été rédigé. Les résistants vont rester dans leur nouveau camp une bonne dizaine de jours (les dates variant là aussi selon les témoignages ou les études). C'est une fois installés à Euzède qu'il est décidé, au vu de la

53 Voir la brochure *HISTOIRE D'UN MAQUIS. Le Maquis Latourette*, Mémoires de Puisserguier, 2014 (première édition 2000), p. 25, disponible aux archives départementales de l'Hérault sous la cote 1 J 1962.

54 Joël Bonaric, *Fontjun 6 juin 1944. Une page de la Résistance dans le secteur Béziers-Saint-Pons*, IEP de Grenoble, 1990, p. 48.

situation militaire, de libérer les maquisards qui ne sont pas « grillés » et qui peuvent donc regagner sans risque leur domicile. D'après Gérard Bouladou, Jean Bène s'est rendu à Lunas le 20 juin rencontrer le délégué militaire régional, Lucien Cambas. C'est après discussion avec ce responsable que la décision est prise. Toujours selon l'historien, les principaux chefs de la résistance locale, dont Lanet et Bène, quittent également le maquis pour continuer à diriger l'Armée secrète dans les villes. Cet épisode s'inscrit dans un mouvement national beaucoup plus large, initié par le commandant en chef des FFI, le général Koenig. Devant l'échec de l'insurrection généralisée, celui-ci ordonne, quelques jours après le Débarquement de Normandie, de freiner au maximum la guérilla et d'éviter les gros rassemblements. Voici ce qu'écrit Gérard Bouladou sur la réorganisation du maquis Latourette après ces directives :

Le 22 juin, « Bene » passe le commandement à Girvès qui prend comme adjoint Farina (Deniort). Au camp même, ne restent que 24 hommes mais bien armés (11 mitraillettes, 13 fusils, sans compter 11 pistolets, 69 grenades, 12 Gammon et avec une mitrailleuse browning comme arme collective). Les hommes s'instruisent au maniement des fusils « canadiens » et des mitraillettes. Pitman doit faire la liaison avec l'extérieur. Le ravitaillement au début est assez maigre⁵⁵.

Sur ce dernier point, Jean Viste indique que le maquis est approvisionné par les équipes d'Emile Fontès, le chef de l'Armée secrète à Saint-Pons-de-Thomières. Le résistant mentionne par ailleurs un curieux épisode qui serait arrivé durant ces quelques jours passés à Euzières : deux gendarmes à vélo, passant à proximité des lieux, auraient été capturés puis relâchés une heure plus tard, sur ordre de Girvès qui leur aurait fait promettre de se taire et de renseigner les résistants en cas de danger, sous peine d'être exécutés. Mais comme l'écrit Jean Viste : « *L'adjudant de gendarmerie de Saint Pons était pour les Allemands. Suite à sa dénonciation, les propriétaires de la ferme du col de Serrières, favorables à notre cause, furent fusillés, la ferme brûlée et quelques résistants furent également fusillés. En août, l'adjudant fut tué sur un ordre de la Résistance⁵⁶.* » Là encore, le témoignage du résistant paraît pour le moins incomplet. Si la tragédie de la ferme du col de Serrières le 15 juin est bien attestée, il semblerait, d'après Gérard Bouladou, que les Allemands étaient à la recherche d'éléments du Corps-franc de la montagne Noire. De plus, toujours selon l'historien, le gendarme collaborateur (qui aurait participé à l'arrestation de de Lattre de Tassigny à Saint-Pons-de-Thomières en 1942) est assassiné par des résistants FTP, non pas en août, mais le 10

55 Gérard Bouladou, *Les maquis du massif central méridional 1943-1944*, famille Bouladou, 2001 (première édition 1975), p. 477.

56 Voir la brochure *HISTOIRE D'UN MAQUIS. Le Maquis Latourette*, Mémoires de Puisserguier, 2014 (première édition 2000), p. 26, disponible aux archives départementales de l'Hérault sous la cote 1 J 1962.

juillet. Jean Viste explique que c'est suite à cette tragédie, dans la nuit du 25 au 26 juin, que le maquis Latourette déménage une fois encore d'une poignée de kilomètres jusqu'à la ferme de Rouviols (ou Rouvials), évitant de quelques heures l'affrontement avec une colonne allemande se dirigeant vers Euzède. Selon Gérard Bouladou, c'est après l'arrestation d'un agent de liaison nommé Ducret, et face aux craintes que les hommes qui ont quitté le maquis n'en révèlent l'emplacement, que le départ vers Rouviols est décidé. La ferme est atteinte le 22 juin au petit matin, date qui est également mentionnée par le récit de Georges Girvès. Il est à noter que ce secteur fut également occupé par le maquis FTP Jean Grandel avant de l'être par Latourette et ses hommes. Après ces terribles jours d'angoisse et de désillusions, Jean Girvès et ses hommes vont pouvoir enfin souffler un peu. Ils resteront en effet à Rouviols jusqu'à la fin juillet et le maquis va progressivement monter en puissance tout au long du mois.

Cela se traduit dès le 7 juillet par un événement d'une importance capitale pour notre personnage : au cours d'une réunion à la Salvetat-sur-Agout avec les principaux chefs de la résistance locale, il est nommé responsable des maquis du nord-ouest de l'Hérault ! Cette promotion est évoquée rapidement par Gérard Bouladou, mais aussi plus longuement par Patrick Néolas dans son ouvrage sur la Résistance dans les hauts cantons de l'Hérault⁵⁷. L'historien explique qu'une entrevue a lieu le 7 juillet à la Salvetat-sur-Agout et aboutit à cette nomination. Girvès commande alors, au moins théoriquement, les maquis FTP « Valentin » et « Benjamin ». La contrepartie de cette autorité est bien évidemment que les armes parachutées soient distribuées aux combattants communistes. Patrick Néolas précise qu'un rapport, écrit par Pitman (un adjoint de Girvès) le 15 novembre 1944, donne le détail des troupes placées sous les ordres de Latourette. Outre les deux maquis déjà cités, s'y ajoutent « le CFMN Bacquié » et le maquis de Saint-Vincent d'Olargues, portant l'effectif total sous les ordres de Girvès à plus de 623 hommes ! Ce nombre doit néanmoins être appréhendé avec prudence, compte-tenu de la difficulté d'évaluer précisément la composition de chaque groupe. Quels sont les deux derniers maquis ? Le CFMN Bacqué est un groupe de résistants issu de l'éparpillement du Corps-franc de la montagne Noire après l'assaut allemand du 20 juillet. Le maquis de Saint-Vincent d'Olargues est quant à lui un groupe d'une cinquantaine de résistants, lequel nous précise Gérard Bouladou, a d'abord été mis sous surveillance par Lanet. En effet, le maquis fut fondé « *sur l'initiative d'un réfugié d'Agde, mais qui n'a pas de véritable chef militaire et se livre à des réquisitions*⁵⁸ ». Enfin, le même Gérard Bouladou précise que d'autres résistants issus du CFMN, réunis dans le peloton Sicard, se sont eux aussi placés sous les ordres de Jean Girvès. Un mois après son arrivée à Rouviols, le maquis déménage une dernière fois en

57 Patrick Néolas, *La Résistance dans les Hauts Cantons Héraultais*, 1995, p. 60.

58 Gérard Bouladou, *Les maquis du massif central méridional 1943-1944*, famille Bouladou, 2001 (première édition 1975), p. 478.

direction des ruines du château des Syères, sur le plateau du Somail. Nous épargnerons au lecteur les versions contradictoires quant aux dates du déplacement, et retiendrons simplement que celui-ci a lieu vers la fin du mois de juillet. Notons que Georges Girvès indique que le maquis stationne quelques jours au lieu-dit Estrepas, à Fraïsse-sur-Agout, avant de rejoindre le château. Toujours est-il qu'alors qu'il y a encore quelques semaines seulement, Jean Girvès ne dirigeait pas plus que quelques dizaines de combattants traqués par les Allemands, voici le jeune officier devenu maintenant un grand chef de la Résistance, commandant théoriquement à plusieurs centaines d'hommes ! Avant d'étudier les combats des maquisards au moment de la débâcle allemande d'août 1944, arrêtons-nous quelques instants pour étudier la vie du maquis Latourette et de son chef au cours de ces semaines de clandestinité.

Tous les travaux soulignent combien, loin de l'image flamboyante du combattant béret vissé sur la tête et mitraillette en bandoulière, les questions matérielles furent obsédantes pour les maquisards des quatre coins de France. Jean Girvès et ses hommes ne firent pas exception à la règle. Malheureusement, nos sources sont assez maigres pour étudier cet aspect. La plus intéressante est sans conteste la correspondance entretenue par notre personnage avec ses parents. De celle-ci n'a été conservée que la partie émise par le premier. Il s'agit de documents comme tous les historiens de la Résistance en rêvent, car ils permettent de plonger au cœur de la vie quotidienne d'un maquisard, un aspect parfois négligé et peu mis en avant par les principaux intéressés. On est frappé à sa lecture par la prédominance des thèmes matériels. Une bonne partie de la première lettre conservée de Jean Girvès, datée du 20 juin, est ainsi consacrée... à son linge, qu'il fait expédier jusqu'à Puisserguier pour que sa mère puisse le laver ! Jean Girvès communique avec ses parents par l'intermédiaire d'agents de liaison qui se rendent fréquemment dans la plaine, ce que confirment les écrits de son père : « *Mais que de va et vient dans notre maison ! Médecin et infirmière s'arrêtaient invariablement chez nous [Georges Girvès porte assistance à des blessés de Fontjun] ; des agents de liaison du « maquis » de Jean en faisaient autant... et toujours des autos et des motos qui stoppaient juste en face de notre terrasse.* » Dans une autre de ses lettres, Jean précise à ses parents comment transmettre leurs missives et autres colis : la lettre est difficilement déchiffrable, mais il semble que l'officier donne des noms d'agents de liaison et fasse également mention « *du garde forestier du Cabaretou*⁵⁹ ». La durée de transmission des lettres est très longue au début (jusqu'à douze jours) et se raccourcit ensuite, signe qu'une organisation bien rodée se met en place. Leur lecture laisse à penser que le jeune homme cherche à rassurer ses parents. L'expression « *Tout va bien* » revient à de nombreuses reprises, et il indique que le moral est excellent, et le ravitaillement

59 Tous les extraits des lettres de Jean Girvès adressées à ses parents depuis le maquis et l'Allemagne sont issus des documents numérisés par les archives départementales de l'Hérault et disponibles en ligne sous la cote 175 PRI 8.

impeccable. L'officier fait parvenir des cartes d'alimentation à Puisserguier, signe qu'elles sont abondantes au maquis. Il précise également de ne pas lui envoyer de cigarettes car « *moi, j'en ai tant que j'en veux* ». Dans ses premières lettres, jusqu'à la mi-juillet, il ne cache pas son impatience face à la lenteur de la progression des Alliés qui piétinent jusqu'à fin juillet en Normandie. Face à l'avancée des troupes sur le front de l'Est, il accuse même les Allemands de chantage au danger communiste, ce qui prouve au passage que Jean Girvès fait passer la victoire contre l'Allemagne nazie avant la lutte contre le communisme, contrairement aux accusations implicites de Jean-Baptiste Durand !

Le temps est long en ce début de mois de juillet, comme en témoigne cette lettre datée du 15 :

Mes chers parents,

Stylo en panne... heureusement il y a le crayon.

Quoi de neuf ? Rien. On attend. Et, entre nous, on commence à trouver que ça dure un tout petit peu. S'il n'y avait pas les Russes, je crois qu'on en aurait pour un petit nombre d'années.

D'un autre côté, nous venons d'être rééquipés, réarmés... nous représentons maintenant une puissance de feu imposante.

Santé bonne, ravitaillement abondant quoi que peu varié, moral toujours excellent. Je compte toujours me débrouiller pour vous voir. Mais ça n'est pas très commode.

Reçu votre dernière lettre, où vous me demandez des nouvelles. Je fais ce que je peux, mais les liaisons ne sont pas d'une régularité absolue.

Je n'ai pas encore reçu la carte d'Europe. Il me tarde de la voir.

Quelles possibilités aurez-vous pour m'envoyer pernod et fine ? Nous en manquons fort, et ça distrait agréablement.

Bref, tout va toujours très bien. N'oubliez pas la carte, pastis et cognac.

De bons baisers à tous,

Jean

P.S. : J'ai trouvé 3 partenaires pour jouer au bridge !!!

Dans cette lettre, Jean fait mention de son souhait de rendre visite à ses parents. Dans une lettre précédente, déjà, il avait demandé si son père venait toujours aux Magnagues vers 11h afin de le rencontrer. Il y parvient le 22 juillet, comme nous le raconte Georges Girvès :

Receur le 20/6/66 -

Mes chers parents.

Les événements dardent un peu... mais le monde est en grand min.

Comme je risquais, d'ici peu d'avoir à m'éloigner un peu plus (pas trop cependant de vous) je profite de ce qu'un agent de liaison doit passer dans les casiers pour lui remettre un petit mot pour vous.

Rien de bien neuf ici - Merci pour les conserves. Elles me servent d'un grand secours (quoique notre rationnement soit vraiment impeccable).

Une seule difficulté: lever mon lit. Vos secours d'ici qq. temps à domicile, à Calès, à p. de Jaramilla et les marchandises sales - Maman n'a eu qu'à lui donner immédiatement à cette dame habi, à Calès etc... - Puis elle fait la vaisselle et le rangement au suivant.

Comment allez-vous? don. moi: 1. lettre complète, que je sache un peu ce que vous devenez.

Les événements évoluent et avec bonne chance. Tout va bien -

J'vous embrasse tous, avec Galzy, Mimie et Tofa

Jean

Première lettre adressée par Jean Girvès à ses parents depuis le maquis.

Archives départementales de l'Hérault, 175 PRI 8 (en ligne)

Enfin, le 22 juillet (c'était un samedi), il a abandonné son maquis pour 48 h et est venu nous voir à Puisserguier. Il m'avait fait prévenir qu'il se rendait directement aux Magnagues ; j'allais l'y retrouver avec sa mère vers 17h ; nous rentrions à Puisserguier par des chemins détournés ; il passa avec nous tout son dimanche, sans sortir et repartit le lundi 24 vers 16h, en moto comme il était venu.

Dans une lettre datée du 28 juillet, Jean Girvès précise en effet qu'il est muni d'une moto. Mais curieusement, il ne fait pas mention de sa récente visite. Néanmoins, le ton change à partir de cette date. Dans ses lettres, l'officier indique qu'il a beaucoup de travail et n'a guère le temps de penser à autre chose. Il doit entre autres régler des problèmes de carburant lié à la motorisation du maquis. On sent que celui-ci est devenu un groupement important. Dans la dernière missive qui nous soit parvenue, non datée, il écrit : « *Tout va toujours très bien, je dirais même de mieux en mieux. Je suis en passe de devenir un grand chef... ça en devient impressionnant.* » Que nous disent les autres sources sur la vie au maquis Latourette durant ces éprouvantes semaines ? Bien peu de choses en vérité. Georges Girvès évoque les gendarmes et les Anglo-Américains qui ont rejoint le maquis, ces derniers ayant été parachutés. Nous y reviendrons. Notons tout de même que, non sans fierté, il écrit : « *Il paraît que Jean a eu jusqu'à deux douzaines d'officiers à sa table. On lui avait donné, du reste, le commandement de plusieurs « maquis » et il avait été nommé capitaine.* » Jean-Baptiste Durand rédige pour sa part quelques lignes sur la vie quotidienne durant les premiers jours du maquis, mais celles-ci semblent trop empreintes de ressentiment envers ses chefs pour ne pas être appréhendées avec prudence :

Nous dormons à même le sol sans couverture, sans abri à la merci d'un gros orage qui aurait raison de notre commando. Notre doyen Pierre Durand, âgé de cinquante-quatre ans, maintes fois cité, ne bénéficiera d'aucune faveur. Je ne peux me satisfaire de cette situation aussi ubuesque que calamiteuse. J'ai besoin d'une respiration, j'ai besoin d'autorité, d'organisation, d'action. J'ai soif de responsabilité.

Le 21 juin 1944, Joseph Lanet me libère de mes fonctions.⁶⁰

Jean-Baptiste Durand quitte alors l'Hérault pour les Pyrénées-Orientales où il va continuer d'œuvrer pour la Résistance. Nous le retrouverons au moment de la Libération. Jean Viste est pour sa part peu prolixe sur le déroulement de ses journées au maquis. Par contre, il évoque plus longuement les actions menées par les résistants. Quelles furent-elles exactement ?

⁶⁰ Jean-Baptiste Durand, *ROCH chef de l'armée secrète en Biterrois*, Éditions CS PROD, 2021, p. 201.

Il semble que jusqu'au début du mois d'août, Jean Girvès et ses hommes ne se livrèrent pas à des actions armées contre l'occupant. Par contre, des actions de sabotage sont menées par les maquisards. Gérard Bouladou en cite deux : le 15 juillet, un déraillement est provoqué au tunnel de la Fenille, puis deux jours plus tard, c'est entre Prémian et Saint-Étienne d'Albagnan que le trafic est interrompu. Mais c'est surtout la réception des parachutages qui est au cœur des préoccupations des maquisards. Toujours d'après Bouladou, plus de six largages sont réussis entre le 11 juillet et le 17 août. Sont ainsi réceptionnés « *12 hommes, 89 containers, 82 paquets tombés au sol*⁶¹ ». Les parachutages sont effectués sur deux terrains, « Limaçon » (appelée parfois « L'Infirmes »), puis dans un second temps « Caracol ». Limaçon est le terrain de parachutage qui avait été prévu lors de l'organisation du centre de repliement du hameau de la Fraise. Bien que celui-ci fut rapidement abandonné, la zone de largage fut, elle, conservée pendant plusieurs semaines avant d'être transférée à Caracol, situé non loin du château des Sièyres. Bouladou précise qu'à partir du 29 juin, une équipe de réception des parachutages est en poste tous les soirs. Le 12 juillet, est larguée une équipe radio composée de deux ou trois hommes, selon les versions. Jean Viste raconte cet épisode : « *Le capitaine de frégate de Kervarec et son radio furent parachutés. Nous installâmes le radio dans une bergerie, au-dessus de la Jante et de Kervarec chez Emile Fontès. Celui-ci le fit diriger sur Sète.*⁶² » Le second parachutage humain a lieu beaucoup plus tard, le 16 août, et concerne un commando anglais de neuf hommes dont quatre officiers. Selon Jean Viste, ces soldats sont ensuite acheminés jusqu'au maquis Bir-Hakeim. Quelques jours auparavant, le maquis Latourette venait de subir ses premiers accrochages avec les Allemands. Tous les récits et études mentionnent un épisode début août où une camionnette, conduite par Jean Viste et partie récupérer des armes à Saint-Étienne-d'Albagnan, tombe sur des véhicules allemands à l'entrée de Riols. Sur les cinq occupants du véhicule, deux parviennent à s'échapper et les trois autres sont pris et fusillés « *près de Toulouse*⁶³ ». Curieusement, le seul à ne pas relater cet épisode est... Jean Viste ! En revanche, une seule source, mais pas des moindres, mentionne un combat qui se serait déroulé quatre jours auparavant au col des Usclats. Le document en question n'est autre que l'attribution de la croix de guerre à titre posthume décernée en juin 1945 par le général Zeller à « *Lucien Charbonnier, caporal au maquis Latourette* ». Il est indiqué que ce soldat a participé « *à un combat inégal contre une forte colonne ennemie au col des Usclats*⁶⁴ », dans lequel il a perdu la vie. Nous ne possédons pas plus d'informations sur ce combat. Nous avons retrouvé ce document dans le fonds Lanet, à côté de

61 Gérard Bouladou, *Les maquis du massif central méridional 1943-1944*, famille Bouladou, 2001 (première édition 1975), p. 480.

62 Voir la brochure *HISTOIRE D'UN MAQUIS. Le Maquis Latourette*, Mémoires de Puisserguier, 2014 (première édition 2000), p. 26, disponible aux archives départementales de l'Hérault sous la cote 1 J 1962.

63 Gérard Bouladou, *Les maquis du massif central méridional 1943-1944*, famille Bouladou, 2001 (première édition 1975), p. 479.

64 Ce document est disponible aux archives départementales de l'Hérault sous la cote 177 J 10.

deux autres citations du même type, une pour une victime des combats du 10 août à Riols, l'autre pour un affrontement le 20 août. Ces premiers coups durs pour le maquis Latourette vont être compensés quelques jours plus tard par l'arrivée d'un renfort de poids. A l'instar de nombre de leurs collègues du reste de la France, plusieurs gendarmes de l'ouest de l'Hérault ont en effet « pris le maquis », rejoignant les hommes placés sous le commandement de Jean Girvès. Voilà ce qu'en écrit Gérard Bouladou :

- Le 5 août, étaient réunis tous les commandants de section de l'Hérault dans le bureau du commandant de compagnie, le chef d'escadron Colonna d'Istria (compagnie de l'Hérault), le lieutenant Gilly (commandant les pelotons motorisés stationnés à Montpellier), le lieutenant Mignot (section de Sète), le lieutenant Hesler (Lodève), le lieutenant Monnier (section de Béziers), l'adjudant Roque (brigade de Béziers). On fait connaître l'ordre de départ au maquis (en accord avec le D.M.R. adjoint « Sultan »), le 13 août 1944 à 5h30 en bloc. Colonna d'Istria communique les ordres suivants :

1. But : engager la lutte à main armée contre les colonnes allemandes appelées à se déplacer sur les routes dans le secteur dévolu à chaque unité en liaison avec la résistance déjà en place.

2. Emmener tout le personnel, tout le matériel (auto, campement, armement, munitions) ; désigner les secteurs à occuper et les maquis auxquels se rallier (pour Béziers – Saint-Pons, le maquis Latourette). [...]

- Le 7 août, contact pris par l'adjudant Roque parti en voiture (chauffeur Hilaire) avec le commandant Latourette, pour reconnaître les cantonnements.⁶⁵

Les gendarmes rejoignent finalement le maquis aux alentours du 13 août et sont logés, selon Jean Viste, dans une ferme inhabitée. Avec ce nouveau renfort, quelle taille atteint maintenant le maquis ? Il est en réalité très difficile de donner une estimation. Selon Gérard Bouladou, plus de 200 hommes sont placés sous les ordres de Jean Girvès, auxquels il faut ajouter une centaine de gendarmes. Si on additionne les autres maquis qui lui sont théoriquement subordonnés, c'est plus de 700 hommes qui obéissent au jeune lieutenant de 24 ans ! Mais il faut inlassablement rappeler que tous ces chiffres sont à manier avec beaucoup de précautions, car les sources fiables sont extrêmement rares. Pour encadrer tous ces soldats, le capitaine des FFI peut heureusement compter sur ses adjoints dont certains sont de formation militaire, ce qui permet d'instruire les futures troupes. Mais il faut également nourrir ces combattants. Nous avons vu que Jean Viste expliquait

⁶⁵ Gérard Bouladou, *Les maquis du massif central méridional 1943-1944*, famille Bouladou, 2001 (première édition 1975), p. 483.

qu'Emile Fontès se chargeait de l'acheminement. Gérard Bouladou évoque, lui, le cas d'un hôtelier de Saint-Pons-de-Thomières, qui vient visiter le maquis (alors basé à Rouviols) le 22 juin et « *annonce du ravitaillement par le Saut de Vezoles (plateau du Somail) pour le lendemain 11h. Chaque jour, une corvée montera chercher celui-ci au-dessus de la cascade.*⁶⁶ » Ce fameux ravitaillement, si important pour les maquisards, est parfois récupéré auprès de l'habitant... de gré ou de force. Nous possédons dans les archives de Jean Girvès un document fort intéressant, qui nécessite d'être cité dans son intégralité. Il s'agit d'une note que celui-ci, stationné en Allemagne en 1945, adresse à son supérieur :

Le Lieutenant Girvès, commandant de la 2^{ème} compagnie du 81^{ème} régiment d'Infanterie, ex-chef du maquis de Latourette, au colonel commandant le régiment.

En réponse à votre note N°621/4 en date du 25 juillet 1945, relative au dossier Donnadiou, j'ai l'honneur de vous rendre compte des faits suivants :

C'est sur mon ordre que les moutons du sieur Donnadiou ont été pris. S'il n'y a pas eu de bon de réquisition, c'est que je ne voyais vraiment pas l'utilité de donner un bon à un individu convaincu par les gens de la résistance de Prémian d'avoir dénoncé mon maquis.

Pour la caisse qui aurait contenu 1500 francs, je ne puis fournir aucun renseignement à ce sujet, car :

1er) Son existence reste à prouver

2ème) Le volontaire qui a été reconnu par les témoins, a été tué au combat quelques temps après. Je n'ai trouvé dans son portefeuille qu'une somme dérisoire ne correspondant en rien à ce qu'il aurait dû avoir si cette somme avait été volée.

Quant au vol éventuel des 300 quintaux de fumiers de brebis, de la mangeoire, dite pendule, et des 2500 kgs de foin, je ne vois pas l'usage que mes hommes auraient pu en faire, car, au maquis, aucun n'avait fait de plantation, ni ne possédait d'animal susceptible de manger le foin volé dans la dite mangeoire.⁶⁷

Ne possédant pas la version du propriétaire spolié, il nous est difficile de porter un jugement sur ce cas précis. Par contre, de par sa justification, Jean Girvès nous apprend implicitement qu'il lui était possible de délivrer des bons de réquisition. Il s'agit en effet d'une pratique courante dans les guérillas. En France, par exemple, les combattants vendéens y avaient déjà recours lors de leurs

⁶⁶ *Ibid.*, p. 478.

⁶⁷ Ce document a été numérisé par les archives départementales de l'Hérault. Il est disponible en ligne sous la cote 175 PRI 8, vue 140.

guerres contre les armées de la Révolution. Les maquisards tentent eux aussi de mettre en place de tels documents permettant aux propriétaires des biens réquisitionnés d'être remboursés après la guerre. Mais les contentieux sont légion, car, outre la question du prix des denrées, les résistants tentent également de s'approvisionner en s'en prenant aux biens de Vichy ou de collaborateurs présumés et dans ce cas, bien sûr, aucun bon de réquisition n'est prévu. On constate avec ce document que le maquis Latourette n'a pas échappé à la règle.

Le maquis Latourette constitue donc un des groupes de résistants les plus importants de cette région. Plusieurs aspects nous permettent de l'affirmer. Tout d'abord, les autres maquis du secteur reconnaissent l'autorité de son chef, Jean Girvès. Malgré ses déboires initiaux, le groupe atteint rapidement un effectif d'une centaine de combattants, un nombre non négligeable. Surtout, les Alliés larguent un nombre considérable de parachutages à destination du maquis, signe de l'importance qu'il prend à leurs yeux. Entre autres raisons, cela s'explique sans doute par le fait que Jean Girvès et ses hommes appartiennent à un maquis issu de l'Armée secrète, bien intégré dans les organismes de la Résistance et donc clairement identifié comme fiable, qui plus est dirigé par un officier d'active. Ainsi, on constate même que c'est par le biais des hommes du maquis Latourette qu'un commando anglais est réceptionné, puis conduit jusqu'au maquis Bir-Hakeim, cantonné à plusieurs dizaines de kilomètres ! Si l'on s'intéresse maintenant un peu plus à notre personnage, on notera que, malgré sa relative inexpérience, il a réussi à rattraper une situation assez compromise par le drame de Fontjun. Ses vingt-quatre ans n'ont pas semblé rédhibitoires aux autres chefs de la résistance locale lorsqu'ils décidèrent de le porter à la tête des maquis du secteur. Le témoignage de Jean Viste pourrait laisser à penser que le lieutenant a commis une négligence en laissant repartir les gendarmes capturés, provoquant le drame de la ferme du col de Serrières, mais le récit de l'épisode est bien trop confus pour en tirer une quelconque conclusion. En ce début du mois d'août, c'est plein de confiance et à la tête d'une véritable petite armée que le jeune lieutenant, désormais capitaine dans la Résistance, est prêt à participer aux combats de la Libération qu'il espère secrètement depuis plusieurs mois, voire plusieurs années. Mais là encore, tout ne va pas se passer comme prévu...

Un souvenir de l'aventure :
un insigne d'épaule « maquis Latourette ».

Archives départementales de l'Hérault, 175 PRI 7 (en ligne)



VIII. La Libération

Alors qu'ils ont débarqué sur les plages de l'Atlantique dès le 6 juin 1944, les armées alliées piétinent en Normandie jusqu'à la fin du mois de juillet. S'ils ont échoué à empêcher le Débarquement, les Allemands sont en effet parvenus avec succès à contenir l'avancée anglo-américaine. Ce n'est qu'au bout de deux longs mois que survient enfin la fameuse « percée d'Avranches », qui provoque la rupture du front. Tout s'accélère alors. Le 6 août, les Alliés libèrent Laval, puis Orléans dix jours plus tard. La veille, le débarquement tant attendu sur les côtes méditerranéennes s'est enfin produit entre Toulon et Cannes. Dès lors, la situation des armées allemandes stationnées entre Bordeaux et Marseille devient périlleuse : si l'avancée des troupes alliées à l'ouest et au sud se confirme, les soldats de la *Wehrmacht* seront inévitablement pris en tenaille. Face à l'urgence de la situation, le haut commandement allemand délivre un ordre de repli général le 17 août. Dix jours plus tard, il ne reste plus aucune troupe organisée entre Pyrénées et Rhône. Ainsi, alors que les résistants du Midi étaient persuadés de livrer un long et dur combat sur les arrières des armées nazies, celles-ci prennent la poudre d'escampette en quelques jours ! De nombreuses unités allemandes quittent la région dès les premières heures de la retraite, esquivant les maquis pris de vitesse face à la rapidité des événements. Les FFI se rattrapent tout de même au bout de quelques jours, infligeant des pertes sérieuses aux colonnes ennemies en retraite, obligeant même certaines à capituler. Du côté des Alliés, l'avancée est spectaculaire et la Provence est complètement libérée à la fin du mois d'août. Le 2 septembre, le général de Lattre, commandant de la première armée française, défile dans Montpellier, aux mains de la Résistance depuis plusieurs jours. La libération du Languedoc s'avère ainsi bien singulière, puisque la région est délivrée en quelque sorte par le départ des Allemands, qui laissent le champ libre aux résistants pour s'emparer du pouvoir, ceci bien avant l'arrivée des troupes alliées. Comment Jean Girvès et ses hommes traversèrent-ils ces chaotiques semaines ?

Comme nous l'avions précédemment remarqué, l'atmosphère au maquis Latourette évolue au tournant des mois de juillet et août. Installés aux Syères, Jean Girvès et ses hommes deviennent progressivement le principal maquis de l'ouest de l'Hérault, recevant de nombreux renforts ainsi que des parachutages. Les premiers affrontements débutent aux alentours du 15 août. La veille, une réunion des différents chefs de maquis s'est déroulée pour planifier les sabotages à réaliser sur les voies de communication : plusieurs ponts seront effectivement détruits dans le secteur. Dans les jours suivants, des premières escarmouches avec de minces convois ennemis se déroulent au lieu-dit de Cabezac, sur la commune de Bize-Minervois, où plusieurs prisonniers allemands sont capturés.

Mais le premier grand combat survient le 20 août à Saint-Pons-de-Thomières. Plusieurs témoignages évoquent cet affrontement : celui de Jean Viste, bien sûr, mais également celui de Paul Barthes, rédigé le 31 août 1945 et rapporté par Gérard Bouladou⁶⁸. En outre, un récit détaillé des combats fut publié quelques jours seulement après la Libération par le journal *Le Réveil de Saint-Pons et du pays de Thomières* ! Bien qu'il faille manier avec précaution ce type de sources rédigées dans l'euphorie de la Libération, elles nous permettent d'en savoir un peu plus sur le déroulé de l'affrontement. Le journal local raconte :

La soirée est calme. Bon nombre de nos compatriotes sont au cinéma ; les autres se promènent. Vers vingt-deux heures, les membres des groupes de résistance sont alertés. Un détachement allemand est signalé, venant d'Olonzac. En quelques minutes, le cinéma est vidé, les cafés ferment leurs devantures, les lumières s'éteignent. Jeunes et vieux rejoignent dans les tènements de Ponderach et de la Tuilerie leurs positions de combat.

Et bientôt, le premier choc de produit. Le convoi allemand vient de se heurter au barrage établi sur la route. Les coups de feu crépitent, la lutte est ardente. Les Allemands se déploient dans la campagne. Ils sont partout traqués par les braves qui veillent. La guérilla se poursuivra toute la nuit. [...] Soudain, vers dix heures quinze, un cri se répercute dans toute la cité : les Allemands ont déposé les armes ! [...] Les vingt-cinq prisonniers prennent place dans une voiture cellulaire qui, sous bonne escorte, prend la route du Somail.⁶⁹

L'enthousiasme général est renforcé quelques heures plus tard lorsque la résistance locale obtient un nouveau succès, exactement sur les mêmes lieux ! Au contraire des combats de la nuit où les hommes du maquis Latourette et les gendarmes étaient à la manœuvre, ce sont cette fois-ci plutôt des maquisards FTP qui interceptent une nouvelle colonne. Ces premières victoires galvanisent les résistants. Jean Girvès et ses hommes ont obtenu un premier succès face à des troupes régulières, donnant l'exemple aux autres maquis du secteur qui ont, eux aussi, vaincu l'ennemi. Hélas, la vérité du jour n'est pas celle du lendemain. Les maquisards héraultais vont en faire l'amère expérience... Les 21 et 22 août, Saint-Pons-de-Thomières évitera en effet de justesse le sort d'Oradour-sur-Glane. C'est du moins ce qu'affirme Jean Viste⁷⁰. S'il est évidemment impossible de déterminer si les soldats allemands étaient prêts à commettre les mêmes atrocités que celles connues dans le Limousin, il est certain que la petite ville héraultaise a vécu des heures extrêmement tragiques.

68 Gérard Bouladou, *Les maquis du massif central méridional 1943-1944*, famille Bouladou, 2001 (première édition 1975), p. 481.

69 Cité dans : Patrick Néolas, *La Résistance dans les Hauts Cantons Héraultais*, 1995, pp. 88-91.

70 Voir la brochure *HISTOIRE D'UN MAQUIS. Le Maquis Latourette*, Mémoires de Puisserguier, 2014 (première édition 2000), p. 28, disponible aux archives départementales de l'Hérault sous la cote 1 J 1962.

Venons-en aux faits : à l'aube du 21 août, une nouvelle colonne allemande est signalée en direction du bourg. Cette-fois ci, ce sont plusieurs milliers d'hommes – 5000 semble-t-il – qu'on annonce sur la route. Presque tous les maquis du secteur se regroupent pour tenter d'arrêter l'avancée des troupes allemandes. D'après Patrick Néolas, une réunion a même lieu à la mairie pour se préparer à l'affrontement. Mais laissons la parole à Jean Viste, qui nous décrit le début des combats :

La voiture du docteur Bec, avec Lanet, part en reconnaissance à Corniou. Ils s'échappent de justesse. Le docteur Bec reçoit une balle dans le bras. Un gendarme parti en reconnaissance en vélomoteur est fait prisonnier à Corniou. Une voiture avec quatre policiers de la P.J., à qui Bène a donné pour consigne de protéger Lanet, part à sa recherche et sera également prise à Corniou.

Tous les cinq seront fusillés sur le champ.

A 10 heures la colonne est en vue ; le commandant Latourette, le capitaine de Kervanoel, le capitaine Pitman font une reconnaissance jusqu'au passage à niveau.

A 10 heures 30, la colonne arrive, le maquis Latourette est en première position. Il ouvre le feu. Le combat commence.⁷¹

Les autres versions à notre disposition confirment ce récit, même si quelques détails diffèrent parfois. Toutes indiquent en tout cas qu'au fur et à mesure de la journée, les résistants héraultais sont submergés par les troupes allemandes. En revanche, ni Jean Viste, ni *Le réveil de Saint-Pons et du pays de Thomières* ne mentionnent la tenue de pourparlers entre maquisards et Allemands, qui sont par contre évoqués par Patrick Néolas et Gérard Bouladou. Le premier écrit ainsi : « [...] plusieurs fois, des pourparlers ont lieu entre résistants et Allemands ; Langlois du CFMN et Cruells de Saint-Vincent d'Olargues ne peuvent berner les Allemands sur leur nombre et sur leur force. L'ordre de repli est décidé, afin d'éviter un carnage en ville, d'autant plus qu'à 17 heures 30, ont lieu les obsèques des victimes de la veille. La cérémonie est d'ailleurs écourtée car des balles sifflent jusqu'en ville et les détonations se rapprochent⁷². » Saint-Pons-de-Thomières est investie dans la soirée par la colonne ennemie, rendue furieuse par la résistance des maquisards et les pertes subies. Les soldats de la *Wehrmacht* menacent d'incendier le bourg. Plusieurs sources expliquent que les notables de la ville conduisent les officiers allemands à l'hôpital de la commune, afin de leur montrer les bonnes conditions dans lesquelles sont soignés les prisonniers blessés de la veille. Un résistant qui a participé aux combats, Louis Molinier, écrit dans une lettre :

⁷¹ *Ibid.*, p. 28.

⁷² Patrick Néolas, *La Résistance dans les Hauts Cantons Héraultais*, 1995, p. 80.

Des notables et personnalités de la ville intervinrent auprès du commandement allemand (hôtel Belot) pour éviter le pire, mettant en évidence les soins donnés aux blessés allemands soignés à l'hôpital par le personnel et les dames de la Croix-Rouge. Bien entendu, les « terroristes », terme utilisé par l'adversaire, étaient étrangers à la ville, bandes incontrôlables venant des régions boisées, disparaissant dans la nature après leur coup de main. Cet argument épargna sans doute la destruction de Saint-Pons.⁷³

Convaincus, les Allemands renoncent alors à leurs sinistres projets. Après avoir réquisitionné tous les moyens de locomotion disponibles, ils quittent la ville le lendemain, après avoir, dans un geste de cruauté, exécuté plusieurs résistants. A notre connaissance, ces combats autour de Saint-Pons-de-Thomières sont les derniers auxquels aient participé Jean Girvès et ses hommes. En intégrant les victimes de Fontjun, entre trente et quarante membres du maquis Latourette ont donné leur vie durant l'été 1944, les estimations variant là aussi en fonction des témoignages et des études. Comme beaucoup d'autres maquis languedociens, celui dirigé par Jean Girvès fut surpris par la rapidité du départ allemand. Nous avons vu qu'il réussit néanmoins à accrocher victorieusement une première colonne allemande le 20 août, mais échoua le lendemain face aux milliers de soldats de la *Wehrmacht*. Comme beaucoup d'historiens l'ont souligné, le rôle des FFI dans la Libération fut plus symbolique que stratégique. Militairement parlant, ce sont bien davantage les armées alliées qui délivrèrent la France de l'occupation nazie que les maquis, qui ne jouèrent qu'un rôle marginal dans le déroulé des opérations. Néanmoins, il demeure indéniable que dans les derniers jours de la débâcle allemande dans le Midi, le harcèlement des unités FFI affecta fortement le bon déroulé des opérations. Les résistants réussirent parfois à obliger certaines unités à capituler, même s'ils étaient toujours tiraillés entre la volonté d'affronter les troupes ennemies et la peur de susciter de terribles représailles contre la population. Quel fut le rôle de notre personnage durant ces combats ? Nous possédons malheureusement très peu de détails sur sa conduite durant les événements, mais il est évident qu'au vu de ses responsabilités dans la Résistance et de son statut d'officier d'active, Jean Girvès ait été à la manœuvre pour diriger les maquisards au combat.

Moins d'une semaine après leurs débuts, l'ère des combats de la Libération s'achève pour le maquis Latourette. Le lendemain, Jean Girvès et ses hommes inhument les victimes des affrontements de la veille. La situation n'est pourtant pas complètement sous contrôle, car *Le Réveil de Saint-Pons et du pays de Thomières* nous apprend que des patrouilles FFI capturent des Allemands dans la campagne environnante. Néanmoins, c'en est maintenant définitivement fini de l'occupation ennemie et de la clandestinité dans les épaisses forêts de l'arrière-pays héraultais ! Il est l'heure

73 Cité dans : Joseph Lanet, *Mémoires de Résistance*, éditions Delatour, 2010, p. 200.

pour les maquisards de rejoindre Béziers, où séjournent la plupart des chefs locaux de la Résistance. Là encore, les versions diffèrent quant à la date exacte du départ des soldats des FFI en direction de la plaine. Est-ce le 25 août, le 28 août ? Le détail importe finalement peu, d'autant plus qu'il semble que les hommes du maquis se soient rendus en plusieurs groupes à Béziers. L'enjeu symbolique que revêt ce court voyage est en revanche beaucoup plus important pour Jean Girvès, comme en témoigne le récit de son père :

Le 25 août, une partie du « maquis » Latourette, notamment toutes les forces de gendarmerie, passait par Puisserguier se dirigeant vers Béziers ; elle était conduite par son chef. La première troupe française que je voyais, depuis l'armistice, était commandée par notre fils et je la voyais à Puisserguier ! J'ai rarement ressenti une joie plus vive.

Mais ce n'est que le 30 août, vers 16 heures, que le reste de la troupe allait s'installer à Béziers. Elle recevait à Saint-Pons, à Saint-Chinian, ici et à Béziers, un accueil enthousiaste. Elle allait occuper à Béziers la caserne des G.M.R. avenue de Belfort, près du Champ de Mars.

Jean Girvès et ses hommes l'ignorent peut-être, mais ils rejoignent une ville en ébullition, dans laquelle la Libération a des « allures de révolution⁷⁴ » selon l'historien Jacques-Augustin Bailly. Comme dans beaucoup d'autres grandes agglomérations, l'enjeu est de savoir quel courant de la Résistance s'emparera le premier du pouvoir, s'arrogeant du même coup une légitimité accrue. A Béziers, une lutte féroce s'engage entre les résistants du MLN (Mouvement de Libération Nationale) – qui succède aux MUR et qui est surtout représenté à Béziers par des socialistes – et le FN et les FTP, d'obédience communiste. Dans la sous-préfecture héraultaise, ce sont les premiers qui l'emportent, la municipalité étant destituée par le groupe dirigé par Francis Jouvin, l'ancien responsable du plan vert pour l'Armée secrète. Un comité local de libération est immédiatement mis en place, dans lequel figure en bonne place Joseph Lanet. L'ambiance est alors électrique dans les rues de Béziers, une ville ouvrière à la tradition révolutionnaire. Il y a fort à parier que les responsables du MLN attendirent avec impatience l'arrivée des hommes du maquis Latourette, qui leur permettent alors de disposer de troupes sûres, auréolées de leurs combats contre l'occupant. Les maquisards séjournent ainsi jusqu'à la mi-novembre, fusionnant au passage au début du mois d'octobre avec le groupe de Francis Jouvin pour former le 2^{ème} bataillon FFI de l'Hérault, commandé par... Jean Girvès, nommé chef de bataillon ! C'est durant ces journées mouvementées que celui-ci rencontre une nouvelle fois Jean-Baptiste Durand, du moins si l'on en croit les mémoires du rescapé de Fontjun. Ce dernier raconte l'entrevue :

74 Jacques-Augustin Bailly, *La Libération confisquée. Le Languedoc 1944-1945*, Albin Michel, 1993, p. 230.

Avant de repartir, je fais une visite à Latourette et lui offre un sac contenant 200 brassards tricolores avec croix de Lorraine frappés au dos d'un tampon « Magasin d'habillement d'Alger » :

- Tu pourras défilér dans Béziers libéré avec tes hommes nantis de ce brassard.

- D'où sors-tu cela ?

- D'un parachutage dans les Pyrénées-Orientales dont j'ai été désigné comme responsable départemental après t'avoir quitté.

Latourette paraît offensé, son visage exprime la stupéfaction. Ma nomination dans ce département ayant été tenue secrète, personne, ni Sultan, ni Latourette, n'en furent informés. Beaucoup ont supposé que dès le 21 août j'avais abandonné la Résistance.⁷⁵

Il est vrai que la famille Girvès conserve encore aujourd'hui un brassard similaire au dos duquel est écrit « magasin général habillement - Alger ». Néanmoins, le récit de Jean-Baptiste Durand semble toujours empreint d'une certaine antipathie envers Jean Girvès. On sent que lorsqu'il rédige ces lignes, plusieurs décennies après les faits, son animosité envers l'officier n'est pas encore tout à fait retombée...



Le fameux brassard avec la croix de Lorraine.

Archives départementales de l'Hérault, 175 PRI 7 (en ligne)

Les hommes du maquis Latourette se rendent en tout cas à Montpellier le 2 septembre, où le général de Lattre de Tassigny effectue une entrée triomphale. Si le célèbre chef de guerre exécute un crochet par Montpellier, c'est bien évidemment pour célébrer la libération de la préfecture de l'Hérault,

⁷⁵ Jean-Baptiste Durand, *ROCH chef de l'armée secrète en Biterrois*, Éditions CS PROD, 2021, p. 214.

mais également pour affirmer l'autorité du gouvernement provisoire dans une ville qui s'administre seule depuis le départ des Allemands. Par ailleurs, le futur maréchal ne boude pas son plaisir en rentrant en vainqueur dans Montpellier, où voici moins de deux ans, il avait échoué à former un maquis lors de l'invasion de la zone libre, terminant piteusement son périple à Saint-Pons-de-Thomières. Jean de Lattre, adepte des défilés flamboyants, passe en revue les bataillons FFI, félicitant personnellement ses chefs. C'est ainsi que l'on aperçoit, sur une photographie, l'illustre soldat serrer la main de Jean Girvès... On peut imaginer la fierté que ressent le jeune homme, à la mesure de son ascension fulgurante dans la hiérarchie de la Résistance au cours de ces derniers mois. Mais le retour à la réalité s'avère beaucoup plus morose. A Béziers, le capitaine FFI est de nouveau plongé dans le climat révolutionnaire qui règne dans la ville. Une cour martiale FFI a été mise en place pour juger les traîtres. Ces juridictions, qui eurent une existence assez brève, virent également le jour dans les autres grandes villes de la région. Elles firent l'objet de nombreuses critiques qui soulignèrent leur conception expéditive de la justice. Après une plongée dans les archives de la sous-préfecture de Béziers, j'ai eu la confirmation que Jean Girvès a bien participé à ces cours martiales⁷⁶. Le tribunal s'est réuni au moins quatre fois entre le 5 et le 14 septembre et a prononcé à plusieurs reprises des condamnations à mort à l'unanimité. Quelle fut l'attitude du jeune officier durant ces éprouvantes journées ? Nul ne sait, mais on peut penser que le jeune homme n'appréciait pas forcément cette atmosphère d'épuration puisque plusieurs mois plus tard, alors qu'il est en campagne sur le front d'Alsace, il écrit à ses parents suite aux exécutions sommaires qui se sont déroulées les semaines précédentes à Béziers. Il exprime alors son dégoût et indique être bien content de combattre plutôt que de contempler les déchirements de « l'arrière ». Il est certain que ces deux mois et demi de séjour à Béziers furent pour Jean Girvès une période de commandement assez particulière. Même si les FFI sont considérés comme des militaires, l'ambiance demeure bien différente d'une unité classique. On s'en rend bien compte à la lecture de l'une des notes rédigées par Georges Girvès, en date du 11 novembre 1944 :

Le maquis Latourette (actuellement 2^{ème} bataillon de l'Hérault) comptait naguère parmi ses membres un individu de Capestang, nommé Amouroux. Son frère avait été fusillé par les boches à la suite de l'affaire du 7 juin. Ce titre de frère d'un fusillé valait à Amouroux une considération spéciale et l'autorisait à prendre des libertés qui n'auraient pas été tolérées chez un autre. Amouroux est à peine un primaire ; ce n'est pas tout à fait un fou, il manquait néanmoins d'équilibre ; il avait fait autrefois un mois de prison pour un délit de droit commun ; il aurait fait aussi partie de la L.V.F. et aurait déserté. Le rôle des maquis étant terminé, il était revenu à Béziers

76 Voir aux archives départementales de l'Hérault les documents disponibles sous la cote 785 W 93.

avec ses camarades. Il clamait à tous échos qu'il ne songeait qu'à venger la mort de son frère ; on se serait attendu à le voir partir pour le secteur des Vosges où les occasions de tuer du boche se seraient largement offertes à lui. Mais ce n'était pas sur les boches précisément qu'il comptait exercer ses vengeances, toute sa haine allait aux trafiquants du marché clandestin... c'était moins dangereux et plus profitable. Parmi de nombreux exploits, dont le détail n'importe guère, je cite le suivant (ab uno disce omnes).

Un certain soir, Amouroux se présente avec ses camarades, tous du pays, dans un café de Puisserguier. Il demande au cafetier s'il ne pourrait pas lui céder quelques cigarettes ; celui-ci, sans méfiance, lui en présente quelques-unes au prix de 7 F l'unité. Alors Amouroux confisque le paquet, fait sortir de la salle les consommateurs présents, et, soutenu par ses acolytes, se met à perquisitionner, raflant les cigarettes et le tabac qu'il peut découvrir ; il décide ensuite l'arrestation du limonadier coupable de hausse illicite. Le lendemain soir, il se présente au président du comité de libération de Puisserguier et l'invite à venir procéder avec lui à l'opération projetée ; mais Amouroux ne peut présenter un ordre écrit prescrivant l'arrestation ; le président du comité refuse alors son assistance. Amouroux retourne à Béziers, se fait donner un détachement de FTP, qui, venus en camion, arrivent vers minuit à Puisserguier. A nouveau le président du comité local est invité à se joindre au détachement ; il refuse une seconde fois, aucun ordre écrit ne pouvant être présenté. Les FTP, sous la conduite d'Amouroux, procèdent eux-mêmes à l'arrestation du limonadier. Je me rendais le lendemain à Béziers avec le président du comité de Puisserguier et nous obtenions sans peine du commissaire de police la libération du cafetier. Mais ce commissaire n'était pas étonné outre mesure de cette arrestation arbitraire et paraissait même plutôt satisfait du zèle policier d'Amouroux.

Après quelques actions d'éclat du genre de celui que je viens de rapporter, Amouroux était expulsé du maquis Latourette, mais trouvait aussitôt refuge dans un maquis voisin ; peu de jours après, ce dernier maquis était fusionné avec le maquis Latourette, Amouroux était à nouveau éjecté. Mais une semaine après, il entrait aux milices patriotiques, y obtenait « de plano » le grade de lieutenant avec une solde de 5000 F par mois.

Je viens de recevoir une lettre d'un camarade de promotion de mon fils : brillant Saint-Cyrien de la promotion 39, lieutenant au 8^e RTM, il a fait toutes les campagnes depuis la libération de l'Afrique du Nord, il a été blessé, il a été cité... et il est toujours lieutenant !

Cette anecdote nous démontre amplement combien ces quelques semaines de garnison à Béziers sortent de l'ordinaire. A la lumière de ce récit, on peut se demander quelle autorité Jean Girvès possède sur ses subordonnés. Amouroux finit certes par être sanctionné, mais seulement au bout de

plusieurs écarts. On découvre également qu'il existe une véritable rivalité entre les bataillons FFI, qui, s'ils font partie de la même armée, gardent chacun une identité propre issue du temps des maquis. Faute de sources, il nous est malheureusement impossible de connaître les sentiments qui animèrent le jeune homme durant cette période. Joie d'avoir participé à la Libération, fierté de commander un bataillon, inquiétude face au climat révolutionnaire régnant à Béziers ? Nul ne sait, car les notes de Georges Girvès ne nous éclairent guère sur cet aspect. Par ailleurs, Jean et ses parents ne semblent pas avoir entretenu de correspondance, Béziers étant fort peu éloignée de Puisserguier. A la mi-novembre, le 2^{ème} bataillon de l'Hérault quitte définitivement la sous-préfecture. Il est transféré à Montpellier, dans les locaux de la caserne Lepic. Un mois plus tard, l'unité est dissoute dans le 81^{ème} régiment d'infanterie, basé à Carcassonne. Les actes du colloque s'étant tenu à Montpellier en 1996⁷⁷ et portant sur les FFI en R3 nous permettent d'en savoir un peu plus sur ce régiment. Robert Gutierrez et André Souyris-Rolland expliquent qu'il s'agit d'une unité composée uniquement d'engagés volontaires et de cadres d'active, de réserve ou issus des FFI. Sans entrer dans les détails de « l'amalgame » – ce processus qui a constitué à intégrer les soldats issus de la Résistance dans la première armée française de Jean de Lattre – il faut bien avoir à l'esprit combien furent vives les tensions qui entourèrent ce sujet à l'automne 1944. Certains FFI rechignèrent à se dissoudre dans une armée jugée trop conservatrice, et militèrent pour que les unités gardent leur identité issue de la Résistance, rêvant à une armée bâtie sur le modèle de celle de la Révolution française. Des groupements FFI refusèrent par ailleurs de partir pour le front, préférant rester dans leur région pour peser sur la vie politique locale. Enfin, certains combattants, jugeant leur rôle terminé, choisirent de reprendre leurs activités professionnelles. De par sa composition, le 81^{ème} RI constitue donc un régiment très marqué par l'esprit résistant. Néanmoins, cette coloration va peu à peu s'atténuer au fil des mois, l'assimilation au sein de l'armée régulière se renforçant. Preuve s'il en est, le chef de corps, qui n'est autre que le colonel FFI Gilbert de Chambrun, fut remplacé en mars 1945 par le lieutenant-colonel Gauvin. Curieusement, le premier, que l'on surnomme le « marquis rouge » en raison de sa radicalité et de sa proximité avec les communistes, semble avoir été relativement apprécié par Jean Girvès. Il écrira dans une lettre à ses parents, datée de février 1945 : « *Il est fortement question de remplacer le colonel de Chambrun par un lieutenant-colonel d'active. Du point de vue service, je ne le regrette pas : on a beau être intelligent, on ne s'improvise pas colonel comme ça. Du point de vue humain, je le regrette : je m'étais beaucoup trompé sur lui. C'est vraiment, je crois, un homme sincère et désintéressé.*⁷⁸ »

77 *Les forces françaises de l'intérieur du Languedoc-Roussillon-R3 dans l'armée de la Libération*, actes du colloque du 14 mars 1996 à Montpellier, PREAL, 1997.

78 Ce document a été numérisé par les archives départementales de l'Hérault. Il est disponible en ligne sous la cote 175 PRI 8.

Contrairement à Joseph Lanet, auteur de lignes très acerbes contre de Chambrun (il n'est pas le seul), notre personnage ne semble pas éprouver d'antipathie particulière pour son supérieur, bien au contraire. Par cette intégration au 81^{ème} RI, Jean Girvès va en tout cas pouvoir participer à la suite des combats sur le front d'une manière qui lui convient peut-être davantage, celle d'un combat conventionnel au sein d'une armée régulière. Mélancolique, son père Georges écrit ainsi le 23 décembre 1944 : « *Enfin, hier 22 décembre vers 18h, il est venu nous faire ses adieux. Son régiment embarque ce soir vers 17h à Carcassonne, sur le quai même où j'ai embarqué le 7 août 1914 la 1^{ère} batterie du 3^e R.A.D.* » Quittant leur terre natale, qu'ils ont contribué à libérer, Jean Girvès et ses hommes sont en route pour continuer la lutte sur les bords du Rhin...



Les deux faces du fanion de l'éphémère 2^{ème} bataillon de l'Hérault, commandé par Jean Girvès.

Archives départementales de l'Hérault, 175 PRI 7 (en ligne)

IX. Sur le front en Allemagne : les lauriers amers de la victoire

Une fois parvenu en Alsace, le 81^{ème} RI est stationné « depuis Bâle au sud jusqu'à Ottmarsheim au nord⁷⁹ », selon Robert Gutierrez et André Souyris-Rolland. Pour étudier cette période, nous avons la chance de disposer de la correspondance de Jean Girvès, qui a repris ses échanges épistolaires avec ses parents. Dans une lettre datée du 11 février 1945, il raconte ainsi le premier combat mené par les anciens maquisards héraultais :

Depuis 2 ou 3 jours, nous sommes sur les dents : nous venons de délivrer une partie de l'Alsace. Et c'est ma compagnie, tous mes petits gars de Puisserguier et d'ailleurs qui ont eu l'honneur d'être les premiers du régiment à attaquer !

Ils ont débouché sous un tir de 88 bien nourri ; pas un n'a flanché, et il n'y a eu que deux blessés très légers. Je suis très fier d'eux. Ils ont foncé sans la moindre hésitation. Pour de petits jeunes qui voyaient le feu pour la 1^{ère} fois, c'est très beau. Vous pouvez dire à tous les parents de tous ceux du maquis « Latourette » qui sont au 81^e RI qu'ils ont été épatants. Et même les types de l'armée d'Afrique, qui étaient avec nous, nous ont exprimé leur étonnement et leur admiration. Et tout ça pour la compagnie « Latourette » (on ne la connaît que sous ce nom-là).⁸⁰

Le 4 avril, Jean Girvès annonce triomphalement à ses parents qu'il est entré en Allemagne. Quelques jours plus tard, la compagnie est engagée dans de très violents combats « dans une grande ville », précise le jeune homme, tenu au secret militaire. Il s'agit sans doute de Rastatt, où le 1^{er} bataillon du 81^{ème} RI est arrivée. La compagnie déplore sa première perte, un dénommé Lorca. Encore est-ce seulement ce qu'indique Jean Girvès dans une lettre datée des lendemains de la bataille ; dans une missive postérieure, il précisera qu'en comptant les décès dus à des blessures, 6 hommes ont perdu la vie suite à cet affrontement. Les nouvelles circulent vite du front jusque dans l'Hérault : aussi Jean Girvès s'empresse-t-il de raconter à ses parents qu'une balle qui lui était destinée est venue, par miracle, se fracasser sur son pistolet qui s'est brisé en deux ! Il ajoute : « *Je vous écris ça tout de suite parce que ça va probablement faire une fausse légende à Puisserguier. Vous pourrez remettre les choses au point. Parce que je connais les types ; d'ici quelques temps*

79 *Les forces françaises de l'intérieur du Languedoc-Roussillon-R3 dans l'armée de la Libération*, actes du colloque du 14 mars 1996 à Montpellier, PREAL, 1997, p. 140.

80 Tous les extraits des lettres de Jean Girvès adressées à ses parents depuis le maquis et l'Allemagne sont issus des documents numérisés par les archives départementales de l'Hérault et disponibles en ligne sous la cote 175 PRI 8.

Le 14/2/95

n° 16
17/2/95

Mes chers parents.

Depuis 3 jours, nous sommes sur les dents : nous venons de délivrer une partie de l'Alsace.

Et c'est ma compagnie, tous nos petits gars de Bussuquin et d'ailleurs qui ont eu l'honneur d'être les premiers du Régiment à attaquer !

Ils ont débordé sous un tir de 88 très moumé ; pas un n'a flanché, et il n'y a eu que 2 blessés très légers. Je suis très fier d'eux. Ils ont joué sans la moindre hésitation. Tous de petits jeunes qui regardent le feu pour la 1^{re} fois, c'est très beau.

Nous pourrions dire à tous les parents des troupes de la compagnie "Latomette" qui sont au 81^e R.I. qu'ils ont été épouvantés. Et même les types de l'armée d'Afrique qui étaient avec nous nous ont exprimé leur étonnement et leur admiration. Et tout ça pour la compagnie "Latomette" (on ne la connaît que sous ce nom-là).

J'ai eu une dernière fois : c'est d'organiser 2

Lettre de Jean Girvès adressée à ses parents depuis l'Alsace. (1/2)

Archives départementales de l'Hérault, 175 PRI 8 (en ligne)

compagnis (dont le mien) sur les bords du
Rhin ! J'ai vu couler le Rhin, je suis parti à
100m. des blockhaus boches, et sa avec mes petits
gas derrière. J'étais heureux comme un roi.

À part ça, les boches font preuve d'un manque
de combativité absolu. Nous nous sommes battus
à 100m. d'un blockhaus de deux étages (pas très
renforcés d'ailleurs) sans qu'ils nous touchent dessus.

Plus d'obus, plus de balles depuis 2 jours. Pourquoi
qui se dem !

En ce, je vous embrasse bien fort

Jean

P.S. reçu de vous, aujourd'hui, votre lettre du
2 Février ... et du 5 Janvier !

E. M. Rigaut

S.P. 50109.

Lettre de Jean Girvès adressée à ses parents depuis l'Alsace. (2/2)

Archives départementales de l'Hérault, 175 PRI 8 (en ligne)

toute une histoire sera brodée là-dessus. » En 2023, la nièce de Jean Girvès se verra raconter l'anecdote par un ancien du maquis Latourette engagé au 81^{ème} RI, qui lui confirmera avoir assisté de ses yeux à cette scène !

Un mois après ces durs combats, la Seconde Guerre mondiale s'achève enfin. La capitulation allemande ne sonne pas pour autant l'heure du retour immédiat à la maison pour les Héraultais. Le 81^{ème} RI continue à stationner en Allemagne. En juillet, il a même l'honneur de défiler devant le général de Lattre et le bey de Tunis. Jean Girvès précise même que « [...] *de Lattre a daigné remarquer que le 81^e RI avait mieux défilé que les tirailleurs et, toujours sans me vanter, d'après des témoignages impartiaux, c'est la 2 qui a le mieux défilé du bataillon* ». Au fil du temps, les anciens du maquis quittent tout de même le régiment, à commencer par notre personnage qui rejoint la Légion étrangère à l'automne 1945. Comment a-t-il vécu personnellement ces longs mois de combats, puis de garnison en Allemagne ? Au tout début de son séjour sur le front, Jean Girvès est parti en « *stage d'information* » du 8 au 24 janvier dans un bataillon de l'armée d'Afrique qui est engagé sur le front. Dans sa correspondance, on le sent tiraillé entre la satisfaction de retrouver une unité régulière, « *où j'étais plus en communion d'idées qu'avec ces braves FFI* », comme il le précise, et l'envie de retrouver sa compagnie et ses hommes qu'il commande depuis plusieurs mois. Son séjour en Alsace prend également des allures de pèlerinage, car il revient sur les pas de sa famille qui a tenu garnison dans la région. Le 20 février, il annonce ainsi à ses parents qu'il est retourné dans la maison où ils logeaient au printemps 1940. La demeure ayant été occupée par un général, presque tous les meubles sont partis en Allemagne ! Il rencontre également de nombreuses connaissances, et se rend à Ittenheim où il retrouve intacte la bibliothèque qui a tant manqué à Georges Girvès depuis 1940. Au-delà de ces aspects matériels, cette correspondance laisse transparaître des sentiments mitigés. Le jeune homme est bien évidemment heureux de participer à la victoire finale contre l'Allemagne mais manifeste une certaine amertume, qui va en grandissant. En février, il exprime son dégoût face aux exécutions sommaires qui se sont déroulées à Béziers les semaines précédentes. S'il approuve la révision des grades de certains résistants qui a lieu au mois de mars, il ne peut se départir d'une certaine tonalité sarcastique sur l'ambiance du moment :

Moi, je ne m'en fais pas. On ne peut pas me faire reculer plus bas que lieutenant déjà ancien. Mais j'ai l'impression que, si ça continue, on finira par me reprocher d'avoir voulu me battre dans le maquis contre les boches. Je serais plus considéré si je m'étais contenté de rester chez moi à fumer ma pipe. C'est assez rigolo. Mais je m'en fiche : s'ils me font suer, je leur dirai zut, et puis voilà. Mais c'est tout de même un peu vexant.

Quelques jours plus tard, Jean Girvès est effectivement rétrogradé du grade de chef de bataillon à celui de capitaine « à titre FFI » (il reste lieutenant à titre de l'armée d'active). Il indique qu'il a obéi à une injonction de de Chambrun et convient que son titre de chef de bataillon et ses quatre galons « *étaient un peu gênants, au contact des types de la 1^{ère} armée, qui s'étaient autrement battus que nous, et qui avaient attendu l'âge de 35 ou 38 ans pour arriver au même grade* ». Dans une nouvelle lettre, il vitupère encore contre ceux qu'ils considèrent comme les planqués de l'arrière, qui n'étaient pas dans les maquis mais qui se permettent aujourd'hui de donner des leçons. Il s'emporte même jusqu'à affirmer : « *Quand on voit ça, on a envie de s'inscrire immédiatement au parti communiste !* » On sent que Jean Girvès est partagé entre son éducation, qui le porte naturellement vers des valeurs d'ordre et d'autorité, et son passé récent de FFI d'où il est ressorti immanquablement influencé par des valeurs de gauche, qui le poussent même à critiquer « *les bourgeois* » !

En mai, l'ancien chef du maquis reprend son grade d'active et redevient simple lieutenant. Il commente de manière acide :

Tout le monde reprend le 1^{er} juin ces grades d'avant-guerre. En somme, si j'étais resté les pieds au coin du feu depuis février 1943, j'en serais exactement au même point et je me serais tout de même fait moins de soucis.

Bref, lieutenant comme si je n'avais rien fait, 2 propositions de citations (1 pour la Résistance, une pour Rastatt)... mais toujours pas la croix de guerre, j'ai l'impression d'être un parfait idiot. Vous me direz qu'il y a le sentiment d'avoir fait son devoir ; d'accord... c'est la seule récompense qu'il me reste.

Bah ! La vie est belle quand même, et on ne s'en fait pas.

Entre-temps, la guerre a pris fin. Un soulagement après des années de conflit ? Pas pour Jean Girvès, qui semble accorder peu d'importance à l'événement, lucide sur les forces en présence : « *J'avoue que, personnellement, ça ne m'a pas fait grand-chose. La guerre est gagnée par les Alliés ; mais elle ne l'est pas encore par la France. Au fond, c'est maintenant que ça commence...* » Quelques jours plus tard, il commente la situation politique du pays, en évoquant tout d'abord les récentes élections municipales :

En 8 jours, je n'ai reçu qu'une lettre de vous, celle où vous m'annoncez la réélection de Garrigues. J'en suis fort aise, car l'illustre Pujol ne me plaisait qu'à moitié. Ce dernier a piqué certainement une crise de jaunisse après cette histoire.

J'ai l'impression – lointaine d'ailleurs, puisque nous ne recevons presque pas de journaux – que, dans l'ensemble, le pays a voté très à gauche. Est-ce un bien ? Est-ce un mal ? Je vous le demande. En tout cas, je crains très vivement un désaccord prochain et profond entre le pays, qui a l'air de vouloir des changements, sinon politiques, du moins sociaux, et le gouvernement qui m'a l'air bien emberlificoté avec les représentants de l'ancien régime. Comment tout cela va-t-il se terminer ? Tout ça risque de me mettre dans une position assez fausse : étant d'active, je suis pour le gouvernement ; étant également FFI et ex-résistant plutôt de marque, je le suis un peu moins. Situation désagréable ! Mais enfin, tout ceci peut très bien s'arranger, je le souhaite ardemment. Je ne voudrais pas que le pays, qui a été à deux doigts de sa perte par suite de ses querelles intestines, recommençât de plus belle. Ça risquerait vraiment cette fois, d'être la fin des fins... Bah ! Nous verrons bien !

Au mois de juin, Jean Girvès bénéficie enfin d'une permission qui lui permet d'assister au mariage de son cousin à Paris. Après quelques jours passés à Puisserguier, il retourne par train en Allemagne, et a la chance de discuter durant le trajet avec un officier américain francophone. De retour dans son régiment, il apprend sa citation à l'ordre de la division pour son action dans la Résistance... et la libération de Béziers, à laquelle il n'a pas participé ! Dans sa correspondance, il commente cette distinction par des mots acerbes pour un dénommé Lajous, lui aussi honoré, qui n'a rejoint le maquis seulement que le 15 août. Le lieutenant indique par ailleurs qu'il va être décoré de la *Bronze Star Medal*, une médaille américaine. Jean Girvès a maintenant décidé de quitter son unité et l'Allemagne pour obtenir une mutation vers l'Afrique du Nord. Non pas à cause du régiment, car le jeune homme est satisfait de ses hommes mais la vie de garnison ne lui plaît guère. Jean réfléchit également à la suite de sa carrière, évoque avec ses parents son éventuelle entrée à l'École de guerre. Mais ses efforts pour obtenir sa mutation sont entravés par le lieutenant-colonel Bousquet, qui commande le régiment et qui tient à conserver le jeune officier dans son unité ! Dans une lettre du 6 octobre, Jean Girvès raconte à ses parents qu'il a assuré le service d'ordre lors de la venue du général de Gaulle à Mayence deux jours auparavant. Il s'agit de la dernière missive conservée dans le fonds d'archives. C'est en effet ce même mois que le jeune officier obtient enfin sa mutation pour la Légion étrangère à Sidi Bel Abbès en Algérie. A la fin de sa correspondance entretenue avec ses parents, on retrouve la copie d'une lettre d'un soldat de la compagnie de Jean Girvès, datée du 13 avril 1945. Le jeune homme y décrit son admiration pour son supérieur et ses qualités de meneur d'hommes au milieu des combats. On peut également lire un dernier feuillet portant pour titre « *nominations* » et sur lequel est recopiée une liste de noms avec des grades, sans doute ceux de la compagnie de Jean Girvès. Une sorte d'ultime témoignage d'une drôle – et tragique – aventure qui

a conduit au bord du Rhin des hommes que tout séparait parfois et pour qui il est maintenant l'heure de reprendre le cours normal de leur existence.

X. Georges Girvès, un observateur avisé de la Seconde Guerre mondiale

A de maintes reprises au cours de ce mémoire, nous nous sommes appuyés sur les notes rédigées à partir de 1943 par Georges Girvès. Pour étudier son mandat de maire ou le parcours de son fils Jean, elles constituèrent une source indispensable. Mais contrairement à ce que pourrait penser le lecteur, la grande majorité des feuillets du colonel ne sont pas consacrés aux actions de la Résistance mais portent plutôt sur la vie quotidienne à Puisserguier et surtout, à l'actualité internationale. Ces centaines de pages renseignent admirablement l'historien sur la vie quotidienne dans l'Hérault durant la Seconde Guerre mondiale. En bon polytechnicien, Georges Girvès détaille par exemple avec minutie les rations accordées à chaque catégorie de bénéficiaires du ravitaillement, les prix des denrées au marché noir ainsi que la situation alimentaire des Puisserguierains. De plus, pour qui souhaiterait rédiger l'histoire de Puisserguier et consacrer un chapitre à la Seconde Guerre mondiale, l'étude de cette source constituerait une étape indispensable. Le colonel évoque en effet des épisodes de la vie du village comme l'obligation formulée par les Allemands envers les habitants de participer à la garde du tunnel de Malpas, ou bien la centaine de travailleurs réquisitionnés pour travailler sur la route entre Béziers et Capestang. Georges Girvès parle aussi de sa vie quotidienne, de ses occupations, de ses lectures.

Mais le soldat ne peut évidemment faire l'impasse sur le contexte militaire et diplomatique de l'Europe. Cet aspect occupe la plus grande partie de ses notes. Il se tient remarquablement informé de la situation des différents champs de bataille et suit l'évolution des lignes de front sur une grande carte de l'Europe. Georges Girvès livre également ses impressions, et même ses prédictions sur la guerre et l'avenir du continent. On sort impressionné de la lecture de ces feuillets. Certes, il arrive au colonel de s'égarer ou de se tromper dans ses déductions. Mais le lecteur ne peut qu'être impressionné par la justesse de sa compréhension de l'actualité. Alors que le retraité passe le plus clair de son temps à Puisserguier (même s'il a gardé quelques amitiés dans le monde militaire, qui peuvent lui procurer des éléments qui ne sont pas à la disposition du commun des mortels), il saisit presque tous les enjeux de la Seconde Guerre mondiale, un conflit complexe et inédit par bien des aspects. Il nous est malheureusement impossible de citer tous les passages ayant retenu notre attention parmi ces 440 feuillets. Nous en recopierons un certain nombre en annexe afin de permettre au lecteur de saisir la tonalité de ces écrits. Néanmoins, il nous a paru intéressant, au terme de notre travail, de s'attarder l'espace de quelques pages sur les notes les plus significatives.

Elles nous permettent de comprendre quels furent les sentiments qui agitèrent Georges Girvès entre 1943 et 1945, et même dans une certaine mesure ceux de Jean. En effet, on peut raisonnablement penser que la vision du fils ne diffère pas fondamentalement de celle du père. Ils échangent beaucoup sur la guerre jusqu'au départ de Jean au maquis en juin 1944, et les deux militaires ne semblent pas être en opposition frontale quant à l'analyse du conflit. Débutons donc avec la note datée du 28/30 septembre 1943, dont nous avons déjà cité une partie au début de notre étude, et dans laquelle Georges Girvès énonce de façon très claire son avis sur le régime et la personne du maréchal Pétain :

Il semble bien, en effet, que pendant de longs mois, peut-être jusqu'à l'occupation totale de la France, le maréchal se soit opposé de son mieux aux exigences croissantes du vainqueur et qu'il ait fait prévaloir bien des fois le point de vue français. Une personne très informée m'affirmait qu'au cours d'une entrevue entre Pétain et Göring, le maréchal aurait parlé si haut et si ferme que son interlocuteur se serait écrié : « Mais, monsieur le maréchal, on dirait que c'est vous le vainqueur. » Comme la plupart de mes compatriotes, j'ai cru moi aussi à une rénovation possible sous l'égide du maréchal. Au cours de mes vingt-six mois de mandat municipal, j'ai agi loyalement dans le sens gouvernemental et c'est sans arrière-pensée que, à la première séance du conseil municipal constitué par mes soins, j'avais fait voter une adresse de dévouements et de fidélité au chef de l'État français.

Mais que de changements survenus depuis un an environ ! [...]

Je n'ai jamais eu une pareille impression de honte ; même les journées de mai/juin 1940 m'ont semblé moins pénibles pour notre orgueil national que celles que nous traversons aujourd'hui. Je dirai des journées actuelles ce que dit l'Évangile de celles qui précéderont la fin du monde : « et nisi breviasset Dominus dies, non fuissent salva omnis caro » (Marc, XIII-20). [...]

Ainsi donc un gouvernement français, présidé par un maréchal de France, approuve les massacres d'otages, les persécutions contre les Juifs, les emprisonnements d'officiers, les déportations de jeunes travailleurs.

Mais, répondra-t-on, le chef de l'État n'est pas libre de ses actes, il se trouve vis-à-vis de l'autorité allemande dans la situation où se trouvait Louis XVI vis-à-vis de l'Assemblée nationale. Quand Louis XVI sanctionnait les décrets de l'Assemblée contre les émigrés ou contre les prêtres réfractaires, sa volonté était évidemment forcée. On peut penser que le maréchal réproouve dans le fond de son cœur des mesures aussi iniques et aussi contraires à l'intérêt français que celles qui lui sont imposées, mais il pourrait se résoudre à un acte qui aurait paru inconcevable à un monarque comme Louis XVI, héritier de quarante rois : le maréchal aurait pu s'en aller. Une démission

solennelle lui aurait certainement rallié tous les patriotes. Tandis que, en continuant, de gré ou de force, sa collaboration avec l'ennemi, il tombe sous le coup de l'article 75 du code pénal et de l'article 239 du code de justice militaire. L'armistice n'est pas la paix, l'ennemi, quoi que puissent en penser certains, reste l'Allemand et il est inconcevable que le chef de l'État prête l'appui de son autorité à la réalisation des desseins de l'ennemi et de la nation.

Quelques mois plus tard, en janvier 1944, il revient sur la politique de l'occupant :

Il y a eu d'abord l'annexion pure et simple de l'Alsace-Lorraine, dont le texte officiel de l'armistice ne disait pas un mot, et puis que de vexations et de tracasseries de toutes sortes ! Les fusillades d'otages par 50, 100, 150, les arrestations des meilleurs de nos chefs, les généraux Weygand, Frère, Gransard etc. Les persécutions exercées contre les israélites : l'obligation pour eux de porter une étoile jaune, comme la rouelle pour les juifs du Moyen Âge, l'interdiction de pénétrer dans certaines voitures du métro, l'expropriation de leurs biens. Puis, sont venues les déportations des jeunes Français en Allemagne... et tout ce que nous ne savons pas encore.

[...] dès septembre 40, il était clair que les Allemands hésitaient devant l'invasion des îles britanniques. Dès ce moment, j'étais convaincu que la Russie et l'Amérique interviendraient aux côtés de l'Angleterre ; j'écrivais le 2 septembre 1940 une note où j'exprimais ma conviction que l'Allemagne serait un jour battue.

Georges Girvès serait-il un vichysto-résistant, cette catégorie inventée par certains historiens pour définir ceux qui ont lutté contre l'occupant en adhérant aux idéaux de la Révolution nationale ? Il est sûr que, comme nous l'avons remarqué, celui-ci a accueilli avec enthousiasme l'arrivée au pouvoir du maréchal Pétain. Trois ans et demi plus tard, on constate par contre que la rupture est consommée. Le colonel emploie des mots très forts contre le régime de Vichy, allant jusqu'à évoquer une honte supérieure à celle qu'il a ressentie en juin 1940. Bien que d'autres écrits nous laissent à penser qu'il ait pu être influencé par l'antisémitisme maurassien (il est par ailleurs l'auteur d'une note que l'on qualifierait aujourd'hui de raciste contre les Espagnols), il condamne fermement les persécutions contre les Juifs. Georges Girvès a en effet bien conscience du caractère exceptionnel du nazisme car, dans la même note, il écrit : « *Pas un pays au monde, sauf peut-être quelque royaume nègre ou quelque royaume de l'ancienne Asie, n'a connu un absolutisme comparable à celui du Führer.* » Quelle qu'ait été sa sympathie initiale pour le régime du maréchal Pétain, la lutte contre l'occupant constitue la priorité, quitte à rompre avec Vichy. En même temps, Georges Girvès ne se fait guère d'illusions sur le déroulement de la Libération. L'homme de droite

se doute bien que la période va lui déplaire par certains de ses aspects, comme il l'indique dans la même note : « *Enfin, la France, une fois libérée, verra le retour des exilés du régime actuel : gens d'extrême-gauche, Juifs et Francs-maçons. Car c'est une chose pénible à constater que les résistants et les patriotes se rencontrent beaucoup plus parmi les anciens sectateurs du Front populaire que parmi les hommes de droite.* »

De plus, il reste lucide sur les troubles qui ne vont pas manquer de traverser le pays à l'heure de la délivrance, comme il l'écrit en mai 1944 :

Certains propriétaires de Puisserguier m'ont fait part de leurs craintes de voir un jour les cosaques installés sur leurs terres et exploitant leurs vignobles. Je n'ai pu leur faire admettre que l'extension d'une population de densité, déjà faible en raison de l'immensité du territoire qu'elle occupe, sur de nouveaux territoires atteignant trois millions de kilomètres carrés, paraissait profondément absurde. Certains de mes compatriotes voient les Russes à leur porte, tandis que la ploutocratie anglo-saxonne se réjouirait sans réserve du bon tour qu'elle aurait joué au Français. Ces naïfs ne voient pas le vrai danger qui les menace : ils manifestent des sentiments qui font horreur à la majorité de la nation ; le jour de l'effondrement de la puissance germanique, il est inévitable qu'il leur soit demandé des comptes. La malignité publique ne manquera pas d'exploiter certaines inimitiés personnelles pour exercer des vengeances de clocher et leur faire payer bien cher leur sottise et leur naïveté.

Quelques mois plus tard, les craintes de Georges Girvès se concrétisent. L'ambiance révolutionnaire, les nouveaux maîtres de la France et leur idéologie ne lui conviennent guère. Dans ses notes, il se montre extrêmement sévère envers la classe politique (excepté de Gaulle). Même s'il s'en doutait, la Libération lui apparaît maintenant comme une immense déception. Il écrit en février 1945 :

Concluons que le gouvernement actuel fait aussi bon marché que le gouvernement de Vichy de la liberté d'opinion ; que la liberté individuelle est de nos jours plus dangereusement menacée qu'elle ne l'a jamais été, car un condamné à mort par un tribunal de Vichy ou par un tribunal allemand ne risquait pas d'être massacré si sa peine venait à être commuée ; constatons enfin que les fonctionnaires chargés du ravitaillement font actuellement preuve d'une incapacité et d'une sottise qui réduisent le pays à un état voisin de la famine.

Et quand je pense que nous avons risqué notre vie, mon fils et moi, pour amener tous ces bougres-là au pouvoir !

L'heure n'est donc plus aux illusions lorsque survient la capitulation allemande le 8 mai 1945. Quelques jours plus tard, Gorges Girvès dresse un bilan matériel, moral, financier, politique et diplomatique du conflit. Rédigée à peine les canons tus, cette synthèse impressionne par sa clairvoyance et lucidité, même si, comme il l'avoue lui-même, il lui arrive d'exagérer tel ou tel aspect. En voici un extrait relatif à la situation internationale :

Ce qui a fait échouer en 39 les négociations franco-britanniques avec les Soviets, c'est la question des États baltes. Londres et Paris ne pouvaient admettre l'annexion de ces pays par le colosse russe. Mais Berlin n'avait pas les mêmes scrupules et ce fut l'accord du 24 août qui déclencha la guerre. Il n'est pas douteux que la Lettonie, l'Estonie et la Lituanie ne soient purement et simplement annexés par l'Union soviétique.

Le doute subsiste sur les desseins de Moscou à l'égard de la Finlande. Ce malheureux pays sera-t-il totalement absorbé par la grande république, sa voisine ? Perdra-t-il seulement la partie de son territoire avoisinant Leningrad ? Le but des Russes serait-il simplement de dégager leur deuxième capitale et de laisser vivre les Finlandais dans l'autonomie ? Nous ne le savons pas encore mais la Finlande ne restera certainement pas ce qu'elle était en 1939. [Georges Girvès évoque ensuite le cas de la Pologne, de l'Autriche et des Balkans]

Il y a bien, dans tout cela, de quoi désorienter l'opinion britannique, qui s'est refusée à l'annexion des États baltes, qui est entrée en guerre pour maintenir l'intégrité de la Pologne, qui a pris partie pour la Finlande lors de l'attaque russe de 1940 et qui, enfin, considère la question des détroits et celle des Balkans comme des questions d'intérêt vital pour la Grande-Bretagne. [...]

Ainsi donc voilà que s'établit à l'est de l'Europe un immense empire aux ressources illimitées et qui aura, nous dit-on, dans quelques années 250 millions d'habitants ! Et ce colosse sera flanqué d'États satellites, qui pousseront ses limites occidentales jusqu'à l'Elbe et jusqu'à l'Adriatique. Il y a bien là de quoi donner quelques inquiétudes et aux Anglais et à nous-mêmes.

J'insisterai moins sur le deuxième danger que je signalais ci-dessus : celui de l'impérialisme industriel américain. J'ai déjà traité ce sujet dans ma note du 20 octobre 1944. Je rappelle seulement que, de toutes les grandes industries mondiales, seule l'industrie américaine est absolument intacte. Cette industrie aura été amenée par les guerres de 14/18 et 39/45 à un état de perfection et de développement inconnu partout ailleurs. Les industries de guerre, devenues industries de temps de paix, produiront de quoi satisfaire aux besoins de centaines de millions

d'individus. Les 120 millions d'Américains, vivant outre-atlantique, ne peuvent absorber qu'une partie des produits fabriqués. Les USA n'ont pas de colonies où exporter l'excédent de leur production. De toute nécessité, ce sera vers les pays ruinés par la guerre qu'ils se tourneront. [Georges Girvès explique ensuite qu'il sera très difficile de concurrencer l'industrie américaine car du fait de la socialisation de l'économie française, ses coûts de production seront plus élevés]

Le tableau des difficultés qui nous attendent ne serait pas complet si je n'en signalais pas d'autres, qui se manifestent dans notre empire colonial. Il y a eu des troubles en Algérie, mais il y en a actuellement d'autrement plus graves en Syrie et au Liban. Pour qui connaît la répugnance qu'ont toujours manifesté les Anglais à notre installation dans le Proche-Orient, pour qui a eu connaissance de l'action violemment anti française menée dans ces régions par le trop fameux colonel Lawrence, il apparaît clairement que les grèves, l'agitation nationaliste qui troublent ces pays, sont avant tout l'œuvre de l'Angleterre, qui cherche à profiter de notre faiblesse pour nous éliminer. [...]

J'ai fait un effort pour présenter dans toute leur complexité les problèmes qui se présentent aux Français au lendemain de l'armistice. J'ai sûrement été incomplet et il est probable que je me trompe sur l'ordre d'importance à attribuer à chaque problème. Il est impossible à un cerveau humain de juger exactement du présent. D'autant plus impossible que les informations fournies par la presse et la radio n'ont jamais été aussi fragmentaires et aussi tendancieuses.

Georges Girvès s'engage également sur le terrain philosophique et renvoie dos à dos nazisme et communisme :

Pour les nazis comme pour les bolcheviks, il n'y a qu'un dieu : c'est l'État, l'État-moloch auquel tout doit être sacrifié, la famille, l'individu. La personnalité humaine est pareillement étouffée dans les deux systèmes et on se demande comment nos socialo-communistes, qui ont, ne l'oublions pas, le monopole du républicanisme, arrivent à concilier les théories de Lénine avec les principes de 89. Mais la logique n'est certainement pas ce qui préoccupe les masses, même les masses françaises, nourries pourtant depuis deux siècles de cartésianisme et de théorie de l'Encyclopédie. [...]

Et l'assimilation des deux systèmes, nazi et bolchevik, peut se prolonger dans le détail. Nous avons connu les sauvageries de la Gestapo, mais elles ne sauraient nous faire oublier celles du Guépéou. Aux charniers de Dachau et de Buchenwald correspondent ceux de Vinnytsia et de Katyn. [...]

Malgré ces analogies, presque ces identités, la propagande de Vichy persuadait les bourgeois que Hitler était le meilleur défenseur de leurs portefeuilles et la propagande de Londres a, non moins

aisément, persuadé les prolétaires que Staline était le meilleur défenseur des libertés démocratiques.

Dans des notes ultérieures, Georges Girvès précise qu'il a voté et fait voter MRP, moins par adhésion au courant chrétien-démocrate que par opposition au parti communiste et au parti radical. Il place plutôt ses espoirs en de Gaulle, espérant, après sa démission en janvier 1946, en un retour prochain du général aux affaires. Que retenir de ces différentes notes du colonel qui jalonnent les dernières années du conflit et les premiers mois de l'après-guerre ? Deux aspects peuvent clairement être retenus : son patriotisme intransigeant et ses opinions conservatrices. Georges Girvès est clairement anti-allemand. Il rejette catégoriquement la collaboration, ce qui l'amène inexorablement à rompre avec Vichy. Pourtant, c'était initialement vers cette voie que son milieu social, sa carrière, ses opinions politiques le poussaient. Il ressort en effet de ses écrits que Georges Girvès est un homme de droite ancré dans des valeurs traditionnelles, ce qui le rend très virulent à l'encontre de l'atmosphère des premiers mois de la Libération. A de nombreuses reprises, il stigmatise l'attitude des partis de gauche dans les années d'avant-guerre et ne manque pas de surnommer Thorez « le déserteur » pour rappeler la fuite du dirigeant communiste en URSS en 1939. Le colonel déplore le déclin politique, économique, démographique (la France sort alors d'un long hiver démographique) et moral du pays. De plus, il perçoit clairement que la nouvelle donne géopolitique, à travers la formation de deux grands blocs, ne laissera pas beaucoup de marges de manœuvre à la France. Mélancolique et attristé, Georges Girvès conclut en novembre 1947 une note pessimiste sur l'avenir de son pays en citant les vers célèbres de Goethe :

Alles regt sich, als wollte die Welt, die gestaltete, rückwärts

Lösen in Chaos und Nacht sich auf und neu sich gestalten.

Tout s'agite comme si le monde présent allait se dissoudre dans le chaos et dans la nuit pour renaître sous une forme nouvelle.

Le colonel ajoute alors :

Mais y'aura-t-il des Français pour voir le jour du renouveau ?

XI. Et après...

Bien que ce mémoire concerne le parcours de Jean Girvès durant la Seconde Guerre mondiale, il m'a semblé intéressant de livrer au lecteur curieux quelques éléments biographiques sur la suite de sa carrière. Une fois achevée l'aventure de la Résistance et des FFI, celui qui est redevenu simple lieutenant reprend le cours normal de son existence d'officier. Comme nous l'avons indiqué, il obtient à l'automne 1945 sa mutation dans la Légion étrangère en Algérie. Quelques mois plus tard, il embarque pour l'Indochine au sein du 2^{ème} régiment étranger d'infanterie. Jean Girvès ne semble pas enchanté de participer au terrible conflit qui déchire la péninsule. Dans sa correspondance avec ses parents, il peste contre la date de retour en France sans cesse différée et contre sa stagnation au grade de lieutenant. Il tente de bénéficier de ses relations avec Joseph Lanet pour appuyer ses demandes de promotion, et l'on trouve ainsi dans les archives de l'homme politique une lettre signée Jean Girvès datée de février 1946⁸¹ : les deux hommes semblent avoir conservé de bonnes relations et le lieutenant rappelle ses états de service depuis son entrée à Saint-Cyr en 1939. On peut également lire dans le fonds Girvès une lettre de Joseph Lanet adressée à Georges Girvès en mars 1946, dans laquelle l'ancien chef de la résistance biterroise assure qu'il va tenter d'influer en faveur de Jean⁸². Joseph Lanet s'acquitte effectivement de la démarche, mais celle-ci échoue car on découvre dans ses archives la réponse du ministère de la Guerre indiquant que la demande de nomination au grade de capitaine a été refusée⁸³. Amer, Jean Girvès écrit deux mois plus tard à ses parents depuis l'Indochine :

Quant à ce que vous a raconté Lanet... Il avait promis à Papa de s'occuper de moi. Oui, mais :

a) il n'a certainement pas l'influence qu'il essaie de se donner à Puisserguier.

b) il a certainement oublié de faire quoi que ce soit. Bien embêté quand Papa lui a demandé des comptes, il a dû lui répondre n'importe quoi, et, pour sauver sa réputation, il a répondu : oui. [...]

Non, cette histoire est cuite. Je me suis débrouillé comme un manche (disons que je ne me suis pas débrouillé du tout) et j'en paie les conséquences. Dans cette histoire de Résistance, j'ai tout loupé, avancement et décorations. N'insistons plus.⁸⁴

81 Cette lettre est disponible aux archives départementales de l'Hérault sous la cote 177 J 18.

82 Cette lettre a été numérisée par les archives départementales de l'Hérault. Elle est disponible en ligne sous la cote 175 PRI 9, vue 687.

83 Cette lettre est disponible aux archives départementales de l'Hérault sous la cote 177 J 18.

84 Cette lettre a été numérisée par les archives départementales de l'Hérault. Elle est disponible en ligne sous la cote 175 PRI 9, vues 216-219.

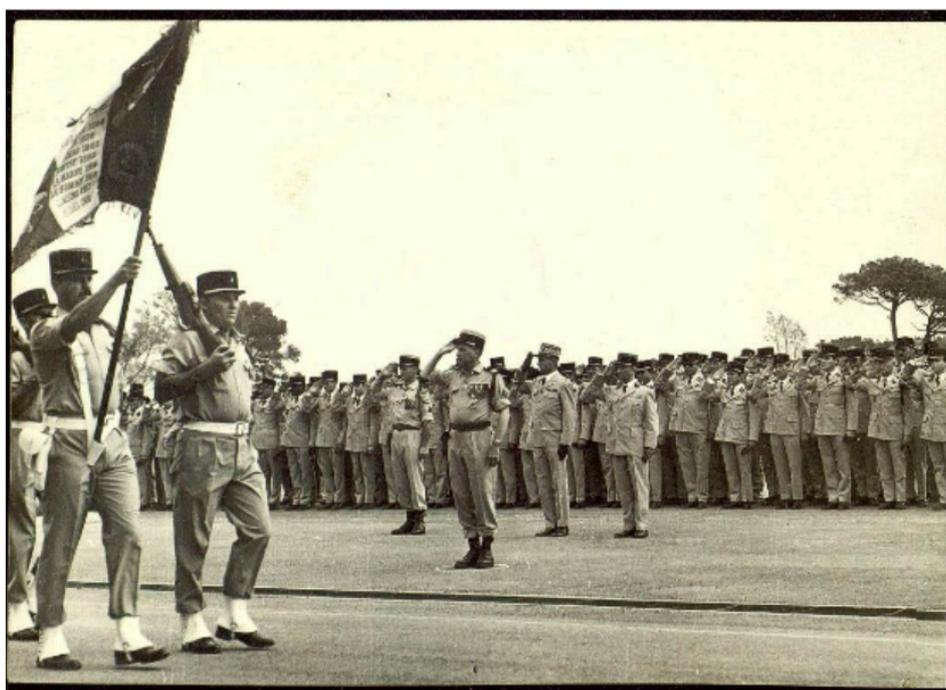
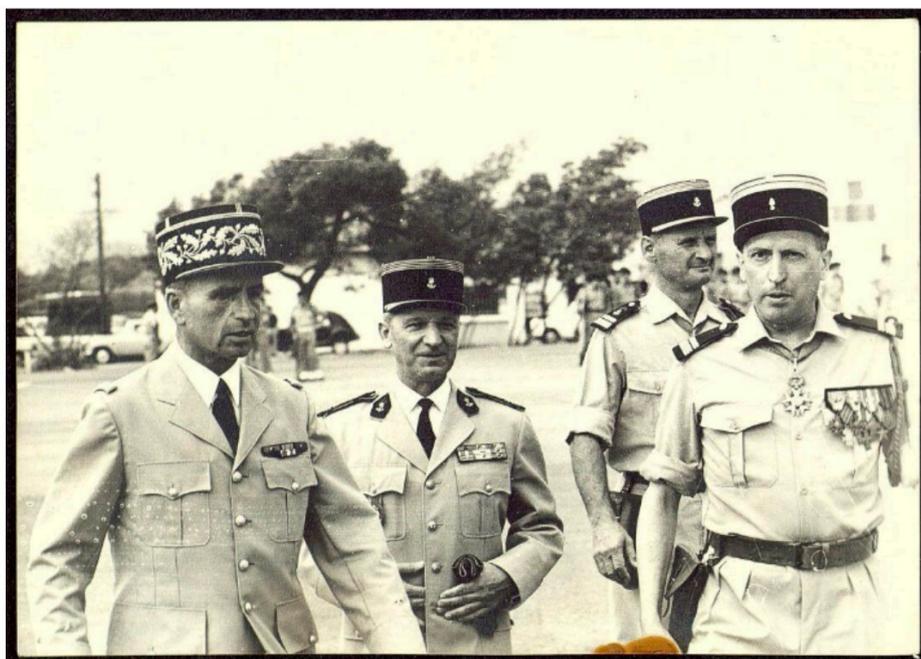
Le premier séjour de Jean Girvès en Indochine prend fin au printemps 1948, mais il rembarque pour l'Extrême-Orient à l'automne et y reste jusqu'en septembre 1951. Il est ensuite affecté comme instructeur à l'école d'application de Saint-Maixent en 1952 et 1953. Mais l'officier n'en a malheureusement pas fini avec les affres de la guerre. Il est rapidement plongé dans celle d'Algérie dans laquelle, d'après sa nièce, il subit une lourde blessure en sautant sur une mine. Toujours selon Marie-Odile Calmette, l'ancien résistant est proche des milieux Algérie française et des putschistes du printemps 1961, ce qui entrave la suite de sa carrière, l'empêchant d'atteindre les sommets de la hiérarchie militaire. Une fois le conflit terminé, Jean Girvès travaille à l'OTAN puis obtient le commandement de l'école des personnels féminins de l'armée de Terre en 1966. Nommé à Verdun, puis à Fréjus, il achève sa carrière comme délégué militaire départemental d'Eure-et-Loir en 1977. Sa nièce décrit un homme droit, un peu hautain, qui s'est peu à peu éloigné de sa famille suite à son mariage avec la fille d'un professeur de la faculté d'Alger. Sans enfant, installé à Chartres, il souffre de problèmes de santé dans les dernières années de sa vie et décède en 1989 dans la préfecture de l'Eure-et-Loir. Il repose aujourd'hui dans le cimetière de Puisserguier.

Tombée dans un quasi-oubli pendant plusieurs décennies, l'action résistante de Jean Girvès a été sortie de l'obscurité par les enfants de sa sœur Gabrielle. Comme nous l'avons déjà évoqué, une brochure retraçant son parcours fut publiée en partenariat avec l'association des Mémoires de Puisserguier. Dans ce village, la rue où se situe la maison familiale a été rebaptisée aux noms de Georges et Jean Girvès. Un buste de « Latourette » a par ailleurs été édifié devant la demeure pour rendre hommage à l'officier-résistant. Il fut inauguré en grande pompe en juin 2022 en présence de nombreux élus. Régulièrement, des cérémonies commémoratives y sont organisées, tout comme à Ferrières-Poussarou et au col de Fontjun. Le Souvenir français est en effet très actif dans ce travail de mémoire et a même créé deux sites internet, l'un consacré à Fontjun et l'autre au maquis Latourette. Dans cette même perspective, la numérisation des archives de la famille Girvès, qui furent à la base de mon travail, constituèrent évidemment une étape cruciale dans la mise en lumière du parcours de Jean Girvès.

Le buste de Jean Girvès à Puisserguier

Photo Cyprien Delobette





Photos prises en 1970 au camp de Fréjus : sur la première image, Jean Girvès se trouve à droite, tandis qu'on le voit au centre sur la seconde en train de saluer les troupes défilant devant lui.

Archives départementales de l'Hérault, 175 PRI 2 (en ligne)

Conclusion

Alors que nous fêtons cette année le 80^e anniversaire de la Libération, il n'est jamais trop tard pour mettre en lumière de courageuses personnalités qui ont contribué à la délivrance de la France. Jean Girvès fut assurément l'une d'entre elles. Tout au long de ce mémoire, nous avons constaté combien il s'est investi sans réserve dans la lutte contre l'occupant allemand. Il eut tout d'abord le mérite de s'engager dans la Résistance alors que son milieu social et ses opinions politiques ne le poussaient pas naturellement vers cette voie. Cette lucidité fut partagée par son père Georges qui rompit avec Vichy lorsqu'il comprit que le relèvement de la France passait par d'autres chemins. A partir du printemps 1943, Jean Girvès fut un rouage essentiel de l'Armée secrète dans l'ouest de l'Hérault, notamment dans la quête de renseignements et l'organisation du réseau. Il devint ensuite un efficace chef de maquis à l'été 1944, qui parvint à rattraper une situation assez compromise par le drame de Fontjun. Il réussit à s'entendre avec les autres maquisards du secteur et devint même le coordinateur en chef de leurs actions. La troupe qu'il a bâtie est solide et organisée, elle ne démériterait pas lors des combats du mois d'août. Enfin, il assume le commandement d'une compagnie de soldats FFI sur le front d'Alsace et en Allemagne, et paraît avoir été apprécié de ses subordonnés. Jean Girvès peut donc être considéré sans conteste comme l'un des plus grands chefs militaires de la résistance héraultaise.

Chef militaire, mais sûrement pas politique. Le jeune homme semble avoir été étranger aux féroces luttes de pouvoir qui secouèrent l'armée des ombres. Pour lui, son action contre l'ennemi n'était que le prolongement de son engagement militaire, qui primait sur toutes autres considérations. L'évolution politique de la Résistance semble le mettre dans une posture assez inconfortable, comme lorsqu'il écrit à ses parents depuis le front d'Allemagne que, face à la situation du pays, il se retrouve dans une position « *assez fausse* ». Son parcours de résistant FFI se heurte en effet à celui de Saint-Cyrien et d'officier d'active. Cette dichotomie se retrouve dans les sentiments qui animent son père Georges lorsqu'il écrit quelques mois après la Libération : « *Et quand je pense que nous avons risqué notre vie, mon fils et moi, pour amener tous ces bougres-là au pouvoir !* » Cette position complexe, par rapport aux évolutions politiques de la période, explique sûrement pourquoi l'action résistante de Jean Girvès tomba dans l'oubli durant des décennies. D'autres personnalités, comme Joseph Lanet ou tant d'autres, ont présenté leur engagement dans la Résistance comme le commencement, ou une étape logique de leur carrière politique. Cela n'a pas été le cas pour notre personnage pour qui la lutte contre l'envahisseur ne représenta au fond qu'une campagne militaire comme une autre, ne lui amenant d'ailleurs guère de récompenses pour la suite de sa carrière. Au fil

des ans, c'est presque avec une certaine amertume qu'il se met à évoquer cette période. Ce qui arriva à Jean Girvès pourrait d'ailleurs s'appliquer à bon nombre d'autres résistants, qui eurent parfois l'impression que leur engagement fut moins valorisé. Il n'en est que plus important de leur rendre un nouvel hommage, afin qu'ils ne soient pas injustement effacés des tablettes de l'histoire.

Annexes

Annexe 1 : note de Georges Girvès, 10 mars 1944/archives départementales de l'Hérault, 175 PRI 1 (en ligne)

10 Mars - Ma vie à Puisserguier

XXV

1944

1

Je me lève aux environs de 8h. Je descends aussitôt pour le petit déjeuner. Ce petit déjeuner se compose d'un pseudo-café, fait avec de l'orange grillée et des pois sauvages également torréfiés. Pendant longtemps, il n'a pas été possible de mêler du lait à ce breuvage; depuis quelques semaines, le propriétaire d'une chèvre consent à nous céder du lait de sa bête et il est possible de prendre un café au lait. Il nous arrive de pouvoir beurrer quelques tranches de pain, quand un arrivage de notre correspondant de la Corrèze nous a apporté du beurre; à défaut de beurre, c'est de la confiture, faite avec du vin muté, qui le remplace. A 8h 30, j'écoute le communiqué de Londres. Le moment de la toilette est venu. Vers 10h $\frac{1}{2}$, je suis prêt. Je jette alors un coup d'oeil sur les àèries du journal l'"Eclair". J'y apprends que tout va bien pour les allemands; que d'innombrables bandits, des communistes, des terroristes (c.à.d; des patriotes anti-allemands) ont été arrêtés; que certains ont été condamnés à mort et fusillés par les allemands; que la terreur rouge règne en Afrique du nord et en Corse; que les anglais sont sur le point de mourir de faim; que des réserves formidables (des millions d'hommes) sont en Allemagne prêtes à rejeter les alliés à la mer, s'ils débarquent; que cependant l'Allemagne demande des volontaires français pour les Waffen S.S., la Kriegsmarine, les unités de transport; je lis des déclarations du colonel Puaud, chef de la légion française (?) antbolchévique, qui signe "colonel et Regimentskommandeur". Dûment édifié par cette prose (je conserve soigneusement ces journaux, leur lecture sera du plus vif intérêt après la guerre), je sors vers 10h 15, seul ou avec mon fils Jean, s'il est là. Nous allons presque toujours faire un tour dans les terres. C'est navrant de voir la sécheresse qui règne partout; depuis le milieu de décembre il n'est pas tombé une véritable averse; le vent d'ouest souffle sans arrêt, il y a quarante jours qu'il n'a pas cessé. Cependant les amandiers, les abricotiers, les pruniers se couvrent de fleurs; on voit poindre des pousses ver-

-tes; les semailles de printemps commencent à germer; les pois et les fèves sortent; mais la terre est assoiffée, rien ne se développe; l'herbe est desséchée; et avec cela il fait toujours froid. Les nuages qui paraissent parfois se dispersent rapidement et la pluie, tant attendue, s'éloigne. Rentré vers midi, nous nous mettons à table. Nos repas cet hiver sont peu différents de ceux d'avant-guerre: la ration de viande est réduite, mais les pommes de terre, les haricots, les pois chiches, les lentilles sont en assez grande abondance et nous mangeons convenablement. Le dessert est ce qui manque le plus: nous devons nous contenter de quelques misérables pommes (à 45fcs le kilo) ou de biscuits. Le pseudo-café suit le repas. A 13h, nous mettons la radio et nous écoutons l'émission en français de Londres destinée à l'Europe. Entre 13h 30 et 14h, je sors seul ou avec Jean. Je recommence ou nous recommençons un de ces tours tant de fois faits, plus ou moins long suivant que le temps engage plus ou moins à la promenade: tour de la Véronique, de Milhau avec retour par la route de Cazedarnes, tour de la Manière, de Breissan avec retour par la voie ferrée; parfois par Milhau et la Bouscade nous allons retrouver le chemin de Cazouls; s'il fait très bon, on va s'asseoir au soleil et lire aux Magnagues. Vers 16h, quelquefois avant, je suis de retour. Il y a moyen encore de faire un léger goûter avec de la confiture de ~~fruit~~^{fruit} ou bien avec du chocolat (acheté bien entendu au "marché noir"). Entre 16h 30 et 16h 45, le fils d'une de nos connaissances chassé de l'établissement des Frères de Béziers par l'évacuation de la ville, vient travailler avec moi. De 16h 45 à 18h ou 18h 15, je lui fais faire de l'anglais, de la géométrie, de l'algèbre. C'est un enfant appliqué ayant des moyens, très docile et s'intéressant à son travail.

Jean, quand il s'est absenté soit pour la journée, soit pour l'après-midi, rentre pour le dîner de 19h. Le soir, nous ne mangeons jamais de viande; mais une soupe, un légume et un dessert permettent un repas convenable. A 20h nous prenons le communiqué d'Alger, à 21h 15 celui de

Londres; à 22h, de nouveau celui d'Alger, qui donne plus en détail le communi-
-qué russe. Nous nous couchons à 22h 30. Je lis encore au lit une demi-heure
ou trois quarts d'heure et j'essaye de dormir. Il est rare que j'y parvienne
sans user d'un hypnotique quelconque. J'ai toujours un sommeil agité, coupé
de réveils brusques, peuplé de rêves. L'état de ma vessie m'oblige à me le-
-ver deux fois, trois fois, parfois plus, au cours de la nuit.

Je suis heureux que la présence de mon grand fils me le donne ~~comme~~
fréquemment comme compagnon de promenade. Nos conversations reviennent tou-
-jours au même sujet: la guerre. Quand aura lieu ce fameux débarquement anno-
-cé depuis cinq mois comme imminent? Où aura-t-il lieu? Intéressera-t-il nos
régions méditerranéennes? Verrons-nous nos plaines du biterrois ou du narbon-
-nais transformés en champ de bataille? Notre ville de Béziers, ^{sont} ~~que~~ les alle-
-mâs ^{font} ~~transformant~~ ^{une} en forteresse, sera-t-elle un jour prise d'assaut, comme
en 1209? Telles sont les éternelles questions que nous ressasons sans fin
et auxquelles nous sommes bien incapables de donner une réponse. Je suis par-
-fois arrêté par quelque connaissance qui m'interroge sur cette guerre, me
demande mon avis. Que répondre dans cette incertitude? Seules les hautes au-
-torités alliées pourraient donner des ~~précisions~~, elles se gardent bien de
le faire avant le déclenchement de la grande offensive. Il faut donc se ré-
-signer à attendre, se contenter de déplacer sur la grande carte qui tapisse
mon bureau, le fil de laine brune qui marque le front oriental; pas de dépla-
-cement à faire sur le front italien qui depuis des semaines est complètement
immobile.

Je donne assez de temps à la lecture, bien que j'aie des difficultés de
plus en plus ⁿgraves à me procurer des livres. C'est l'histoire qui, comme
toujours, fait le fond de toutes mes lectures: j'essaye, à la lumière du passé
d'imaginer l'avenir. Mais mes réflexions ne changent pas grand'chose à l'an-
-goisse qui m'étreint. Toutefois cette inquiétude devant l'avenir n'altère
pas ma santé et ne diminue pas mon appétit. J'apporte aux repas une faim de

jeune homme. Depuis le 21 août 1940, date à laquelle nous sommes venus nous fixer à Puisserguier, je n'ai pas gardé une demi-journée soit le lit, soit même la chambre. Mes soixante-un ans ne m'apportent qu'un minimum de misères physiques: la ruine de ma dentition, une hernie inguinale et des troubles de la vessie qui m'obligent à uriner fréquemment. Tout cela est, pour le moment, peu de chose.

Tous les jours que Dieu me donne sont pareils. Depuis le 1er octobre, je suis allé quatre fois à Béziers, deux fois à Poilhes et une fois à Bessan (pour prendre les meubles de Gaby); je ne sors à peu près jamais du village ou de ses environs immédiats. Mais cette monotonie même me fait paraître les jours étonnamment courts; je ne vois passer ni les semaines, ni les mois.

Un curieux métier Chaque jour, depuis quelques mois, la commune de Puisserguier commande pour la garde du tunnel du Malpas quinze hommes, pris parmi les habitants de dix-huit à soixante ans. Ces quinze hommes constituent deux équipes: une de jour, une de nuit. L'équipe de ^{nuit} jour est conduite à son poste par une camionnette, qui part du village à 17h 30 et qui ramène l'équipe de jour; l'équipe de jour part à 6h et la camionnette, qui la conduit, est ramène l'équipe de nuit. Il est payé à tout homme de garde 75fcs pour la nuit, 60fcs pour le jour; ces 75 et 60fcs devraient être majorés du prix de transport par la camionnette (soit 10fcs). Naturellement de nombreux citoyens désirent esquiver ce service de garde et alors s'est créée une curieuse industrie. Comme ce qui est exigé par l'autorité allemande c'est uniquement la fourniture d'une garde et qu'aucune vérifications d'identité n'est faite parmi le personnel commandé, le remplacement n'a pas tardé à être pratiqué sur une vaste échelle.

Quelques individus font métier de remplacer les personnes qui désirent ne pas prendre la garde. Le prix du remplacement est de cent francs (soit de jour, soit de nuit) avec un repas complet et deux litres de vin. Les professionnels du remplacement qui restent généralement en place une journée

et une nuit consécutives, reçoivent donc pour un peu plus de vingt-quatre heures de complète oisiveté deux cents francs, deux repas et quatre litres de vin. Cette profession est plus avantageuse que celle du travailleur agricole qui ne touche guère que 65 fcs par jour, deux litres de vin et doit se nourrir.

Les remplaçants professionnels exercent leur industrie presque tous les jours de la semaine et passent le dimanche au domicile de leurs clients pour encaisser leurs primes. Ils réunissent aisément de 800 à 1000 fcs par semaine, alors que leurs collègues travailleurs en touchent 380, et ils sont presque entièrement nourris.

Le "marché noir" La ration de tabac est actuellement réduite à deux distributions par mois. A chaque distribution, un fumeur reçoit soit un paquet de 40 gr, soit deux paquets de 20 cigarettes. Il paraît que la Régie ne trouve plus de tabac. Ces jours-ci, mon fils et moi, n'ayant plus rien à fumer, nous sommes adressés aux professionnels du "marché noir". En deux ou trois jours, nous avons ~~reçu~~ acquis 500 gr de tabac pour 800 fcs et 1000 gr pour 1500 fcs.

Il nous avait encore été offert de deux à trois kilos pour des prix analogues. Si nous avions voulu y mettre le prix, nous avions à notre disposition quatre kilos d'excellent tabac, soit la valeur de cent paquets de quarante grammes. Ce tabac ne ressemble pas à celui que fabriquent les particuliers: il est parfaitement coupé à la machine et a subi les préparations habituelles du tabac de la Régie. Mais l'Administration est incapable de trouver de quoi satisfaire les fumeurs; le tabac de contrebande a l'air de partir des centres de préparation, évitant la mise en paquets et arrivant directement aux trafiquants du marché clandestin.

Nous avons eu le 27 janvier une distribution de 90 gr de viande (avec os) par consommateur. Quelques huit jours après, les charcutiers délivraient de 40 à 50 gr de porc par personne. Fin février, on a distribué en guise de viande des boîtes de pâté de 200 à 300 gr (une boîte par personne). Autant dire qu'il y a un mois que la population n'a pas eu de distribution officielle de viande.

Heureusement que les professionnels du "marché noir" sont là. Tous les vendeurs -dis ils viennent prendre les commandes à domicile, les livraisons ont lieu également à domicile le samedi à la nuit, au prix de 150 fcs le kilo. C'est presque toujours du mouton (une fois ou deux on a eu du veau ou du porc), mais on a comme quantité tout ce que l'on peut désirer; il suffit de payer. Notre fournisseur a obtenu jusqu'à douze moutons pour la consommation d'une semaine. Il se cachait un peu autrefois et opérait ses abattages dans une campagne à trois kilomètres d'ici. Mais il a ramené le centre de ses opérations au coeur même du village, dans une boucherie parfaitement connue de tous. Ah! il en trouve des moutons, lui! et ils sont quatre ou cinq à pratiquer dans le village la même industrie.

Pendant ce temps le Ravitaillement suspend ses distributions de viande par manque d'animaux à abattre!

1944 XXX 4

11 Mai Depuis le 9 Avril, date à laquelle les russes ont enfermé dans Sébastopol les débris de l'armée germano-roumaine de Crimée, il n'y a plus eu qu'une action militaire d'importance sur les fronts terrestres: la reddition de Sébastopol (9 Mai) accompagnée de la prise de 61.500 prisonniers et de la capture de 2.000 canons. Par contre, les bombardements aériens augmentent constamment d'intensité: tous les noeuds de voies ferrées, toutes les usines (surtout celles travaillant pour l'aviation), tous les terrains d'aviation que peuvent atteindre les alliés, sont l'objet d'attaques incessantes. Il n'est plus possible de tenir à jour la liste des objectifs attaqués; les raids de jour et de nuit se succèdent sans interruption, parfois pendant vingt-quatre heures sans arrêt quelques cinq mille avions se promènent au-dessus de l'Allemagne et des pays occupés. Des aérodromes d'Italie (de Foggia) partent des attaques contre les Balkans, la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie. Seules certaines régions telles que la Tchéco-Slovaquie et la région de Breslau ont échappé jusqu'ici aux incursions de l'aviation alliée. Ces actions aériennes intenses, le calme qui règne sur le front de l'est, font penser que la grande offensive, l'offensive générale, qui doit assaillir l'Allemagne par l'ouest, le sud et l'est suivant des affirmations tant de fois répétées, est à la veille de se déclencher. Mais les jours et les semaines passent sans que la situation se modifie. Des bombardements, toujours des bombardements! Sur une 150 km de profondeur, le long des côtes de la Manche, il n'y a pas une gare d'embranchement importante qui n'ait été ou qui ne soit attaquée. A certains moments, Paris a paru coupé du reste de la France. On comprend mal ces bombardements sur des noeuds de voies ferrées, exécutés si longtemps ~~à l'avance~~ avant l'offensive. La destruction d'usines, l'abattage d'avions sur leurs terrains se comprennent même s'ils sont exécutés très longtemps à l'avance; mais des voies détruites sont assez vite rétablies. Il y a évidente nécessité à les rendre inutilisables. Les côtes de la Manche sont menacées sur une longueur de plus de six cents kilomètres; les allemands ne peuvent être en forces par-

3

-tout; ils tiennent les côtes avec un cordon et conservent à l'arrière des réserves qu'ils porteront aux points attaqués. Les alliés doivent donc gêner l'arrivée de ces réserves; ils les gêneront en rendant inutilisables les voies de communication allant vers les côtes; d'où la nécessité des destructions des routes et des voies ferrées; mais ces destructions n'auront d'utilité pratique qu'au moment de l'attaque: il faut les entretenir, si elles sont faites longtemps à l'avance ou ne les exécuter que peu de temps avant le débarquement. Il ne paraît pas que les alliés suivent cette méthode. Et certains bombardements coûtent cher en vies françaises: le bombardement de la gare de Rouen a ~~causé~~ causé la mort de huit cents personnes. Ces destructions, si coûteuses en vies humaines et dont personne ne constate l'immédiate utilisation, irritent l'opinion publique et servent la propagande allemande. Il n'est pas jusqu'aux membres de la résistance, membres de l'armée secrète, réfractaires du "maquis" qui ne se lassent de la vie pénible qu'ils mènent, des dangers multiples qu'ils courent et ne trouvent les anglo-saxons bien lents à se décider. Les forces allemandes ont le temps de faire la chasse aux patriotes, de réduire les "maquis", de désorganiser la résistance par des arrestations. Elles sont aidées dans cette besogne par les miliciens qui servent d'indicateurs et de rabatteurs aux troupes d'occupation. On assiste à ce spectacle invraisemblable d'une chasse aux français dirigée par d'autres français. Les allemands se défendent et on comprend qu'ils ne tiennent pas à être frappés dans le dos au moment où les alliés attaqueront; mais que penser des miliciens et des chefs qui les dirigent? Il n'est pas possible d'imaginer une conduite plus honteuse que la leur. Il paraît, du reste, que, s'ils recueillent la haine des vrais français, ils sont en outre un objet de mépris pour les allemands qu'ils servent. On ne peut dénier aux allemands des sentiments d'ardent patriotisme; de quel œil peuvent-ils voir la conduite de français qui les aident à massacrer d'autres français? Les miliciens (et leurs homologues francs gardes

ou autres) ont l'appui d'une petite partie de la population française; ils ont naturellement pour eux le gouvernement de Vichy, qui a misé sur la carte allemande et qui est bien obligé de jouer son jeu jusqu'au bout. Nos gouvernants, avec à leur tête, hélas! un maréchal de France, savent bien qu'une victoire anglo-saxonne entraînerait leur chute irrémédiable, probablement même leur mort; ils essaient de prolonger leur misérable existence en donnant à leurs maîtres le plus possible de gages de fidélité. Mais il y a une partie, encore que ce ne soit qu'une bien faible partie, de l'opinion française qui reste dévouée à la cause milicienne, c'est-à-dire à la cause allemande. La presse et la radio, les tracts, ont convaincu quelques français, surtout des français riches, qu'une victoire alliée ou une victoire du bolchévisme sont absolument identiques. Et ce qu'ils craignent, ce n'est pas tant l'installation d'un bolchévisme français qu'une véritable invasion russe. Certains propriétaires de Puisserguier m'ont fait part de leurs craintes de voir un jour les cosaques installés sur leurs terres et exploitant leurs vignobles. Je n'ai pu leur faire admettre que l'extension d'une population de densité, déjà faible en raison de l'immensité du territoire qu'elle occupe, sur de nouveaux territoires atteignant trois millions de kilomètres carrés, paraissait profondément absurde. Certains de mes compatriotes voient les russes à leur porte, tandis que la ploutocratie anglo-saxonne se réjouirait sans réserve du bon tour qu'elle aurait joué aux français. Ces naïfs ne voient pas le vrai danger qui les menace: ils manifestent des sentiments qui font horreur à la majorité de la nation; le jour de l'effondrement de la puissance germanique, il est inévitable qu'il leur soit demandé des comptes. La malignité publique ne manquera pas d'exploiter certaines inimitiés personnelles pour exercer des vengeances de clocher et leur faire payer bien cher leur sottise ou leur naïveté.

Vraiment, nous vivons une étrange époque. Le pouvoir de Vichy, qui prétend détenir l'autorité légale, gouverne contre la volonté des 19/20 es de la

nation. Tout dévoué à la cause allemande, que presque tout le monde consi-
 -dère comme perdue, il met tout en oeuvre pour favoriser l'ennemi. Mais par-
 -tout, même dans la police, dans la gendarmerie, dans les G.R.M., la résis-
 -tance trouve les plus extraordinaires connivences. Il y aurait des pages à
 écrire sur les accords existants entre les réfractaires au S.T.O. et ceux qui
 sont chargés de les ramener à res~~tip~~ipience. Les allemands eux-mêmes paraissent
 abandonner la partie; je connais autour de moi, dans le village même où ils
 ne se cachent nullement, plusieurs jeunes gens, qui continuent à vivre chez
 eux alors qu'ils devraient normalement travailler aux organisations Todt de
 la côte méditerranéenne. L'Allemagne sent bien le danger qu'il y a pour elle
 à laisser sur ses derrières, au moment d'un débarquement, des jeunes gens qui
 pourraient les attaquer dans le dos ou apporter par leurs sabotages un trou-
 -ble grave à ~~ses~~ ses communications. De temps en temps, les troupes d'oc-
 -cupation, aidées de la milice, essayent de réduire un "maquis"; il en coûte
 quelques pertes aux jeunes réfractaires, mais des pertes toujours plus lour-
 -des à l'assaillant et le "maquis" attaqué n'est jamais détruit, il va se
 reformer plus loin avec la connivence de la population.

Mais, en attendant, tout le monde a "les nerfs en pelote". Partout on
 n'entend que ces mots: "Que font les anglais? Débarqueront-ils jamais?"

Il y a une certaine tristesse à ce spectacle invraisemblable d'une France
 française dirigée par d'autres français. Les allemands se désolent et se
 lamentent qu'ils ne tiennent pas à leur "cœur" dans le dos de leurs
 alliés. Ils se lamentent, mais que penser des officiers et des soldats qui
 dirigent? Il n'est pas possible d'imaginer une conduite plus lâche que de
 laisser le pays, en l'attente, que, s'ils recueillent le matin les voix des
 avions, ils ont en outre un objet de mépris pour les allemands qui les
 regardent. On ne peut décrire par allemands des sentiments d'aridité
 de quel style. Il y a une certaine tristesse à voir la conduite de français
 envers les allemands pendant les années de leur occupation.

Remerciements

Au terme de ce travail, je tiens à adresser un grand merci au professeur Michel Fourcade pour avoir accepté de diriger ce mémoire et de prodiguer ces précieux conseils.

J'exprime également toute ma gratitude à Marie-Odile Calmette pour m'avoir reçu à son domicile et répondu gentiment à mes questions sur son oncle et son grand-père.

Accueillants, les Puisserguierains le sont certainement, si j'en juge par l'attitude de Jacques Chabbert, président de l'Association de Recherche, d'Échanges et de Sauvegarde des Patrimoines (ARESP) de Puisserguier, qui a accepté de me raconter l'histoire du bourg. Cette association effectue un travail remarquable, et la commune a bien de la chance de pouvoir compter sur des bénévoles aussi dynamiques et engagés pour la sauvegarde du patrimoine local.

Je remercie également pour leur aide les employés du centre d'archives départementales de Pierresvives à Montpellier, où je me suis rendu à plusieurs reprises.

Merci enfin à ma famille pour son soutien tout au long de ce travail.

Bibliographie

I. Archives

Archives départementales de l'Hérault

- 175 PRI 1-10 : fonds Girvès (disponible seulement en ligne).

- 177 J : fonds Lanet.

Collection personnelle

- *Histoire de Puisserguier d'après les notes du colonel Georges Girvès*, brochure éditée par Mario Zorzin.

II. Témoignages

- Jean-Baptiste Durand, *ROCH chef de l'armée secrète en Biterrois*, Éditions CS PROD, 2021

- Joseph Lanet, *Mémoires de Résistance*, éditions Delatour, 2010

- *HISTOIRE D'UN MAQUIS. Le Maquis Latourette*, Mémoires de Puisserguier, 2014 (première édition 2000). Cette brochure contient le récit de Georges Girvès sur les activités résistantes de son fils ainsi que le témoignage de Jean Viste. Elle est disponible aux archives départementales de l'Hérault sous la cote 1 J 1962.

III. Études

Sur la Résistance en général :

- Stéphane Simon, *Maquis et maquisards*, Belin, 2015

- Bénédicte Vergez-Chaignon, *Les Vichysto-résistants. De 1940 à nos jours*, Perrin, 2008

- Olivier Wieviorka, *Histoire de la Résistance (1940-1945)*, Perrin, 2013

Sur la Résistance dans l'Hérault :

- Alain Alquier, *L'occupation allemande dans le département de l'Hérault*, thèse de doctorat en histoire, Montpellier, Université Paul-Valéry, 2020

- Jacques-Augustin Bailly, *La Libération confisquée. Le Languedoc 1944-1945*, Albin Michel, 1993

- Emile Berges, *Quatre ans d'incertitudes : la Résistance dans la haute vallée de l'Orb*, autoédition, 1995

- Joël Bonaric, *Fontjun 6 juin 1944. Une page de la Résistance dans le secteur Béziers-Saint-Pons*, IEP de Grenoble, 1990

- Gérard Bouladou : - *L'Hérault dans la Résistance*, Lacour, 1992

- *Les maquis du massif central méridional (1943-1944)*, famille Bouladou 2001 (première édition 1975)

- Hélène Chaubin, *L'Hérault dans la guerre 1939-1945*, De Borée, 2015

- Collectif, *Hérault de guerre 39/45. Un département au cœur du conflit*, Le Papillon Rouge Éditeur, 2021

- Collectif, *Hérault de guerre 39/45. Paroles de témoins*, Le Papillon Rouge Éditeur, 2021

- *Les forces françaises de l'intérieur du Languedoc-Roussillon-R3 dans l'armée de la Libération*, actes du colloque du 14 mars 1996 à Montpellier, PREAL, 1997

- Patrick Néolas, *La Résistance dans les hauts cantons héraultais*, autoédition, 1995

IV. Sites internet

- fontjun.lesouvenirfrancais-saintchinian.fr

- maquislatourette.lesouvenirfrancais-saintchinian.fr

Table des matières

Introduction.....	5
I. Le brillant parcours d'un jeune officier.....	9
II. Quand Georges Girvès présidait aux destinées de Puisserguier.....	14
III. Du congé forcé à l'entrée en résistance.....	23
IV. Au cœur de l'armée des ombres : renseignement, organisation, action directe.....	36
V. Veillée d'armes avant le départ pour le maquis.....	49
VI. Jean Girvès dans la tourmente du drame de Fontjun.....	55
VII. Chef de maquis à vingt-quatre ans !.....	65
VIII. La Libération.....	76
IX. Sur le front en Allemagne : les lauriers amers de la victoire.....	86
X. Georges Girvès, un observateur avisé de la Seconde Guerre mondiale.....	93
XI. Et après.....	100
Conclusion.....	103
Annexes.....	105
Remerciements.....	115
Bibliographie.....	116

Le 2 septembre 1944, Jean Girvès et ses maquisards défilent à Montpellier devant le général de Lattre de Tassigny, venu célébrer la libération de la ville. Pour le jeune homme de vingt-quatre ans, c'est l'apothéose d'un long parcours commencé vingt mois plus tôt dans la Résistance. Pourtant, rien ne prédestinait ce soldat à intégrer l'armée des ombres. Officier de carrière en garnison au Maroc, il se retrouve bloqué en novembre 1942 lors d'une permission dans son village de Puisserguier, tandis que les Alliés viennent de débarquer en Afrique du Nord. Il prend alors contact avec l'Armée secrète et devient vite un élément incontournable de la lutte contre l'occupant dans le Biterrois, sous le pseudonyme de Latourette. Chef du maquis du même nom, il devient même le commandant des autres groupes de résistants du nord-ouest de l'Hérault et dirige plusieurs centaines d'hommes durant l'été 1944 ! Il continue ensuite le combat en Allemagne à la tête des ses anciens maquisards jusqu'à la capitulation allemande, avant de reprendre le cours de sa carrière militaire.

Relativement oublié pendant des décennies, Jean Girvès est pourtant indéniablement l'un des grands chefs militaires de la résistance héraultaise. Ce mémoire s'attache donc à mettre en lumière ce soldat injustement oublié ainsi que la figure de son père Georges, maire de Puisserguier de 1941 jusqu'à sa démission en 1943, et soutien précieux de son fils Jean dans son activité clandestine. Ce travail est aussi l'occasion de découvrir les arcanes de la résistance biterroise, de se plonger dans les secrets du terrible drame de Fontjun, d'étudier la vie quotidienne d'un maquisard et de revivre les journées troublées de la Libération.